

Contre Mélenchon - 3^{ème} partie.



L'AIR DU PEUPLE

Daniel Petri.

Contenu

Présentation.....	5
« Nous voulons vivre d'un juste travail et le partager avec le monde entier. » (Un Insoumis).....	6
La fabrique du peuple.....	7
A propos du peuple.....	7
A propos du marxisme.....	9
A propos de l'Histoire.....	11
Comment Mélenchon « bifurque ».....	12
L'aire du peuple.....	13
« Communauté nationale », « récit national ».....	15
Comment on fabrique le « tribun du peuple ».....	17
La stratégie de l'insulte.....	19
Du leader au Tribun.....	23
La déchéance de Hollande.....	23
Dans l'ombre de la lutte contre la loi El Khomri.....	23
Acte 1 : Mélenchon face au «monde El Khomri ».....	24
La loi El Khomri est-elle soluble dans un référendum ?.....	25
Discours fleuve, goutte à goutte, face à la mer.....	26
Acte 2 : Détachés, étrangers, réfugiés, immigrés.....	27
Un adepte de « l'immigration choisie ».....	27
Le garde-frontière de Mélenchon.....	29
L'avertissement de Laurent Levy.....	30
Acte 3 : le candidat de la trêve.....	30
Effondrement du « paysage politique ».....	31
Quel « Front commun » ?.....	32
Marche ou Trêve.....	32
Le laboratoire grenoblois.....	34
Le PG s'embusque dans le marais de la France insoumise.....	37
L'art des choix.....	37
Un cheval de Troie.....	39
Hôpitaux et élections : Quid de l'intérêt général vital ?.....	39
Cet avenir en commun n'est pas le nôtre.....	40
Mélenchon dans les pas de Hollande, jusqu'au bout de la CSG.....	41

Tours de passe-passe.....	41
Le 100% Sécu, promesse qui n’engage que ceux qui y croient.....	42
Jusqu’au bout de la CSG.....	42
BRUT DE SALAIRES.....	43
Un programme glissant.....	45
Le programme FI et le Code du travail.....	46
Principe de faveur et dérogations.....	46
« Classiste ! ».....	47
La précarité institutionnelle, façon Mélenchon.....	48
Une fausse interdiction des licenciements.....	49
Une nouvelle république ? Non, une nouvelle révision constitutionnelle !.....	50
« Notre point de vue, c’est l’intérêt des Français et celui de la France ».....	50
« Le point de rupture ».....	52
Le « point de rupture ».....	52
«J'use ma vie!».....	53
« L’infâme drapeau tricolore ».....	54
Le rendez-vous manqué.....	57
A qui profite la trêve ?.....	57
Le coup de pouce des porte-parole du NPA.....	58
Entre deux tours.....	58
Législatives : une campagne pour la cohabitation ...avec Macron.....	60
Mélenchon s’enterre.....	61
STX : Mélenchon applaudit Macron et patronne les patrons.....	62
Mélenchon préempte la « résistance sociale ».....	63
Macron – Mélenchon, étoiles jumelles ?.....	67
La « déconstruction » de l’insoumission.....	68
Quel avenir-en-commun pour La France insoumise ?.....	71
Post scriptum.....	73

Présentation

Voici le dernier volet de cet Essai, **contre Mélenchon*** qui est devenu le Premier opposant à Macron.

Nous allons tenter de retracer l'évolution du personnage dans la dernière période, les années 2016-2013, à partir de ses propres écrits et de ses actes. Nous allons donc également évoquer La France Insoumise.

Ce dernier volet sera l'occasion de revenir sur l'Union Européenne, sur la CSG, sur les lois travail, la question syndicale et sur Le Peuple, avec un grand P et La France, puisque toutes ces questions ont été mises sur le tapis vert de Mélenchon.

Nous sommes contre Mélenchon, avec toutefois une précision : l'attaquant, c'est lui. Nous répondons à ses attaques contre les principes fondateurs du mouvement ouvrier et démocratique. Le défenseur, c'est nous. Nous ripostons.

Notre but n'est pas tant de le « démasquer », il se démasque bien tout seul, que de défendre, face à lui et sa camarilla, les principes auxquels nous tenons et les perspectives que les mélenchonistes combattent de façon « rusée » le plus souvent, en enfumant les choses, en amadouant, en soufflant le chaud et le froid, de même que les médias bien ordonnées soufflent à son sujet le chaud et le froid.

L'ennemi le plus immédiat est le gouvernement, c'est bien entendu Macron.

Serait-ce une raison suffisante pour ne pas considérer ce faux ami du peuple comme un ennemi certes moins direct, mais un ennemi, tout de même, malgré ses postures et impostures qui, dans les faits, couvre le pouvoir en place. Ce qu'il faut bien sûr démontrer, pas à pas.

Il sera donc question du Programme Avenir en Commun (AEC), de la pratique municipale « austère » d'élus du Parti de Gauche de Mélenchon à Grenoble, de chauvinisme, de militarisme, de bonapartisme et de tentations xénophobes.

Il sera question de cette campagne du candidat Mélenchon qui promettait l'abrogation de la Loi Khomri, mais aussi la gratuité des soins...comme dans les contrats d'assurance. Il sera question du type d'opposition dans laquelle campe ce personnage qui, pour l'instant, s'enterre. Ce ne serait pas une raison de le sous-estimer, ni son impact, ni son talent, ni sa fougue, ni son sens de l'observation, ni sa sensibilité particulière, ce que d'autres appellent le charisme, la faconde, l'érudition au regard duquel les « autres », les Valls comme les Hamon, les Laurent ou les Martinez, les Hollande ou Macron semblent sans vie, animés les uns par des impulsions mécaniques, les autres par une absence de vitalité et de tripes, tous relégués dans le théâtre d'ombre de cet ancien régime en perdition. Hélas, les qualités sont gâtées par les défauts politiques...

*

Contre Mélenchon-

<http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Publications/Contre-Melenchon-i1723.html>

Contre Mélenchon II – « chacun sa classe »

<http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/archives/Melenchon-FI/Contre-Melenchon-II-Chacun-sa-classe-i1731.html>

« *Nous voulons vivre d'un juste travail et le partager avec le monde entier.* »

(Un Insoumis)

En août 2016, un Insoumis avait répondu à une de mes publications « Facebook » contre Mélenchon :

Qui choisir en 2017 ? Bon, pour moi en tous cas c'est lui. Vu le parcours que Mélenchon a suivi ; il a quitté en 2008 le parti socialiste, qu'il a voulu une rupture au parti de gauche entre les communistes et les socialistes (ben oui on peut pas dire qu'on est communiste et voter à chaque fois avec les élus socialistes des lois scélérates contre le monde du travail) et qu'il a voté NON au referendum de 2005 contre l'Europe libérale. Il a pour l'instant toute ma confiance.

Concernant les phrases qu'il balance et qui effraie les esprits pur de la gauche, vous n'êtes pas obligé de tout gober.

A chaque fois, on reprend les petites phrases de JLM, pour nous faire croire qu'il est sectaire, antisocial et même proche de l'extrême droite ? Un gros baratin que les opposants nous renvoie à la gueule mais nous tiendrons bon.

JLM n'est pas seul, son programme, ce n'est pas son programme mais celui de tous ceux qui l'ont rejoint (gauche, français, étrangers, syndiqués etc...), tous ceux qui en ont ras le bol de cette hégémonie monarchique européenne.

Nous voulons un avenir.

La grève générale, je l'ai faite, puis je l'ai rêvée pendant que tous ces politicards s'en mettaient plein les poches et détricotaient le monde du travail et nos acquis sociaux.

Je la referais certainement quand cet esprit sera plus partagé et se mettra en marche. Pour l'instant, je veux un homme politique antilibéral qui tienne la route et qui peut peser sur les prochaines élections.

Je ne veux pas "jeter" ma voix sur un candidat qui n'est pas capable de réunir 10 % des voix. Et puis OUI je crois en la 6^{ème} république, je crois au changement des institutions qui garantiront la liberté des hommes, à la démocratie et un avenir partagé avec les autres pays frères.

Nous ne voulons pas d'un carcan économique qui nous prive de liberté, nous voulons vivre d'un juste travail et le partager avec le monde entier. Amen, bon je sais que je gonfle certains mais le chemin est long et ce n'est que le début... Mais pour ceux qui savent mieux que les autres, vous avez 2 solutions : refaire le monde dans votre tanière ou vous lancer dans la bataille 😊 que le meilleur gagne lol.

Voilà qui donne une idée du contenu que des syndicalistes, des jeunes mettent dans : « La France insoumise ». Vivre d'un juste travail, le partager avec le monde entier, le changement démocratique des institutions, l'avenir avec les autres pays frères.

Cet internaute n'a, a priori, aucune raison de ne pas faire confiance à Mélenchon. D'un autre côté, oui, il y a des choses que nous savons mieux que d'autres et des choses que nous savons moins bien. Quand on creuse, on arrive à savoir mieux.

Cet internaute a en tête l'image de Mélenchon qui « rompt » avec le Parti socialiste, qui est plus à gauche que « les communistes » et qui est « seul contre tous ». Depuis notre tanière, nous nous posons alors en détrompeurs, aigris ou non. Deux options s'offrent à nous : la première est d'attendre et voir, de ne rien faire qui puisse alimenter une « division » les salariés et les jeunes en pro ou anti-Mélenchon et la seconde, de faire ce que nous avons fait et continuons à faire, à présent, en défense de notre point de vue et de nos idées-force. La première option consiste à cacher ce que l'on sait et/ou ce que l'on pense. La seconde consiste à dire ouvertement ce que l'on pense d'un programme, d'une idéologie et des actions qui en découlent.

On peut le penser, des insoumis verront que nous sommes bien plus proches d'eux que les dirigeants du parti de gauche. Une chose est certaine : **la pire forme de censure, c'est l'autocensure.**

La fabrique du peuple

Avant de revenir sur les aléas de la Campagne qui commence, dans le calendrier mélenchonien au début du mois de février 2017, il est nécessaire de dire quelques mots sur sa matrice philosophico-politico-culturalo – allegro de cette campagne et de ses suites.

Encore une fois, nous autres ne sommes pas des érudits, notre marxisme est rudimentaire et intuitif, nous sommes des militants révolutionnaires, des militants de la vie quotidienne, ayant une expérience fragmentaire. Ce que Mélenchon appellerait sans doute des « petites cervelles » et Kuzmanovic, des « gauchistes ».

Les temps changent, chante Mélenchon, après MC Solar. Michel Jonasz chantait « *Rien n'est jamais pareil* »...

A propos du peuple

Voilà qui nous oblige à revenir à des notions changeantes, telle la notion de « peuple » ou la notion de « citoyen » ou la notion de « France », avant d'entrer dans le vif du sujet, sans oublier la belle notion d'Insoumission. Des érudits, des marxologues, nous arrêteront aussi sec en excipant le Concept de Peuple. Cela rappellera les débats non moins érudits qui agitaient les cercles philosophiques en 1976 : la Dictature du prolétariat, notion ou Concept ? Derrière ce rideau de fumée, la direction du PCF, lors de son 22ème congrès de 76, ôtait de son programme la référence à la Dictature du prolétariat...

La question « qu'est-ce que le peuple » est une question ouverte. Même quand elle sort de la verve de Mélenchon. « *L'action sera menée au nom de l'intérêt général humain : ce sera le nouveau cri de ralliement. Le peuple va la mener et non une classe particulière dirigeant le reste de la population. Le peuple, à savoir les nuées humaines urbanisées qui forment l'essentiel de la population contemporaine. Le peuple, c'est-à-dire cette multitude quand elle devient citoyenne* » disait-il au début de son livre l'Ere du peuple. (août 2014)

Passons sur la première impasse, impasse sur les populations rurales, paysannes et ouvrières qui semblent devoir rester sur le pas de la porte...Mais, ne restons pas en 2014, la pensée volubile et agile de Mélenchon est évolutive et, nous dit-on, inclusive. Notons que, pour l'instant, « *une classe particulière dirige le reste de la population* ». Le peuple, tel que le conçoit Mélenchon, supprimera-t-il les classes sociales ?

Ce personnage donne parfois l'impression d'enfoncer des portes ouvertes. En 1996, lorsque Mélenchon était encore un cacique « socialiste », nous pouvions lire dans les colonnes de L'Huma, ces quelques lignes du document du 27ème congrès du Parti communiste :

« Ainsi, la lutte de classes prend une dimension et des contours nouveaux. Prendre une autre voie que celle tracée par la logique actuelle du capitalisme implique non pas de privilégier les intérêts d'une classe particulière, mais de rassembler autour de cet objectif tous ceux qui, dans leur diversité, la refusent ¹ »

Vingt ans plus tard, dans son Choix de l'Insoumission, Mélenchon dit :

1 Lu dans l'Humanité du 21-10-1996

« Fédérer le peuple » : « Je suis passé à une autre stratégie : fédérer le peuple. Fédérer le peuple, c'est justement faire appel à ces grands dénominateurs communs qui brassent les gens à condition de ne pas leur demander un ticket d'entrée ou un certificat de baptême, ou je ne sais quel autre brevet d'appartenance aux bonnes idées. En passant du clivage gauche-droite à celui qui oppose l'oligarchie au peuple, en passant de « l'intérêt de classe » à « l'intérêt général humain » » -(p 322). »

Mélenchon a élargi une brèche ouverte par Robert Hue : « *rassembler CONTRE la logique actuelle du capitalisme* » (et non contre le capitalisme). Plus avisé, Mélenchon va opter pour une stratégie permettant de « *fédérer le peuple POUR l'intérêt général humain* ». Robert Hue est un nain de jardin en comparaison de Mélenchon, c'est clair ! Sans le vouloir, ce dernier a parachevé en quelque sorte une des « thèses » du 29^{ème} congrès du parti communiste de 1996.

Mélenchon vante alors « *une stratégie révolutionnaire pacifique et cohérente qui est que la multitude devient peuple en devenant Constituant* ». Est-ce à dire que dans l'immédiat, le peuple n'existe pas, qu'il est en gestation, à l'état de « nuée » et de « multitude » (l'expression « multitude » est empruntée, soit-dit en passant à Adolphe Thiers, l'historien monarchiste « éclairé », puis, le massacreur et bourreau de la Commune de Paris, mais dans sa bouche elle ne visait pas le peuple tout entier, elle visait la masse des vagabonds, des ouvriers itinérants et des truands, tous mis dans le même sac).

Les mélenchonistes, nous allons voir comment, entendent devenir les demiurges du peuple, son « intelligence créatrice ».

Si l'on tente de se placer dans l'Histoire, nous verrons que les peuples ne se forment pas par décrets, ils existent indépendamment des frontières dans lesquelles ils sont « fixés » de gré ou de force, de gré et de force, même lorsque ces frontières semblent être délimitées par la nature : montagnes, fleuves, océans. Il arrive que des peuples en oppriment d'autres, non de leur propre chef, mais sous l'impulsion des classes dominantes. Il arrive que des peuples soient dispersés ou écrasés, massacrés. Tout ce que nous énonçons ici sont des banalités. Nous partons de ce qui est banal, quant à nous. Certains peuples se distinguent d'autres par la langue, d'autres s'en distinguent par leur marché économique. Tant pis pour ceux qui sont en quête obsessionnelle d'harmonie, il est rare qu'une nation coïncide avec l'Etat « national », il est rare qu'un peuple s'identifie à la nation qu'on lui prête.

Si nous survolons la France, nous constatons qu'elle « fédère » notamment des alsaciens-mosellans, des bretons, des occitans, des basques, des catalans et qu'en son temps, leur « fédération » fut un progrès, pas un progrès « en soi » mais un progrès dans la lutte contre les anciennes classes nobles : un pays se fédérait contre l'absolutisme qui bridait toute l'Europe.

Un simple coup d'œil sur les déclarations des droits de l'homme de 1789 et 1793 suffit à établir qu'on ne parlait pas des droits des français, qu'on ne parlait pas de nationalité française mais de citoyenneté, au sens initial du mot. La France était la nation des citoyens (mais non des citoyennes...), par opposition à un Etat de sujets. Mélenchon sait cela bien mieux que nous, il est, nous assure-t-on, plus jacobin que nous. Tout cela n'était pas l'œuvre des Lumières et d'une soudaine irruption de la Raison dans l'Histoire. C'était l'œuvre d'une bourgeoisie qui devait mettre la main sur les biens immobiliers et mobiliers du Clergé à des aristocrates, dénoncés comme « accapareurs », pour libérer les forces productives du carcan qui bridait leur développement, à la suite de la révolution commerciale et s'épanouir elle-même. Et, c'est sous le

drapeau du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que fut poursuivie la guerre révolutionnaire à l'extérieur comme à l'intérieur et la formation d'une armée de « bleus » de conscrits sur les restes de l'armée des « blancs ». Le capitalisme, pour son expansion avait besoin de briser le carcan des empires, des royaumes. Par la suite, il s'en accommoda...

Les peuples ne sont donc pas des entités, soudés sur des « racines » ou sur des « lumières », ce sont des phénomènes changeants selon le cours des choses à l'intérieur comme à l'extérieur des pays. Les peuples se forment, se décomposent, se recomposent, disparaissent ou apparaissent, se cristallisent pour exploser ensuite, dans un processus vivant. Pour reprendre une des rares formules de Hegel, les peuples ne sont pas « l'image calme des phénomènes » et subissent l'attraction terrestre des rapports de production d'exploitation et de domination qui en découlent.

C'est sur ce dernier point que Mélenchon achoppe mais son sens de la pirouette va y pallier.

A propos du marxisme

Si le marxisme était un moteur, Mélenchon comme Boris Vian dans *la Java des bombes atomiques*, s'exclamerait : « Y'a quelque chose qui cloche, là d'dans ; j'y retourne immédiatement ! »

Eh oui, les bougies du marxisme ne sont-elles pas encrassées ?

Regardons cela de plus près.

Dans son *Ere du peuple*, ce grand penseur nous avait déjà affranchis :

« On nomme mal ce que nous vivons : pourquoi continuer à parler de « crise » comme on le fait depuis trente ans ? Les mots ont un sens. Il n'y a pas de crise. **Il y a un changement total de la trajectoire de l'histoire de l'humanité.** Une véritable bifurcation. Les nouveautés les plus radicales de notre époque ont été bien décrites par les intellectuels de tous pays, mais elles ne sont pas prises en compte dans la sphère politique. Parfois elles sont ignorées. D'autres fois leur nouveauté fulgurante est méconnue. Et plus souvent encore leur conjonction n'est pas pensée. »

Non, ce ne sont pas les bougies qui sont encrassées, le moteur du marxisme est bel et bien mort ! Mais, au moment de *l'Ere du peuple*, il se garde bien de le dire. Marx est cité une fois dans ce livre, de la façon la plus neutre et Mélenchon assure s'inspirer du matérialisme historique. Deux ans plus tard, il lui faut bien - après un tel changement de trajectoire de notre histoire humaine - laisser entendre et suggérer que Marx est cette fois dépassé et désormais « hors sol ». Marx n'est-il pas déjà « mort » plusieurs fois depuis la fin du 19^{ème} siècle ?

Mais, comment le dire ?

Dans son Choix de l'insoumission, Revenant sur sa campagne présidentielle de 2012, il commence par dire : « *Lors de ces élections, j'agissais sur trois registres, premièrement à la raison concernant le contenu du programme, deuxièmement à l'affect et troisièmement, à l'identité commune : les fils des Lumières* »²

2 Ibid. page 281

Et il nous affranchit : « *« cette conceptualisation permet de réintégrer, comme sujets politiques, les pauvres, les inactifs, qui dans la théorie classique marxiste, ne sont pas les acteurs de l'histoire»* »

Nous avons sûrement mal compris ce que nous avons lu, non dans je ne sais quelle « théorie marxiste classique » mais dans les écrits de Marx, Lénine, Trotsky voire même dans les premiers écrits de Staline. Ou alors, il faut prendre cette notion de sujets politiques dans un sens quasi-philosophique. Mais cela tombe mal : le prolétariat est un objet, une classe en soi et commence à devenir réellement un « sujet politique » dans la lutte ouverte pour le pouvoir puis lorsqu'il détient le pouvoir. La constitution du prolétariat en classe est un processus organique. La chute de cette phrase tombe encore plus mal : Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg n'ont eu cesse de dire que le prolétariat n'est pas la seule classe révolutionnaire, c'est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout. Le bout signifiant sa victoire ou son écrasement.

La notion « d'inactif » est elle-même assez curieuse. S'agit-il des chômeurs qui en France ont encore le statut de salariés privés d'emplois rétribués par ce que nous appelons le « salaire socialisé » ou « différé », s'agit-il des retraités payés également par le salaire différé ? S'agit-il des « exclus » ou des « oisifs » ? Pour un type qui « conceptualise », c'est pas terrible ! Ca jure avec le concept de « sujet politique », dans la même phrase !

A la même page de ce même ouvrage, il a fait référence à ses conversations avec deux « grande cervelles », les universitaires Laclau et Mouffe :

« *Nous avons eu tous les trois un entretien croisé sur les **techniques de combat démocratiques**. Laclau théorise- pour certains à l'excès- le fait que les liens communs et premiers, dans une société, **ne sont pas les liens de rapports sociaux mais des liens culturels** » - « l'attache première de tout courant progressiste, c'est donc la conquête des hégémonies culturelles. Et, pour cela il faut aller chercher dans la société des transversalités « progressistes » ».*

J'ai beau chercher, je ne comprends rien à cette histoire de « liens de rapports sociaux », mais j'essaie ! Nous ne sommes pas des « initiés » nous autres... En revanche, les rapports sociaux ont été expliqués dans un langage accessible par Marx et Engels.

Les rapports sociaux ne sont pas une notion élastique :

Ce sont tout simplement les rapports de production et par là même, les rapports marchands, les rapports de propriété, les rapports d'exploitation.

Mélenchon masque tout cela derrière une notion subjective « *les liens de rapports sociaux* » qui sont, bien sûr, élastique, selon la forme que prennent ses rapports.

Ainsi, les adeptes du PIR nous disent que le racisme est un « rapport social ». Nous ne sommes pas du tout d'accord : le racisme est une des manifestations des rapports sociaux, une des formes des rapports d'exploitation de la force de travail humaine. On pourrait donc dire que, d'une certaine façon, le racisme est « un lien de rapport social ».

Marx et Engels se sont attachés à en démonter les ressorts, sans hésiter à revenir, au besoin sur leurs premières appréciations : ainsi, dans le Manifeste du parti communiste, nous lisons que les ouvriers sont des marchandises. Ils apporteront à cette approximation une correction décisive :

les prolétaires ne sont pas des marchandises, c'est leur force de travail qui est une marchandise qu'ils doivent vendre sur un marché particulier : le marché du travail qui les soumet alors à la concurrence entre eux.

Dans sa préface de 1883 au Manifeste, Engels écrira :

« *L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement, forment à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle* ».

Voilà qui dérange tous ceux qui rêvent de s'affranchir des « contingences matérielles » et leur préfèrent les « lumières » et les « marées » ou autres « transcendances ».

Cette idée leur fait de l'ombre. Du coup, il faut prêter au marxisme un déterminisme fataliste ou mécanique qui n'est pas le sien. Ceux-là croient au fond pouvoir s'affranchir, comme les adeptes de Krishna des « contingences matérielles ».

Dans la préface de Engels que j'ai citée, nous lisons : « Il rappellera alors : « *la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et qui l'opprime (la bourgeoisie) sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classe* »

Depuis la fin des sociétés communistes primitives, « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.* » affirmaient Marx et Engels en 1847. Vrai ou faux ? Est-ce toujours actuel, oui ou non ?

Evidemment, nous laissons ouverte la question : qu'est-ce que le marxisme ? De même le point de savoir si dans ses grandes lignes le marxisme est toujours actuel. Questions ouvertes au débat, évidemment, de préférence avec celles et ceux qui ne feront pas dire à la « théorie marxiste » ce qu'elle ne dit pas.

Comme si les marxistes niaient l'existence des peuples, par exemple et l'activité des masses qui, bien entendu, ne se réduisent pas à la seule classe ouvrière. La classe ouvrière, classe la plus homogène de la société, étant soumise à l'influence des autres classes et couches sociales, aux idéologies les plus diverses et n'est donc pas non un « bloc », une partie des travailleurs par leurs conditions de vie et de travail se rapprochent des classes moyennes instruites et une autre partie se confondant avec ce que l'on appelle le lumpen-prolétariat ...

On peut discuter le point de savoir si le prolétariat est vraiment la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout ou même une classe révolutionnaire. On peut tenter de démontrer que ce n'est pas vrai...Mais on ne peut faire dire à la doctrine marxiste ce qu'elle ne prétend pas.

A propos de l'Histoire

Là encore, question ouverte, juste une approche, une simple amorce, à propos de la conception matérialiste de l'Histoire que Marx et Engels ont développée, sous un rapport entre la Nature et l'Histoire. Tant la nature que l'histoire sont appréhendés comme des développements, c'est-à-dire des processus organiques, la science cherchant à en déceler les lois physiques, matérielles, à

partir des phénomènes qu'elle examine. Les lois étant ce qu'il y a de permanent dans les phénomènes, d'invariable, leur concept. Ce qui permet alors à la science de dépasser son stade empirique et d'anticiper sur l'évolution de certains phénomènes: météorologiques, médicaux, physiques, mécaniques, électriques, atomiques, et ...économiques. Ainsi même, la science se détache de la spéculation.

« *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé* »³ écrivait Marx

Ce sont donc bien les hommes de toutes les classes qui « *font leur propre histoire* » Tout en sachant qu'ils ne la font pas à leur guise, mais dans les conditions que le passé leur lègue. « *Les théâtres comme les hommes sont soumis à des fatalités* »⁴ notait Balzac. Ils obéissent à des nécessités qui souvent, se contredisent entre elles. Ils sont soumis à des besoins.

L'histoire du genre humain naît de la nature et naît dans la nature. Goethe écrira : « *au commencement était l'action* ». L'histoire humaine commence lorsque les êtres humains exercent une action sur la nature, pour tenter de maîtriser ses manifestations, et les utiliser à son profit, ne serait-ce que pour se reproduire (le feu, le sel pour conserver les aliments, le bois pour s'abriter, les pierres pour se doter de premiers outils, etc)

L'Histoire cesse d'être un « chaos » à mesure que les hommes s'assignent des buts, des fins, des objectifs. Elle cesse progressivement d'être « aveugle ».

Ces buts, ces fins ont leurs propres ressorts qui dépassent les mobiles de leurs inspireurs. Les résultats qu'ils obtiennent correspondent donc rarement au but initialement fixé.

Nous cherchons alors à comprendre quelles forces motrices agissent sur ces ressorts, quelles forces matérielles agissent dans le sens d'une altération de certains buts et dans le sens qui poussent à certains résultats de l'action historique des hommes plutôt que d'autres.

Comment Mélenchon « bifurque »

Mélenchon qui se déclare matérialiste ne nous contredira sans doute pas. Pour avoir étudié *l'Idéologie allemande*, il sait que les hommes ne sont pas tels qu'ils se représentent, mais tels qu'ils agissent, il sait qu'en dernière instance, ce sont les conditions d'existence qui déterminent la conscience que chacun se fait du monde sensible, il sait que les idéologies ne tombent du ciel, celles qui prennent corps dans la tête de femmes ou d'hommes inventifs, visionnaires ou illuminés, sont ou deviennent rapidement lettre morte si elle ne trouvent pas d'échos dans leur époque et dans les rapports sociaux de leur époque.

Ici s'arrête le matérialisme mélenchonisé, le voici ramené à sa façon à la réalisation de l'Idée dans l'histoire, qu'elle s'appelle religion ou lumières, raison ou passion, n'y fait rien à l'affaire. Lui nomme « l'identité commune », les Lumières. Il va donc polémiquer, brillamment d'ailleurs,

3 <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum3.htm>

4 Honoré de Balzac. Illusions perdues. Folio classique. Page 290.

avec Ciotti, misérable cloporte qui cherche cette identité commune dans les « racines chrétiennes » du pays.

Nous avons ici les deux faces de la même pièce idéologique, les deux variantes de la même idéologie dominante »transcendantale «.

L'identité commune, identité nationale qui ne dit pas son nom, est exclusive et, qu'on le veuille ou non, totalitaire en puissance.

Mélenchon est – qui sait ? – victime de la sensation de déplacement que tout voyageur éprouve lorsque son train est à l'arrêt, tandis que sur la voie contiguë un autre train s'ébranle. Mélenchon voit la « trajectoire de l'histoire de l'humanité » bifurquer, mais, dans la vraie vie, c'est Lui qui bifurque car il ne perçoit plus les choses telles qu'il les percevait avant...Quand il occupait un autre poste d'observation...depuis la rue de Solferino. L'idée de « trajectoire » elle-même est entachée tout à la fois d'idéalisme philosophique et d'empirisme. Différentes « trajectoires » s'affrontent en permanence, tantôt de façon rampante, tantôt de façon explosive. Mais, nous voyons bien ce que suggère ici Mélenchon : la lutte de classes céderait le pas à la lutte des peuples, la lutte politique elle-même se fondrait dans le combat culturel et la lutte syndicale deviendrait l'auxiliaire de l'action politique avec un grand P, comme nous allons le décrire plus loin. Ce genre d'idée n'appartient pas en propre à Mélenchon, bien des historiens la diffusent depuis longtemps : la lutte de classes serait une survivance d'un passé révolu. L'historien Marc Ferro ne dit pas autre chose, il évoque, lui, un « retournement de l'Histoire », ce qui ne l'empêche pas d'être un grand historien, par ailleurs. L'idée d'un « retournement de l'Histoire » est plus conséquente que cette histoire de « bifurcation » d'une feuille de route toute prête. D'ici que Mélenchon nous propose un itinéraire B pour éviter certains « bouchons », il n'y a pas loin.

L'aire du peuple

Mélenchon est un pilleur d'idées, dans son genre. Il n'est pas du genre à dire : « Marx, je ne boirai pas de ton eau ». Dans son *Ere du peuple*, il dit :

« Le peuple est constituant ou il n'est rien, comme Marx disait du prolétariat qu'il était révolutionnaire ou bien qu'il ne serait rien »

Nous l'avons vu plus haut : la doctrine du marxisme enseigne que la classe ouvrière devient un sujet de l'Histoire dans le processus vivant qui l'incite à prendre conscience qu'elle a des intérêts propres et à se constituer en « parti politique », séparé du Capital et des partis de la « démocratie bourgeoise », « parti politique » qui lui permettra, à partir de son intérêt immédiat vital, à prendre conscience de son intérêt historique, à savoir l'abolition de l'ordre existant, la nécessité de libérer l'humanité toute entière des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Ce n'est pas : « on est tout » ou « on n'est rien ». Mélenchon l'avait fort bien compris, il aura voulu décalquer cette idée de façon péremptoire.

Reprenons le raisonnement de Mélenchon, là où nous l'avions laissé, un peu plus haut :

« Les liens communs et premiers, dans une société, **ne sont pas les liens de rapports sociaux** mais **des liens culturels** » - « l'attache première de tout courant progressiste, c'est donc la conquête des hégémonies culturelles. Et, pour cela il faut aller chercher dans la société des **transversalités** « progressistes ».⁵
« Lors de ces élections, j'agissais sur trois registres, premièrement à la raison concernant le contenu du programme, deuxièmement à l'affect et troisièmement, à l'**identité commune : les fils des Lumières** »⁶
... cette conceptualisation permet de réintégrer, comme sujets politiques, les pauvres, les inactifs »

Les liens culturels, cela doit bien exister quelque part, puisqu'il le dit ! Disons que c'est une donnée subjective.

Les rapports sociaux, quelque interprétation qu'on leur donne, sont des données objectives et ce sont ces données qui en dernière instance sont déterminantes, les données subjectives pouvant être décisives à un moment politique crucial, comme par exemple le rôle des individus, l'influence de divers courants et, qui sait, le rôle de Mélenchon Soi-même.

Ce que Mélenchon nomme les liens de rapports sociaux sont variables selon les conditions et formes d'exploitation de la force de travail humaine, entre autres, qui, elles-mêmes, varient selon les régimes politiques, les formes de l'Etat, plus ou moins démocratiques, plus ou moins dictatoriales et suivant le type d'industrie, légère ou lourde, l'agro-alimentaire ou la sidérurgie, la métallurgie ou la Chimie, suivant les types d'entreprises, PME-PMI- Holding- Trust -secteur public et nationalisé, et, ainsi de suite.

Là où j'achoppé grièvement, c'est sur cette histoire de transversalités, un néologisme ou un barbarisme, je ne sais trop. De la nov 'langue, certainement.

Le Tribun nous invite donc à : « aller chercher dans la société des transversalités « progressistes ».⁷

Que vient faire le mot « transversalité », ici ?

Tout d'abord, ce terme est issu du langage des managers d'entreprise et, en 2013, il ne figurait pas dans le dictionnaire.

Mélenchon veut dire par là, sans doute, qu'il faudrait chercher ce qui traverse des couches voire des classes sociales différentes.

Ce qui est commun à différents milieux, différentes classes et « strates ».

Ce qui, aujourd'hui, est commun à différentes classes, catégories sociales réside dans la défense des droits fondamentaux, des services publics, des hôpitaux, de la Culture, de l'Architecture, de la Médecine dans son ensemble et dans le rejet de la dictature « en marche » de Macron.

Toutes causes qui sont inséparables de la défense de l'intérêt de classe des travailleuses et des travailleurs salariés.

Dans ces conditions, à quoi peut correspondre « la conquête des hégémonies culturelles » ? Puisque nous en sommes aux « liens culturels » qui seraient devenus, selon Saint Jean-Luc « premiers » et « communs » dans la société primant sur les « liens de rapports sociaux », nous pouvons nous demander comment ces liens se nouent.

Les « hégémonies culturelles » ? S'il en existe, nous les combattons toutes, quelle que soit la façon de les « conquérir ». Faut-il expliquer les dangers totalitaires que fait courir une telle démarche ?

En clair, « hégémonie culturelle » voudrait dire : Soumission de la culture à une fin politique. Oui ou non ?

5 Ibid. page 281

6 Ibid. page 281

7 Ibid. page 281

« Communauté nationale », « récit national »

Exagérons-nous ? Hélas, comme nous allons le découvrir, les liens culturels sur lesquels se débat JLM se ramènent tout simplement au « récit national ».

Son Rastignac de poche, Chauvin-Corbière vient de nous édifier à ce sujet, à la suite de l'acte héroïque d'un sans-papier.

« *Il fait un geste qui d'un certain point de vue, au sens philosophique du mot, le rend français. Il fait partie de notre communauté nationale* ». ⁸

Voilà ce qu'a inspiré à ce député français l'acte de Mamadou Gassama, ce jeune homme sans-papiers qui a sauvé la vie d'un enfant qui allait tomber dans le vide.

Sarkozy, Hortefeux et autres chantres de « l'identité nationale » à laquelle il faudrait faire allégeance pour être français, n'auraient pas dit mieux.

Il faudrait presque excuser notre Corbière national qui, ici, fait simplement écho à Mélenchon qui avait claironné :

Mais oui, je dis que nous sommes les filles et les fils des Lumières et de la grande Révolution ! À partir du moment où l'on est français, on adopte le récit national" . ⁹

A toutes ces dangereuses fadaïses, nous qui ne sommes pas les filles et les fils des Lumières et de la grande révolution française, mais les enfants de la Commune de 1871, opposons les acquis jacobins face à ces propos qui tendent à remettre en cause le Droit du sol, tel que la Constitution de 1793 l'avait établi :

« **Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis ; - Tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année - Y vit de son travail - Ou acquiert une propriété - Ou épouse une Française - Ou adopte un enfant - Ou nourrit un vieillard ; - Tout étranger enfin, qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité - Est admis à l'exercice des Droits de citoyen français.** »¹⁰

Tout ceci est à recouper avec cet extrait d'interview du Tribun

Cela pourrait-il vous conduire à travailler, sur les questions européennes, avec des gens de l'autre rive ?

*La ligne politique et mes objectifs n'ont rien à voir avec ceux du FN ou des nationalistes. **Mais tous ces gens rament pour moi d'une certaine manière, en contribuant à la construction d'un champ culturel où nos mots d'ordre - l'Europe ne protège pas les Français mais les menace - sont en train de devenir dominants. Il faut capitaliser positivement cette colère qui peut être dangereuse.***¹¹

Voilà un champ culturel miné. Ou bien ?

A première lecture, ce qui peut choquer (et, c'est fait pour cela !) est cette histoire de fachos qui rament pour lui. Mais, le cœur de cette réplique n'est pas là, il est ici : « *L'Europe ne protège pas les français* ».

⁸ <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/alexis-corbiere-mamoudou-gassama-merite-la-legion-d-honneur/5790423602001/>

⁹ Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/pourquoi-jean-luc-melenchon-est-passe-defense-metissage-glorification-recit-national-christelle-bertrand-2835487.html#FrvIOPE8SHB9zXzi.99>

¹⁰ <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/francais/la-constitution/les-constitutions-de-la-france/constitution-du-24-juin-1793.5084.html>

¹¹ <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0301004330722-jean-luc-melenchon-je-suis-un-independantiste-francais-2137436.php>

Première remarque annexe :

Pourquoi Europe et non Union « Européenne » ?

Deuxième remarque :

Pourquoi, quand il est question de l'UE, parler singulièrement les français ? L'Union européenne ne protège aucune des classes ouvrières et peuples d'Europe. Peuples espagnols, grecs, italiens, portugais, allemands sont encore plus exposés aux plans concertés de l'UE que les français. Quant aux réfugiés ...

En fait, dans cet entretien au journal **Les Echos** du 11 décembre 2017, JL Mélenchon a avant tout affirmé fièrement : « *Je suis un indépendantiste français* ».

Sous-entendu : la France est un pays conquis, une nation opprimée, non par l'UE, mais par l'Allemagne merkélisée ...A la différence de la Catalogne, par exemple qui doit rester dans les murs du royaume d'Espagne si on ne veut pas que renaisse le Saint Empire Germanique, nous enseigne Mélenchon. L'insoumission française, oui. La Catalogne insoumise, non.

. Comment on fabrique le « tribun du peuple »

L'ouvrage « le choix de l'insoumission » est en partie autobiographique. Cependant, nous ne reviendrons pas ici sur ses premiers pas à l'OCI. D'autres en étaient : Jospin, Cambadélis. Et, plus tard, Corbière (cela ne s'appelait plus l'OCI). Comme beaucoup, JLM est passé par l'OCI via l'UNEF. Ayant des facilités à prendre la parole dans les grèves et AG étudiantes, il s'est perçu lui-même comme un leader.

Il n'y a pourtant guère de mérite à prendre la parole facilement ...Et, longuement. Si c'est pour mettre ses cordes vocales au service de la lutte, c'est bien. Si c'est pour enfumer tout le monde et saouler le public de paroles, la qualité oratoire devient un défaut pénible.

Les militants, c'est humain, s'exagèrent souvent l'importance de leur rôle propre dans la lutte. Mais Mélenchon est, pour sûr, « différent » :

« Vous n'êtes pas leader parce que vous décidez de l'être, écrit-il. En fait, vous avancez dans le combat et les gens autour de vous vous disent : « Lui, il sait y faire, il n'a pas peur, je le suis, je l'aide ». Et quand il y a doute, vous vous retrouvez tout seul. C'est la vie ! La construction du leadership se passe de cette manière. Depuis toujours. Alors, la critique qui m'est faite, je la prends pour ce qu'elle est, ce sont des jaloux. Et il ne faut pas s'en formaliser davantage. Avoir des années de leadership dans les bottes vous apprend à en connaître les limites et à ne plus s'en griser le moins du monde, car on en connaît le prix ».

Avant cela, JLM assure avoir appris à se méfier des « sauveurs suprêmes » ; « je n'ai jamais cru que je le sois et n'ai jamais été candidat à ce rôle ». Mélenchon, en toute modestie veut juste « fédérer le peuple ». Rien que ça et seulement ça.

Fin psychanalyste, JLM nous dit :

« Ceux qui sont dans la négation du rôle du leader, sont souvent ceux qui ont le plus mortellement envie de l'être, mais qui n'y arrivent jamais. Ils n'y arrivent pas parce qu'ils ne comprennent pas la signification collective du rôle, ni la catharsis qu'un bon porte-parole sait déclencher. Vous êtes leader avec et à cause des autres. Les autres **ne forment jamais un groupe, s'ils n'ont pas de point d'appui central** ». Dans la vie usuelle, nous sommes surtout une foule atomisée, une multitude sans contours. Il faut qu'à un moment donné, un homme, une femme s'avance d'un pas dans la direction de la pente que souhaite le groupe, pour que ça cristallise, la masse se forme, son énergie peut se déployer. C'est le vieux réflexe de la horde qui fabrique le groupe humain. Il faut une poutre faîtière pour que toutes les pièces du toit puissent se mettre en place. »

Nous avons, en terme joliment dit, la quintessence de la pensée bureaucratique, la vision atrophiée des phénomènes de masse. Le tout est rabougri dans une mise en scène où il y a la foule et un homme ou une femme qui devient le « créateur de la masse » ou celui-celle qui la « féconde ».

Il y a quelque chose de quasi-messianique dans cette présentation du « leader ».

Dans la vraie vie, bien souvent, celui ou celle qui cristallise instantanément la détermination d'un « groupe » est un anonyme, habituellement silencieux et « pas fort en parole » et qui, dans un moment de flottement, va directement à l'essentiel en deux ou trois mots.

Dans la vraie vie des assemblées générales grévistes, les orateurs se multiplient, s'interrompent, rient, sifflent. Celui qui pense être le « meneur » est mené, pris au dépourvu par les décisions qui se prennent toute seule. Celui qui croit avoir créé la dynamique, avoir été l'organisateur a

simplement été porté puis dépassé par cette dynamique de masse, c'est-à-dire par la dynamique propre des masses. Souvent, ceux qui ont appris dans les stages de la CGT que le mouvement spontané n'existe pas, se le prennent en pleine face.

Dans les ateliers, les services, les réfectoires, les salariés parlent entre eux à l'insu de tout meneur, de tout « catalyseur », cadre syndical et, sans le savoir « conspirant », se mettent d'accord entre eux, avant les AG et les jours de grève.

De plus, plusieurs militants organisés se disputent le leadership, non pour des raisons de jalousie, mais pour des raisons politiques (au sens large), il y a ceux qui veulent surenchérir, d'autres qui veulent temporiser, d'autres qui ne cherchent qu'à composer avec l'adversaire... Bien sûr, la jalousie, entre autres sentiments humains, peut interférer mais, franchement, ce sont tout de même les différences politiques qui l'emportent parmi ceux qui veulent « prendre la direction » du mouvement. Comme par hasard, la jalousie s'applique de préférence sur ceux avec lesquels on n'est pas d'accord.

Tout ceci est sans rapport avec le faux débat portant sur la question de savoir s'il faut ou non des leaders, des représentants permanents...La masse n'est ni « atomisée » a priori, ni homogène. En son sein, certains sont plus déterminés que d'autres et parfois les plus déterminés un jour sont les plus hésitants un autre jour et l'hésitant d'hier semble soudain avoir bouffé du lion.

Ainsi, si notre « leader » mettait son talent au service des travailleurs et de leurs besoins pratiques instantanés, qui s'en plaindrait ? Pourquoi s'en priverait-on ?

Mais comme JLM n'en est pas à une élucubration savante près, il nous chante :

« Les autres, vous, vote dynamique personnelle. C'est toute une alchimie. (...)Mais, pour être honnête, il régnait déjà une grosse hypocrisie au sujet de leadership. Il était de bon ton de ne surtout pas dire « je » ! Il valait mieux dire « on », c'était impersonnel, « les masses », « le parti », « nous ». « Nous », on adorait. Cette fausse modestie était déjà le véhicule de toutes les tyrannies anonymes. C'était déjà une manière d'institutionnaliser l'irresponsabilité. Personne n'était jamais personnellement responsable de rien, c'était « nous » qui agissait, décrétait les oukases, exprimait la volonté des masses consultées par télépathie... » 79

Sous la verve subitement libertaire se trame le rapport « *moi- les autres* ».

JE suis votre leader et VOUS êtes ceux qui me suivent. Cela relève, en effet, de l'alchimie.

Dans ces conditions « *NOUS est le monde implacable de la dictature sans visage* » cingle-t-il sur un ton non moins implacable. Pour ajouter, hors de propos, qu'il a toujours eu « *à souffrir de ce genre de personnage qui se investi d'un magistère de censeur des mœurs des autres* ». Ah bon ?

Bien des hypocrites le sont, au titre de la lutte contre l'hypocrisie. Nous le savions déjà. Ils peuvent se battre contre des moulins imaginaires...

Pour mieux faire, nous pouvons nous en remettre aux préceptes purs du leader éternel, du leader de profession.

JLM nous a prévenus : « *En tout cas, je ne trouve pas normal de mal me comporter ou d'accepter qu'autour de moi on parle d'une manière qui n'est pas acceptable. Je sais que cela fait un peu police des mœurs. Mais moi, je suis partisan de l'autopolice des mœurs* ».

Ainsi donc, JLM ne veut pas se mal comporter et n'accepte pas les mauvais comportements « autour de lui », tout en vilipendant ceux qui se dressent en censeur des mœurs des autres.

La stratégie de l'insulte

Pour le reste lui et ses affidés ont presque tout le temps l'insulte au bord des lèvres, ce qui entre sans doute dans le « bien se comporter ». Et, sur ce point comme sur tous les points possibles et imaginables du monde connu, Mélenchon a une « stratégie », une « théorie »...laquelle tend à montrer qu'il crache sa rage et son venin, la tête froide, de façon calculatrice. Car, on l'aura compris, cela fait partie d'une stratégie de communication et d'une communication de « rupture ». Comme quoi, JLM est un génie sans bouillir !

« Oui, la stratégie est amplement théorisée en amont. C'est la mise en œuvre du concept de la bataille culturelle et de la conflictualité (...) Le moindre choc médiatique a une énergie propulsive deux fois plus importante que n'importe quelle autre entrée. Il faut être rusé, c'est la loi de la lutte.

Tout cela, c'est la théorie. L'épisode avec l'élève journaliste est totalement fortuit. D'autant qu'on me le présente comme un militant du Parti de gauche ! Et c'est la raison pour laquelle ma parole est si violente, parce que je crois m'adresser à quelqu'un de mon camp, alors que ce n'est pas le cas, ce n'est pas un militant du Parti de gauche. Mais quand même quelqu'un qui se dit de notre bord, et d'ailleurs, en cours de route, il me dit : « je vote pour vous ».

La séquence a été exploitée de façon éhontée par des extraits de plus en plus courts et hors contexte. (...)

Au départ, cela semble jouer contre moi. Mais j'ai su en profiter opportunément. La scène est passée en boucle, j'ai été harcelé pour présenter des excuses, dire que je regrettais, un noir corporatisme s'est déchaîné. Excellent ! Je n'ai pas reculé. Les uns ont continué à hurler leur rage, mais le plus important est qu'un véritable comité de soutien s'est formé pour me défendre. Le système médiatique a été copieusement arrosé. Je n'ai pas oublié la leçon.

La bataille culturelle est un changement de registre dans le mode opératoire. C'est de « l'agir communicationnel en quelque sorte aurait dit le philosophe Kurt Habermas. En pratique, cela va être une extension de la lutte. On va frapper là où ça crie le plus fort. François Delapierre appelait cela la « stratégie de la conflictualité ». On va provoquer des explosions médiatiques, qui vont créer une prise de conscience »

Tout d'abord, il faut rappeler ici l'échange qu'a eu Mélenchon avec cet élève journaliste.

« Regardez cette semaine, par exemple, après qu'on ait tous jeté de grosses larmes sur l'abstention populaire- Quel était le titre du journal Le Parisien ? « Faut-il rouvrir les maisons closes ? » Voilà un sujet qui est venu sur 4 ou 5 radios. C'est intéressant, ça non ? Alors bon, ce mélange de voyeurisme et de prostitution de l'esprit de « clic » va continuer jusqu'à la catastrophe, donc

Elève-journaliste (EJ) : en tous cas, on dirait que ça intéresse les gens, la réouverture des maisons closes

Mais si vous leur parliez de choses intelligentes, ça les intéresserait aussi. Faut pas prendre les gens pour des abrutis

EJ : mais, c'est un débat important

Non, c'est un débat sans aucun intérêt, aucun intérêt

EJ : ça dépend, c'est un débat sur l'hypocrisie de la société

C'est vos problèmes à vous, le refoulé politique de la petite-bourgeoisie, votre hypocrisie, moi je m'excuse mais ce que vous racontez, ça concerne personne dans mon quartier, personne s'est dit, tiens, je préférerais

être dans une maison close qu'aller chercher les putes au coin de la rue, j'ai jamais entendu quelqu'un me parler de ça sinon vous et votre sale corporation voyeuriste, et vendeuse de papier

EJ : parce que le problème, c'est qu'elles sont dans les bois, les prostituées, à l'heure actuelle

Mais, j'en ai rien à faire, si vous voulez me parler de ça, vous allez trouver quelqu'un d'autre, d'accord ? Avec moi, vous parlez de choses sérieuses. Dignitas et gravitas, la maxime romaine.

Avec moi vous parlez de politique et vos sujets de merde vous allez les faire avec des gens qui veulent répondre à la merde.

EJ : ce que je veux dire, c'est que ...

Non, non, non, c'est fini, terminé - teu-teu-teu-teu -

EJ : vous m'avez emmené sur le terrain de ...

Tu fermes ta petite bouche, tu me parles de politique. Moi, je te parle de médias et ton métier pourri. Et si tout ce que tu trouves à faire c'est de me répondre ça tu vas faire ton interview plus loin. OK.

Q : je ne comprends pas cette agressivité...

C'est vous qui êtes agressif, vous ne vous en rendez même pas compte tellement votre tête est pourrie. Vous trouvez digne de parler à un homme comme moi. Vous trouvez digne, alors que je vous donne comme exemple un titre pourri du Parisien de commencer un débat avec moi sur la prostitution. Mais, vous me prenez pour qui bonhomme ? Je ne veux pas parler avec vous, ça, c'est clair ? Si vous voulez me parler de politique

EJ : Bah, fallait pas me parler du titre du « Parisien » si vous ne vouliez pas parler de ça

- Si je veux vous parler du titre du Parisien, petite cervelle. Pas de la prostitution. Du titre du Parisien

EJ : C'est moi qui suis insultant ?! Vous me parlez de petite cervelle et c'est moi qui suis insultant.

Parce que je crois que c'est une limite que vous avez atteint. Allez, ça suffit.

EJ : bah, merci

*Moi, je ne vous dit pas merci, **vous êtes tous les mêmes, vous êtes en train de préparer un drôle de métier.** Vous allez être comme les autres à mouliner du papier qui se vend¹²*

Voilà qui ne prête guère à commentaires à rallonge : Mélenchon parle mal à un étudiant en journaliste, il l'entraîne lui-même sur un terrain difficile, il le provoque. Circonstance aggravante, il le tient pour un militant du Parti de gauche. Au lieu de lui dire amicalement ce qu'il pense du journalisme, il le rabaisse. Un dirigeant qui rabaisse des militants se rabaisse lui-même et se qualifie lui-même comme un bureaucrate politique.

Il décide seul que les questions ayant trait à la prostitution doivent être laissée de côté, qu'elles prêtent fatalement au voyeurisme, en bon père la pudeur. Puisqu'il se revendique du féminisme, il pouvait aussi bien esquisser rapidement une approche féministe et faire une critique de fond de ce titre du *Parisien* qui banalise la prostitution, à sa façon. Non, il met la question sur le tapis pour que l'étudiant se prenne les pieds dedans et pour l'humilier. Telle est la ruse appliquée de Mélenchon. Avec un paternalisme de père fouettard.

Tout cela pourquoi ? **Pour ne pas à répondre du résultat fort mitigé du Front de gauche aux élections de mars 2010 dont ce journaliste en herbe voulait lui parler**

La vraie stratégie des insultes, c'est la diversion.

7 ans plus tard, lors de sa manifestation du 18 mars, Mélenchon s'en prend à un journaliste de C à vous qui lui dit :

- Est-ce que vous pensez pouvoir gagner sans Benoît Hamon ?
- *Jette-moi ça !*

Un autre journaliste :

- moi, j'ai une question...
- *Vous avez vu ce sale con ? Il m'approche pour me parler de quoi ? Hamon, il n'y a que ça qui les intéresse. (« Attention, t'as un micro là-dessus »). C'est des hyènes.¹³ »*

Le 11 décembre 2017, il dira encore :

Vos emportements, vos attaques contre les journalistes, votre style qui vous vaut d'être taxé de populisme n'entame-t-il pas aussi votre crédibilité ?

Il me rend crédible auprès de ceux dont j'ai besoin pour construire un rapport de force. Si l'histoire n'était qu'un choc de raisonnements contradictoires, on vivrait dans un colloque savant. Non, c'est un choc d'intérêts. Ce que je propose heurte des intérêts très puissants. Après, il y a sans doute dans cette « théâtralité » un côté qui tient au Méditerranéen que je suis. Si j'étais président, je m'exprimerais sans doute différemment¹⁴

Les propositions de Mélenchon heurtent donc des intérêts très puissants, on devine qu'il parle des intérêts de l'oligarchie financière et, pour sûr, de l'Allemagne.

Une chose est déjà établie : il est des intérêts très puissants auxquels il ne veut surtout pas se frotter et qui échappent d'ailleurs à sa « transition écolo » : ceux des marchands de canons, en particulier. Le reste n'est qu'histrionisme calculé, dans un cycle « provocation-victimisation-promotion ». Le leader est appelé à de plus hautes destinées : Tribun !

13 <https://blogs.mediapart.fr/vilmauve/blog/220317/jean-luc-melenchon-insulte-un-journaliste> ; Les deux vidéos sont insérées dans cet article

14 <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0301004330722-jean-luc-melenchon-je-suis-un-independentiste-francais-2137436.php>

Du leader au Tribun

Nous connaissons donc les ressorts de ce Zébulon à réaction. Nous pouvons presque entrer dans le vif du sujet : la campagne et ses prolongements.

Tour à tour pédagogue, enjoué, provocateur, tonique, ombrageux, drôle et hargneux, il est une bête de scène qui développe une énergie « indomptable », se surpassant sans cesse. Il impressionne car il ne lit pas ses discours, il les *dit*, tout dans la tête, rien dans les poches, il peut déclamer les yeux fermés les vers de Victor Hugo. Le tout relevé par une figure expressive. Comme disaient les metteurs en scène : « il en fait 50 kilos ».

Ne nous y trompons pas, ce camelot en transe fait une prestation.

La magie du verbe, les trémolos, les Lumières rancies font partie de l'attirail qui par une « alchimie » (propre des Charlatans) veut nous faire prendre les vessies pour des lanternes et les lanternes pour les Lumières.

Tout ce jeu « rusé » selon ses propres dires, croit-il le tenir de son talent ? Cette place qu'il prend, croit-il l'avoir conquise de haute lutte ? Pour la ravir, il lui a fallu faire fond de la complaisance de la gauche « de gauche », de ce qu'il reste de l'extrême-gauche, de larges cercles du Parti communiste, de la CGT et des organisateurs d'insomnies collectives du printemps 2016 qui veillaient place de la République en lançant des incantations contre « le monde El Khomri ».

Avant d'entrer en matière, il est nécessaire de revenir sur ce qui a préludé à cette campagne.

La déchéance de Hollande

La haine de Valls contre les salariés d'Air France qui ont déchiré la chemise d'un « dégraisseur », l'absence de la CGT et FO à la conférence sociale de Hollande d'octobre 2015. Puis, le 13 novembre, la tuerie terroriste ignoble. Dans la foulée, l'Etat d'urgence. La loi El Khomri s'avancait déjà mais cette sorte de conspiration est éclipsée par les événements terribles du 13 novembre. Les assignations à résidence, fondée sur la délation, pleuvent sur des citoyens innocents. Le droit de manifestation est gravement empiété. Sur ces entrefaites, l'annonce de la déchéance de nationalité. Même quelques personnalités de la droite, comme Devedjian, sont choqués. La ministre de la Justice, Christiane Taubira, claque la porte avec brio. Hollande parle d'une révision autoritaire de la Constitution. Au proche Orient, la guerre fait rage.

C'est la fin du « *règne glauque de François Hollande et de sa bande de copains de promotion* » comme l'écrit si bien Mélenchon.

Dans cette atmosphère chauffée à blanc, le 10 février 2016, Mélenchon, prenant de court les dirigeants du Parti communiste, annonce sa candidature aux élections qui se tiendront fin avril 2017. D'une certaine manière, bien fait pour eux ! Et, même, de toute manière !

A vouloir prendre tout le monde de court, c'est lui qui va très vite l'être, dans un premier temps...

Dans l'ombre de la lutte contre la loi El Khomri

Tous les hauts-bureaucrates politiques et syndicaux font être pris de court et jusqu'à la mi-mai, la campagne de Mélenchon s'inscrit en porte-à-faux de « l'actualité sociale ». Mailly et Martinez, flanqués des appareils Solidaires et FSU jouent alors la carte du pourrissement, au gré des « journées saute-mouton ». Pour tromper l'attente d'un appel « ferme » et « carré » à la grève générale (« qui-ne-se décrète-pas »), se met en place le dispositif subsidiaire des « nuits debouts » et quand celui-ci marque le pas, il y a alors une place pour le « dernier recours » : la France insoumise et son tribun du peuple. Sa campagne prend enfin son envol le 5 juin 2016 dans un rassemblement à Boulogne-sur-Mer. Les dernières manifestations importantes contre la loi El Khomri voient fleurir les autocollants et tract France insoumise, sans oublier les affiches. Ce que l'on appelle une intrusion.

A ce moment-là, les Mélenchonistes ont tout lieu de penser qu'ils seront en compétition au Premier tour avec Hollande et Juppé. Mélenchon peut se placer devant Hollande. Mais il faut compter sur la présence de Marine Le Pen qui est alors donnée exagérément à 27 % des intentions de vote et sera donc inévitablement présente au second tour.

Les conditions désastreuses dans lesquelles la loi El Khomri a été imposée, à coups de matraques et de 49-3, vont provoquer une brusque accélération de la crise du pouvoir qui s'était lui-même déstabilisé par l'affaire de la déchéance de la nationalité.

Face au mouvement qui s'est développé contre la loi El Khomri, Hollande a dû renoncer à la réforme constitutionnelle est à la « déchéance ».

Acte 1 : Mélenchon face au «monde El Khomri ».

Lorsque le dimanche 5 juin 2016, JLM fait son meeting d'ouverture de sa campagne à Boulogne-sur-Mer, la mobilisation pour le retrait de la loi El Khomri est encore au cœur de l'actualité politique et sociale. Impossible de l'enjamber, donc. Mélenchon tente alors de se placer au cœur de cette mobilisation. Interrogé sur d'éventuelles velléités de « récupérer » les « nuits debout » qui se sont greffées sur la mobilisation anti-Loi travail, Mélenchon répond qu'il aimerait bien être récupéré par ces « Nuits ».

Armé de son toupet, JLM sait transformer un obstacle en tremplin. Il va faire corps avec les envolées de Lordon, l'économiste déterré et clamer le 5 juin : « *ce n'est pas que la loi que nous rejetons, c'est le monde qui va avec cette loi* »

Le 30 mai, JLM expliquait :

« C'est pourquoi le rendez-vous du 5 juin est à la fois un événement de la campagne de 2017 mais aussi un temps particulier dans le processus de la mobilisation sociale en cours. Dans les faits d'ailleurs, partout les insoumis s'activent dans le mouvement social tout en préparant le 5 juin. Je l'ai encore vu dans la manifestation parisienne de jeudi 26 mai. La porosité est complète. Dès lors, notre campagne se donne ses propres objectifs et ses rendez-vous politiques en les pensant comme une contribution au mouvement général qui anime le pays.

*J'espère que le 5 juin fera date. Je voudrai qu'il nous ouvre la voie d'une campagne victorieuse dans l'élection présidentielle. C'est possible ! **Qui aurait cru, il y a encore quelques semaines qu'un tel mouvement populaire se lèverait contre la cruelle loi El Khomri ? Qui aurait-cru que les places seraient occupées comme elles le sont ? Si nous travaillons bien, l'élection de 2017 nous***

donnera le moyen d'affronter en force l'oligarchie pour rendre le peuple souverain et construire cette nouvelle France insoumise et fière de l'être à laquelle nous aspirons. Notre nombre et notre engagement personnel sont notre force essentielle. Et la force va à la force. Je crois que le 5 juin sera une bonne façon de lancer un message de rassemblement politique concret à tous ceux qui veulent que le processus social en cours accomplisse aussi son contenu politique. »¹⁵

La loi El Khomri est-elle soluble dans un référendum ?

Dans le même temps, il saisit une balle au bond :

«Jean-Claude Mailly a pris le gouvernement au mot. Le gouvernement prétend imposer des referendums pour contourner les syndicats majoritaires dans les négociations d'entreprise ? Que Manuel Valls applique lui-même cette logique en permettant aux citoyens de contourner le parti majoritaire à l'Assemblée nationale et son gouvernement par un référendum plutôt que d'imposer la loi sans majorité parlementaire. Comme je l'ai dit dans Le Journal du Dimanche, c'est une proposition intéressante. Mais ne comptez pas sur Valls et Hollande pour vous le donner de bonne grâce. Ils jouent le blocage en espérant tenir plus longtemps que les ouvriers qui perdent la paye des jours de grève. Pour l'obtenir, la mobilisation sociale va continuer »¹⁶

Un référendum sur un « sujet » qui ne concerne que les salariés, futurs salariés et salariés privés d'emploi ? Un référendum ou les non-salariés pèseraient alors que des millions de salariés étrangers résidant en France seraient mis à l'écart ?

On se battrait donc plus pour le retrait de cette loi scélérate mais pour un référendum ?

« Croyez-vous encore à la discussion sur la loi El Khomri ?

La CGT et FO ne refusent pas de discuter. Le vocabulaire de Valls et de son meilleur ami, le président du Medef, ne fait qu'aggraver les tensions. C'est le gouvernement qui a amené le conflit à ce point de tension et bloqué toutes les issues. Le meilleur service que Hollande rendrait au pays serait de renvoyer Valls et mettre la loi El Khomri dans les cartons. »

Des centaines de milliers de manifestants ont repris le mot d'ordre « **ni amendable, ni négociable, retrait de la loi El Khomri** », de nombreuses banderoles d'UD CGT affichaient « **on ne négocie pas les reculs sociaux- Retrait de la loi El Khomri** ». Mélenchon a décidé que CGT et FO ne refusaient pas de discuter, ce qui démange Mailly et Martinez. Ce qu'il met en cause, c'est le vocabulaire de Valls. « *Mettre la loi El Khomri dans les cartons* » ? Cela veut dire quoi ? Les cartons, ce n'est pas la broyeuse, ni l'incinérateur.

« Il est temps que le gouvernement reprenne le dossier à zéro », avance-t-il encore. Encore une fois, cet homme semble oublier que le point de départ de la mobilisation qu'il n'a pas vu venir était : « Code du travail, pas touche ». Et, donc : pas de dossier !

15 <https://melenchon.fr/2016/05/30/5-juin-a-lecole-de-lutte/>

16 Ibid.

Il s'avance : « **Je représente le monde du travail, mieux que d'autres sans doute** ». Imposture, quand tu nous tiens !

Discours fleuve, goutte à goutte, face à la mer

Le 3 juin, dans entretien accordé au Parisien¹⁷, Mélenchon se fait plus précis. Il veut le rassemblement « *de ceux qui refusent les injonctions du capitalisme absolu* ». Existerait-il un capitalisme « relatif » ? Un capitalisme « constitutionnel » ?

Voilà qui donne un premier aperçu de la teneur du meeting qu'il va tenir à Boulogne-sur-Mer, deux jours plus tard. Il instille sa politique au détour des phrases, des envolées. Ce « goutte à goutte » commence par l'idée que nous aurions besoin de porte-parole « *un peu rusés, un peu malin* ». Il fait alors le malin en clamant qu'il faut « *sortir des traités européens* » en précisant « *ceux qu'ont négocié Sarkozy et signé Hollande* ». Les traités de Maastricht-Amsterdam sont donc sains et saufs. L'Euro aussi. Mais, on retiendra que, face à la mer, il tempête contre « *faces de pierre de la commission de Bruxelles* ».

Il est, bien sûr, vent debout contre la loi El Khomri :

« *Nous sommes, à cet instant, un bataillon à l'intérieur de la grande mobilisation contre la loi El Khomri* ». Un bataillon qui, « *à l'intérieur* », parle... des élections programmées dans un an. Reprenant la rhétorique des « Nuit debout », il claironne : « *ce n'est pas que la loi que nous rejetons, c'est le monde qui va avec cette loi* ». Formule magique qui lui permet de monter son échafaudage.

« *C'est une chance de pouvoir régler par la démocratie et les bulletins de vote ce qui, sinon, finira par se régler d'autre façon dont nous ne voulons pas* ». Quelle « autre façon » craint-il ? L'autre façon, nous le savons, c'est la lutte de classes.

Comme chacun le sait, ce n'est pourtant pas « par les bulletins de vote » qu'ont été arrachés les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives en juin 1936. Bien entendu, tout le monde voudrait que la question sociale se règle démocratiquement et pacifiquement. Seulement voilà, la loi El Khomri n'attend pas des élections à l'issue incertaine... Seulement voilà, ceux qui font ces lois, eux, ne cherchent en aucun cas un règlement démocratique des problèmes. Ils règlent par le 49-3 et spéculent sur la trêve électorale dont JLM va être un des grands animateurs.

Il ne manque pas d'une certaine habileté lorsqu'il vient à la question policière : « *« [J]e dis à ceux qui l'honneur de porter l'uniforme et nos couleurs, on se déshonore en faisant un tir tendu, on se déshonore en frappant à terre* ». Outre qu'il reprend sans le citer la formule du Préfet de police Grimaud en Mai 68, il fait passer le message : « la police porte nos couleurs ». Ce que seuls des « gauchistes » pourraient contester...

Le clou du spectacle tient dans cette envolée : « *la patrie aux avant-postes de l'Humanité* ». La patrie, c'est-à-dire la France qui, comme chacun sait, est le phare de l'Humanité.

17 <http://www.leparisien.fr/politique/pour-melenchon-hollande-doit-renvoyer-valls-03-06-2016-5852877.php#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr>

Acte 2 : Détachés, étrangers, réfugiés, immigrés...

Le 5 juillet 2016, le Député européen JL Mélenchon lâche au cours d'une intervention devant cette assemblée : « *les travailleurs détachés qui volent le pain de ceux qui sont sur place* »¹⁸

En mars 2017, sur le plateau de Bourdin, le candidat semble se rétracter : « *Ecoutez monsieur Bourdin, je recommence. Regardez bien, regardez-moi. Les travailleurs détachés qui... Regardez les doigts... "volent le pain des Français"...* »¹⁹

L'image ci-dessous montre que ses doigts ne mimaient nullement des guillemets au moment de dire « vole son pain »



Et, quand bien même, avec ou sans guillemets, les mots sont lâchés et mordent. Lorsque le NPA dit que ces mots sont empruntés à la rhétorique de l'extrême-droite, c'est parfaitement exact. Mais, là encore, comme disait feu Pierre Lambert, « *il y'a la paille des mots et le grain des choses* ».

Un adepte de « l'immigration choisie »

Ce grain, il est moulu dans un entretien accordé au Monde, le 25 août 2016. Là encore, il instille :

« Vous avez critiqué la gestion du dossier des réfugiés par Mme Merkel. L'immigration peut-elle être une chance pour la France ?

La question est piégée. A des moments oui et à d'autres non. **Je n'ai jamais été pour la liberté d'installation, je ne vais pas commencer aujourd'hui. Est-ce que, s'il venait dix mille médecins s'installer en France, ce serait une chance ? Oui.**

En somme, vous êtes favorable à une politique des quotas, en fonction des besoins ?

18 https://youtu.be/0bMoXv8Ru_A - 00 :37

19 <http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/03/17/35003-20170317ARTFIG00147-melenchon-regrette-ses-propos-sur-les-travailleurs-detaches-qui-volent-le-pain-des-francais.php>

Parfois. Mais je le répète : quand les gens arrivent, il faut une politique humaine et les traiter dignement. C'est-à-dire les accueillir autrement que dans les conditions de la « jungle » de Calais. L'urgent est qu'ils n'aient plus besoin de partir de chez eux. Je suis pour la régularisation des travailleurs sans papiers mais pas pour le déménagement permanent du monde, ni pour les marchandises ni pour les êtres humains. Emigrer est une souffrance. »

« Immigration choisie » comme dirait Sarkozy, politique des quotas, voilà les positionnements qui donnent à la misérable saillie contre les travailleurs détachés son véritable contenu politique.

Pourtant, JLM est pour la régularisation des sans-papiers, de ceux qui travaillent. Là encore, il nous faut creuser plus profond. Le réalisateur télé Jacques Cotta, sur le site La Sociale, a rappelé en décembre dernier :

« *Les textes de la FI sont pourtant sur ce point sans équivoque :*

« L'immigration est une arme utilisée par le grand patronat pour faire pression à la baisse sur les salaires, c'est pourquoi elle doit être combattue à la racine (...) Il faut refuser les traités de libre-échange et en particulier le CETA et les traités européens, ainsi que l'avait clairement exigé le peuple français en mai 2005 en votant NON au Traité Constitutionnel Européen (...) Il faut arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante, en supprimant les accords commerciaux inégaux qui inondent les pays pauvres de produits agricoles européens, en cessant le pillage des ressources des pays en voie de développement par les multinationales prédatrices et en aidant les pays les plus vulnérables face au dérèglement climatique. Il faut instaurer le protectionnisme pour garder l'emploi en France, dénoncer les délocalisations et réindustrialiser notre pays. Soutenir l'adoption à l'ONU d'un cadre contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales (...)

La France compte aujourd'hui plus de 6 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres et 4 millions de mal-logés. Dans ces conditions, l'immigration économique est inacceptable (...)

Il faut interdire les travailleurs détachés et sanctionner sévèrement tout entrepreneur qui embauche des travailleurs clandestins.

Régularisation des sans-papiers déjà présents sur le territoire et n'ayant pas commis de crimes pour assurer l'égalité sociale entre les travailleurs en interdisant le dumping social intérieur. La traque des immigrés pris individuellement est non seulement inhumaine mais inefficace (...) Afin d'assurer l'intégration, la politique d'assimilation par l'école républicaine doit être réaffirmée (...) Il faut sortir des traités européens et des accords de Schengen qui imposent à la France une politique migratoire catastrophique pour les travailleurs ». ²⁰

Affirmation n°1 : « *L'immigration est une arme utilisée par le grand patronat pour faire pression à la baisse sur les salaires* »

Pour faire baisser les salaires en masse et en niveau, les capitalistes font feu de tout bois. L'immigration est un fait et non une « arme ». Plus qu'un fait parmi d'autres, l'immigration est une conséquence. Entrent en ligne de compte : la misère, les guerres, le climat, le manque de débouchés économiques. Ces phénomènes ont une cause : le capitalisme à son stade impérialiste.

Si nous avons la tournure d'esprit neuve et nouée des auteurs et approbateurs (tirés au sort) de ce texte, nous pourrions dire avec le même aplomb : le travail des femmes est une arme utilisée par le patronat pour faire baisser les salaires. Et, hop CQFD.

20 <http://la-sociale.viabloga.com/news/une-fin-d-annee-etrange-et-inquietante-pour-la-fi>

La vraie arme, c'est l'inégalité des droits entre salariés, la concurrence qu'ils se livrent entre eux, contraints et forcés

Si on chassait les étrangers, comme le rêve le FN, cette inégalité et cette concurrence trouverait un autre point d'application : emploi massif d'une main d'œuvre juvénile sous CPE, SMIC-jeune et autres, ou comme le préconise le programme FI, en « emploi-jeunes » ou en « alternance » - utilisation comme volant de main d'œuvre intermittente des chômeurs, ce que préconise aussi le programme FI. Les étrangers, autant les exploiter « sur place », dans leur pays d'origine.

« *A des moments oui et à d'autres non* » dirait Mélenchon...Selon l'état du Marché, peut-être ?

Pour le moment, nous disent les mélenchonistes : « *La France compte aujourd'hui plus de 6 millions de chômeurs, 9 millions de pauvres et 4 millions de mal-logés. Dans ces conditions, l'immigration économique est inacceptable* ». Cela, c'est l'équation de type FN. Cela, c'est l'illusion mortifère selon laquelle l'arrêt de l'immigration (revendiquée de 1980 à 1992 par le PCF) pourrait entraîner, dans un pays industrialisé, une baisse sensible du nombre des chômeurs ou la stabilisation de leur nombre.

La vérité est que le programme FI n'est pas : un vrai travail, un vrai salaire, un vrai toit pour toutes et tous. N'est-ce pas le minimum décent ? Est-ce trop demander ?

La suite fait davantage froid dans le dos encore : « ***il faut interdire les travailleurs détachés*** ». Cette fois, il n'est pas question d'abolir le STATUT du travail détaché mais d'interdire les travailleurs détachés.

Qu'il est gris le Monde Mélenchon où les hommes ne peuvent pas circuler librement et s'établir dans le pays de leur choix. « *Emigrer est une souffrance* », s'émeut Mélenchon. Souvent, c'est une libération, parfois c'est une aspiration ou un rêve. Ici, les « Lumières » s'éteignent.

Quant à la régularisation des sans-papiers, elle concerne les sans-papiers « présents » et pas ceux de demain. Pasqua avait proposé la même chose au lendemain de la Coupe du monde de 1998.

Ça ne s'arrange pas dans le paragraphe suivant : « *La traque des immigrés **pris individuellement** est non seulement inhumaine mais inefficace* ». Que vient faire cette mention : « pris individuellement » ?

Actuellement, l'Etat poursuit des militants français qui aident des réfugiés à passer la frontière. Cette sorte de « traque » pourrait-elle se poursuivre sous un gouvernement « insoumis » ?

Le garde-frontière de Mélenchon

A lire l'article de Jacques Cotta cité plus haut, on peut s'interroger. Selon lui : il y aurait au sein de la FI des courants et groupes divergents sur la question des réfugiés. Pour sa part, il a un point de vue tranché et sait mieux que les réfugiés ce à quoi ils aspirent. Il tient pour une « *orientation qui s'oppose à la poursuite de ces mouvements migratoires dont les migrants sont en très grande majorité les premières victimes. Ces populations qui n'ont pas demandé de venir parcourir nos routes ou nos eaux aspirent souvent à pouvoir prendre le chemin du retour pour bâtir leur avenir, leur état, leur nation.* ». Nous n'avons ni le temps, ni l'envie de répondre à ce

garde-frontière. Il bat le fer contre une imaginaire « gauche » bien-pensante des beaux quartiers... Beaux quartiers qu'il connaît bien mieux que nous.

Il s'ébroue :

« Etrange « humanitarisme » qui clame que « les migrants sont une chance pour la France ». L'égoïsme n'aurait donc aucune limite, puisque est ainsi transformé le malheur des immigrés en bonheur des français. Car pour eux, quelle est la chance de se retrouver ici ? Quel avenir sinon de renforcer les bataillons de chômeurs au profit d'une politique patronale qui cherche toujours les salaires à la baisse, sur les chantiers, dans le bâtiment, ou dans la cueillette de fruits par exemple ? Qui peut considérer sérieusement que « la porte de la chapelle » ou les trottoirs parisiens sont un avenir enviable, souhaitable ?
-Etrange humanitarisme qui fort égoïstement se retranche derrière ce que les migrants pourraient nous apporter, sans s'interroger une seconde sur le pillage intellectuel de leur nation que représentent ces mouvements migratoires, après d'ailleurs qu'aient été pillées sans retenue leurs ressources naturelles »

Laissons ce grand humaniste altruiste « insoumis » (de la dernière heure) qui assène « *La question des frontières, de la nation, de notre souveraineté est bien centrale* » et qui s'est cru chargé de la mission de faire rentrer dans les frontières, la nation et la souveraineté françaises les brebis égarées de la FI des Alpes maritimes.

Laissons-le s'interroger et interroger Mélenchon : « *Mais un mouvement basé sur l'action et non sur la pensée peut-il satisfaire ces nécessités ? La FI comme mouvement n'a-t' elle pas atteint des limites que l'organisation sous la « forme parti » serait à même de dépasser ?* »

L'avertissement de Laurent Levy

En cet été 2016, rares étaient les voix qui s'élevaient pour montrer la nocivité des positions de Mélenchon. Laurent Levy n'a pas hésité à prendre parti :

« Après avoir expliqué, en plein drame des migrants et réfugiés, qu'il était par principe hostile à tout droit d'installation, et que Merkel avait eu tort d'accueillir tant de réfugiés (autrement dit, qu'on on aurait mieux fait, à ses yeux, de les laisser crever dans leur bled), après avoir dit que les salariés détachés « volaient le pain » de ceux qui sont déjà là, et confirmé ce propos en y ajoutant qu'ils avaient le choix de ne pas se comporter en « bourreaux », après avoir expliqué que les femmes voilées qui prétendaient aller à la plage se livraient ainsi à une « provocation salafiste », nous y voici donc : l'ensemble de son discours fait système. Même lorsqu'il dit des choses « de gauche » (par exemple contre les politiques néolibérales), il le fait en affirmant que c'est le « levier de la nation » qui peut seul permettre d'en sortir. À cette aune, son intéressant discours écologiste perd l'essentiel de sa portée. Et cela s'ajoute à d'autres positionnements, comme le soutien affiché à Bachar Al Assad et à Vladimir Poutine, son obsession coloniale pour la puissance maritime de la France ou ses lubies sur la « conquête de l'espace ». »²¹

L'immigration, quel « problème » ?

Sarah Wagenknecht est l'amie politique allemande des mélenchonistes, porte-parole du parti ***Die Linke*** (La gauche). Le 14 mai 2018, elle va se découvrir :

« Sarah Wagenknecht, la chef de file du parti d'extrême-gauche « Die Linke » au Bundestag, s'est prononcée en faveur d'une réduction de l'immigration en Allemagne. Elle décrit l'immigration économique comme une

²¹ Laurent Levy est membre de la composante Ensemble du front de gauche, il avait donc soutenu JLM en 2012. <https://www.contretemps.eu/front-commun-resignation/>

menace sur les bas salaires, la main d'œuvre immigrée ayant tendance à tirer les salaires vers le bas, menaçant ainsi les classes populaires allemandes. Ses propos ont été relayés par *Die Welt*, journal de centre-gauche allemand. »²²

Nous voici à nouveau dans le registre Lepéniste, père et fille. Selon Marine Le Pen, l'immigration est « *voulue et sans cesse réclamée par le Medef, la Commission européenne et les grands groupes du CAC 40, l'immigration est une arme au service du grand capital* ». ²³

L'ouvriérisme est une déclinaison du « populisme », rien d'autre. Depuis que le prolétariat moderne existe, il s'est toujours trouvé des ouvriers réactionnaires. Des ouvriers spécialisés qui votaient Giscard en 1981, des mineurs de fond qui votaient de Gaulle, des ouvriers qualifiés qui votaient Chirac et même parmi les ouvriers qui votaient « communiste » ou « socialiste ». Des ouvriers que seule une politique de classe conséquente et l'expérience des grèves pouvaient aider à ne pas rester emmurés dans l'impasse de la concurrence entre salariés dans et hors l'entreprise et à envisager la lutte de classes à tous les niveaux de la société et par la même, au niveau politique. Ces « communistes » qui ont chanté « produisons-fabriquons français » les ont tiré politiquement en arrière, qu'on le veuille ou non.

Acte 3 : le candidat de la trêve

A partir de juin, Macron va conspirer, former sa propre fraction et il lui faut quitter le radeau avant le naufrage. Ses chances d'être élu sont minimales mais il peut espérer négocier sa place avec Juppé si celui-là est élu, comme le pensent la plupart des hommes politiques.

Effondrement du « paysage politique »

Puis, le paysage politique, en quelques mois, s'effondre : Sarkozy, puis Juppé, puis Hollande s'effondrent. Puis, le « pressenti » du PS, Valls mord la poussière au profit du « frondeur » Hamon qui, dans les premières semaines, talonne Mélenchon dans les sondages. Sur ces entrefaites surgit l'Affaire Fillon. Quant à Hamon, il est délaissé par son propre parti, pris en tenaille entre Mélenchon et Macron, se montre velléitaire et « à côté de la plaque » avec son « revenu universel » qui finit par être vendu comme un « RSA+ »

Un candidat se doit de créer l'illusion du rassemblement autour de sa personne qui va ensuite goûter « la rencontre d'un homme et d'un peuple », il doit goûter le plaisir des ralliements de gens qui sont « critiques », qui ont un nom ou un mandat. Même Coluche, finissant par prendre au sérieux sa candidature fantaisiste en 1981, avait « pigé » ce « truc ».

La superstition institutionnelle pèse lourd dans cette balance. L'Élection présidentielle est l'élection sacrée. Vite, un candidat de « la Résistance » !

La fiction de la montée du FN, gonflé par les sondages alarmistes comme une baudruche (qui, comme prévu, se dégonflera entre deux tours) et de sa victoire possible, rabat sur Mélenchon ces « communistes » et « syndicalistes » qui ne croient pas à une candidature émanant de leur parti ou des vestiges du Front de gauche. Mais, il faut un candidat !

Nous pourrions appeler cela la dynamique de la frousse. Cette dynamique-là recèle bien une peur et nous allons le voir, ce n'est pas la peur du FN et de la Droite...

22 <https://alsace-actu.com/sarah-wagenknecht-limmigration-de-travail-est-un-probleme/>

23 <https://www.mediapart.fr/journal/france/080212/7-le-fn-et-limmigration?onglet=full>

Quel « Front commun » ?

Début septembre arrivent les premiers renforts : appel de syndicalistes CGT dont les premiers signataires sont permanents ou quasi-permanents et militants PCF. Puis 8 septembre, tombe un appel de militants du PCF et d'Ensemble.

Les auteurs préviennent : « *Après cinq ans de gouvernements se réclamant de la gauche tout en poursuivant les politiques néolibérales et autoritaires de la droite, l'écœurement et la colère risquent de se traduire par une abstention record de l'électorat populaire, une défaite historique du parti socialiste et la victoire d'une droite radicalisée flanquée d'une extrême droite plus menaçante que jamais* »

Voilà le siège de leur angoisse : l'abstentionnisme ouvrier et populaire. Voilà le mal qu'il faut conjurer.

« *« Quels que soient les arguments des uns et des autres ou les divergences que nous pouvons avoir avec lui, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est dans les circonstances actuelles installée dans le paysage politique. Elle exprime dans les classes populaires le refus à gauche de la politique mise en œuvre par François Hollande. A six mois de l'échéance, il serait, à nos yeux, irresponsable de ne pas prendre acte de cette situation. Cependant son mouvement « La France insoumise » ne représente qu'une partie des forces disponibles. Réussir à les rassembler très largement nécessite une alternative politique pluraliste, démocratique, répondant aux exigences d'un fonctionnement plus horizontal et citoyen portées notamment par la mobilisation contre la loi travail et les Nuits debout. »*

Parmi les signataires angoissés de cet appel pressant, nous trouvons Sylvie **ALTMAN**, maire de Villeneuve-Saint-Georges, et Marc **THIBERVILLE**, syndicaliste (ancien secrétaire général du secteur fédéral CGT-cheminots Paris-sud-est), Janette **HABEL**, universitaire, ancienne dirigeante de la LCR. Notons qu'aucune condition n'est mise au soutien à la candidature Mélenchon, c'est à prendre ou à laisser. Il s'agit surtout, « dans l'urgence », de peser sur la décision que le PCF sera amené à prendre « dans la campagne ». Il ne faut surtout pas que le PCF présente son propre candidat. Voilà leur credo.

Marche ou Trêve

En ce mois de septembre, la loi El Khomri est adoptée. Reste à prendre les décrets d'application de cette loi. Reste à trouver les accords de branche et d'entreprise qui donneront vie à cette loi. CGT, FO, FSU et Solidaires ont appelé à une nouvelle journée d'action et de mobilisation pour l'abrogation de la loi. Ce sera la dernière. Mailly fait miroiter des recours juridiques qui permettraient d'invalider cette loi. Les « stratèges » de la CGT parlent de mobilisation sous d'autres formes.

En deux mots, les hautes directions syndicales décrètent la trêve.

Or, en janvier 2017, Mediapart relève :

« Dès le 1er janvier 2017, l'essentiel des textes de la loi sur le travail sera applicable : sur le temps de travail, l'assouplissement des licenciements ou la réforme de la médecine du travail. (...) Il est évidemment trop tôt pour en voir les effets, notamment sur l'augmentation du temps de travail, les salaires ou le volume de licenciements économiques. Mais la majeure partie du texte est désormais assimilée dans les entreprises et au niveau des branches. À titre d'exemple, l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (l'UIMM), la

CFE-CGC, la CFTC et FO ont signé en septembre un accord qui permettra aux entreprises du secteur de moduler le temps de travail sur trois ans (contre un an actuellement), comme le permet la loi El Khomri. Renault, plus précisément, veut intégrer la modulation sur trois ans ainsi que la réduction du délai de prévenance à un seul jour en cas de changement d'horaire de travail dans son futur « accord compétitivité », actuellement en cours de négociation. Plusieurs entreprises ont par ailleurs anticipé les décrets et prévoient des accords de flexibilité "maison", comme chez Michelin (selon cet article des Échos, l'inversion des normes donne des ailes à la direction) ou sur la majoration des heures supplémentaires, par exemple dans le secteur du textile ou de l'habillement. La CGT parle d'accords sur le temps de travail en application de la loi El Khomri en gestation chez Vuitton, Lacoste ou encore Chantelle. « À titre d'exemple, l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (l'UIMM), la CFE-CGC, la CFTC et FO ont signé en septembre un accord qui permettra aux entreprises du secteur de moduler le temps de travail sur trois ans (contre un an actuellement), comme le permet la loi El Khomri. »²⁴

Dans ce contexte, Mélenchon est de fait le candidat de la trêve sociale pour cause d'élections présidentielles en vue.

Il va passer pour le candidat anti-Loi El Khomri, tout en étant « le candidat antisystème ». Mais, Marine Le Pen l'est aussi, dans un registre différent. Comme on l'a vu au travers de ses discours sur l'immigration et le travail détaché, il lui fait de la concurrence. C'est ce que « théorise » Jacques Cotta, un an plus tard

*« Gagner à une juste orientation en vue du pouvoir nécessite de retrouver des électeurs qui jusque-là se sont égarés sur la droite, voire l'extrême droite. Gagner une majorité nécessite de ramener à la politique des pans entiers de la société qui s'en sont peu à peu éloignés »*²⁵

Il faut ici préciser que ce « penseur de l'émancipation sociale » qu'est Cotta a été trotskyste, autrefois. Il a appris que pour éviter que « des pans entiers de la société » soient tentés par le « national-populisme » de madame Le Pen, la seule « juste orientation » qui puisse y aider est une orientation de lutte de classes. Trotsky, au travers ses critiques de l'orientation du parti communiste allemand en 1931-33, prévenait des dangers consistant à « récupérer » certains thèmes nazis, en particulier lorsque le chef du PC allemand, Thaelmann, reprenait à son compte le thème de « *la révolution nationale et populaire* » ou tentait de tisser des liens avec « la gauche » du parti nazi, ivre de discours anticapitalistes-nationaux.

Loin de nous l'idée de comparer cette baudruche gonflable et dégonflable à volonté qu'est le FN, à un « *parti fasciste en voie de cristallisation* » quand bien même il y aurait en son sein des fascistes ou des nazis, et quand bien même, madame Le Pen serait fasciste ou nazie. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas matière à l'émergence d'un parti de type fasciste en France. D'où la nécessité de ne pas flirter avec certains thèmes « nationalistes » et de ne jamais s'y accoutumer. Seuls de fieffés vaniteux peuvent imaginer que ces thèmes pourraient être « retournés » contre leurs auteurs. Les gens qui y sont sensibles préféreront toujours l'original à la copie.

Ainsi, à chaque fois que « la classe politique » s'est adaptée aux discours du FN, cela a résonné comme une accréditation de ce « parti » et cela n'a pas peu contribué à stimuler le vote FN « décomplexé ». Le FN a pu ainsi siphonner une partie de l'électorat RPR-UMP-LR.

En martelant des années durant qu'il fallait l'arrêt de l'immigration présentée comme l'arme des trusts, Marchais et consorts ont préparé au vote FN une partie des gens qui votaient « communiste ».

24 <https://www.mediapart.fr/journal/economie/291216/la-loi-sur-le-travail-entre-en-application>

25 <http://la-sociale.viabloga.com/news/une-fin-d-annee-etrange-et-inquietante-pour-la-fi>

Mélenchon et ses supporters se sont targués d'avoir contribué à « limiter » la portée du vote FN. Ce qui serait difficile à démontrer, même en tordant les sondages et les résultats dans tous les sens.

Voilà qui, en tous cas, nous éloigne toujours un peu plus de la lutte des classes. Laquelle rattrape ceux qui la fuient, à certains détours. La lutte de classes peut même ressurgir au sein même ... du Parti de gauche

Le laboratoire grenoblois

Après s'être teint en vert, Mélenchon et le PG avaient cherché à faire liste commune avec EELV aux Municipales de 2014. C'est ainsi qu'une liste EELV-PG l'avait emporté à Grenoble. C'est ainsi qu'Éric Piolle (EELV) devint maire. C'est ainsi qu'Alan Confesson, jeune mélenchoniste devint Premier adjoint. Pour un peu, la ville allait renouer avec la tradition de son maire « nouvelle gauche » Hubert Dubedout et de son groupe d'action municipale des années 60-70.

Tous les indicateurs étaient donc au vert dans cette ville préalpine.

Trois ans plus tard, Mélenchon est donc candidat, auto-tiré au sort. Il est, par excellence, le candidat « anti-austérité ». Mais pas au point de s'insurger contre le plan d'austérité que met en place ses amis Piolle-Confesson.

Le « parti médiatique » (qui, chaque jour que Dieu fait, cloue Mélenchon au pilori pour tout et rien et le soumet à la Question virtuelle, en ces temps d'hyperboles) ne s'est pas, dieu sait pourquoi, emparé de cette affaire pour étriller ce manant, en « révélant » le « choc » de la contradiction entre les paroles et les actes du Tribun.

C'est en lisant l'hebdomadaire *Informations ouvrières* que nous découvrons ce plan d'austérité. Un plan musclé puisque Piolle envoie la police – chargée comme chacun sait de défendre nos couleurs BBR – contre les agents territoriaux en colère. Une colère qui gagne les militants du Parti de gauche. La direction du PG ne leur répond pas et les colle sous tutelle.

Cela n'empêchera pas Informations ouvrières de relayer la parole insoumise avec zèle, à partir du mois d'avril 2017.

Attardons-nous donc un instant sur le Mélenchon de poche qui seconde l'édile.

« Alan Confesson est ce partisan de toutes les luttes contre le grand capital qui a défendu l'indéfendable au Conseil municipal : le choix de Bouygues-Vinci pour l'éclairage public de la ville assuré depuis plus de 100 ans par le service public ! Il aura fallu attendre l'arrivée des Rouges/Verts à la Mairie pour vivre ça. - »²⁶

Le Parti de Gauche de l'Isère ne veut pas avaler les couleuvres. Ce qui vaut à ses responsables départementaux la suspension dans la plus pure tradition bureaucratique autoritaire et la mise sous tutelle de cette fédération anti-austérité du PG

« Trois responsables départementaux du parti de Gauche d'Elisa Martin, la Première Adjointe d'Éric Piolle (Verts/PG) ont rompu l'omerta imposée par le clan des Verts/Ades. Ils ne pouvaient plus se taire. <<< riffifi-selon-le-monde-elisa-martin-pg-sanctionne-2-responsables/

26 <http://grenoble-le-changement.fr/2016/10/22/alan-confesson-pg-le-revolutionnaire-qui-a-peur-du-peuple/>

Dans le « Dauphiné Libéré » 2/10/16) Dominique Mulé, co-secrétaire départemental, Jean-Pierre Juy et Jean-Paul Garac expliquent qu'ils ont demandé un « moratoire » du plan de casse des services publics dès qu'ils en ont eu connaissance. Elisa Martin les a suspendus ! Elle qui a reconnu plus tard : « j'ai validé ce plan sans faire gaffe, quelle conne » !

[<<< /e-martin-premiere-adjointe-pg-jai-valide-le-plan-sans-faire-gaffe-quelle-conne/](http://e-martin-premiere-adjointe-pg-jai-valide-le-plan-sans-faire-gaffe-quelle-conne/)

E.MARTIN et A.CONFESSON (PG) COUVRENT le PLAN de CASSE du SERVICE PUBLIC

Aujourd'hui ils disent: « Ce plan, si le socialiste Jérôme Safar l'avait présenté, on aurait été tous réunis pour le combattre. Et là, il faudrait l'accompagner parce que nous avons des élus du Parti de gauche dans la majorité ? ». Plus que « des élus », même la Première Adjointe et Alan Confesson nouveau co-président du groupe majoritaire qui gobe tout. »²⁷

La Municipalité envoie les CRS et leurs lacrymos contre la « Résistance – Résistance »

La municipalité Piolle est mort-née. Totalement paralysée. Eric Piolle a même tenté d'éloigner le public en établissant la retransmission du Conseil Municipal rue Berthe de Boissieux !

LA POLICE MUNICIPALE FILTRE LES GRENOBLOIS QUI PEUVENT ASSISTER AU CONSEIL MUNICIPAL

Mais rien n'a tenu. Les grenoblois mécontents de la fermeture des services dont les bibliothèques, ses amis de « Nuit Debout » avec lesquels il campait, tous ceux qui sont trahis se sont retrouvés devant la mairie hier soir pour « honorer » le conseil Municipal. Très vite la police municipale qui avait fait son travail de filtre pour que le public de 50 personnes qui peut entrer dans la salle du conseil municipal soit bien trié, a été débordée à l'extérieur et le Maire a fait appel aux CRS à nouveau.

[<<< /les-crs-ont-assure-un-repit-a-e-piolle-vertspg/](http://les-crs-ont-assure-un-repit-a-e-piolle-vertspg/)

E.PIOLLE A REÇU UNE DÉGELÉE du COMITÉ de LIAISON des UNIONS de QUARTIERS

Toute honte bue. Les lacrymos polluantes des CRS ne lui pose pas problème quand il s'agit de le défendre. GOIN n'était pas là pour une fresque...`

[<<< fresque-anti-police-e-piolle-vertspg-va-trop-loin/](http://fresque-anti-police-e-piolle-vertspg-va-trop-loin/)

Après avoir brillé dans les Nuit-Debout, Confesson fait dans les Petit-matin. La matraque contre les territoriaux et les habitants attachés aux services publics de proximité et qui refusent l'augmentation des péages de stationnement.

Drôle d'action municipale qui ne s'embarrasse pas de la légalité communale : le public doit pouvoir accéder sans discrimination aucune aux séances du Conseil. Seule une délibération du Conseil autorisant le Maire à tenir le Conseil à huis clos peut interdire l'accès à tout public à l'exception des fonctionnaires de la direction générale de services affectés à l'enregistrement sonore et dactylographique de la séance. Voilà qui donne un aperçu du type de république bananière que Mélenchon envisage.

Nous nous devons de citer ici Robert Duguet qui a défendu (ce qui n'est pas notre cas) le Front de gauche en 2012 :

Après des vagues d'exclusions et de mises sous tutelle, la direction nationale s'attaque à ceux et celles qui ont été les artisans les plus fidèles de la candidature Mélenchon de 2012.

Nous accordons une importance particulière aux événements récents survenus dans la ville de Grenoble : lors des récentes élections municipales une majorité politique s'était formée pour diriger la ville à partir d'un accord entre le courant écologiste et le Parti de Gauche. Nous avons rendu compte dans les pages de ce blog de la politique menée par son maire, Eric Piolle et les élus PG d'appliquer un plan de liquidation d'un certain nombre de services publics et de suppression de postes dans les personnels municipaux, qui rencontre l'opposition d'une majorité de la population. Quelques mois après une belle victoire politique remportée

27 <http://grenoble-le-changement.fr/2016/10/03/le-parti-de-gauche-eric-piolle-ne-voit%C2%AD-il-pas-que-la-grognon-monte-de-plus-en-plus/>

contre le PS, naturellement, mais aussi contre la fédération du PCF de l'Isère qui était favorable à un accord avec le PS, voilà où nous sommes rendus. La direction nationale du PG, parce qu'une majorité de militants de ce parti s'opposent à la politique de Piolle, a mis la fédération de l'Isère sous tutelle. Nous rappelons que la ville de Grenoble était la seule grande ville lors des élections municipales prise par une majorité Ecolo-PG. De plus le PG de l'Isère a une place particulière dans l'organisation de Jean Luc Mélenchon: ce sont les militants de l'Isère qui ont organisé pendant deux ans les estivales du Front de Gauche. C'est dire que Mélenchon leur accordait une grande confiance et qu'ils étaient depuis la création de ce parti en 2008 dans une disposition particulière centrale dans le dispositif du PG.

Se demander pourquoi des élus tournent le dos aux engagements de campagne et se moquent du mouvement social qui s'est développé dans la ville et qui réclame que les engagements de campagne soient respectés, les militants de ma génération connaissent cette constante de la politique française depuis 1981. Cela va comme à l'accoutumée dans le mauvais sens. Mais on n'avait tout de même pas construit le front de gauche pour en arriver là.

Jean Pierre Juy, militant du PG de l'Isère, explique le 2 octobre dans une interview donnée au Dauphiné Libéré :

« On fait comment, nous, pour faire la campagne anti-austérité de Mélenchon, si on doit accompagner sans rien dire le plan d'Éric Piolle ? » et il ajoute : « A Grenoble, plus qu'ailleurs, les grands discours enflammés ne suffisent pas. Il y a une conscience politique et une culture du débat qui est plus forte ici. A Grenoble, on ne peut pas seulement dire qu'on va renverser la table pour que les gens nous suivent. On ne peut pas non plus faire le coup de la modernisation des services publics. Les gens ont de la mémoire, ils se souviennent de la casse à la poste. »

Ce qui me choque le plus dans cette affaire, alors que les militants du PG sont désavoués et mis en tutelle par la direction nationale du PG, c'est le silence assourdissant de Mélenchon. Jean Pierre Juy a sans doute raison, en qualité de militant du PG, de poser les problèmes comme il les pose, mais Mélenchon, il en pense quoi ? Il soutient Elisa Martin, maire adjointe de l'équipe Piolle ou ses militants ? Je ne crois pas qu'il y a d'un côté les problèmes locaux, où les élus prennent en charge l'austérité contre la population et d'un autre le mouvement « France Insoumise » qui défendra la candidature de Mélenchon en 2017 sur une ligne d'opposition aux restrictions budgétaires. Si Mélenchon se tait dans cette affaire c'est qu'il est d'accord avec la politique défendue par Eric Piolle et Elisa Martin contre ses propres militants. Grenoble c'est la France : ceux qui disent à la direction d'une grande ville que la seule politique possible, ce sont les restrictions budgétaires, nous préparent une politique nationale qui sera sur la même logique. Cela donne à penser sur le sens et le contenu de la candidature Mélenchon ! Il y a les discours et les effets de tribune et il y a la réalité des rapports de force.²⁸

Le PG s'embusque dans le marais de la France insoumise

En son temps, De Gaulle avait créé la France libre. Plus tard, après la Libération, il avait créé autour de son auguste personne, le Rassemblement du Peuple Français. Si ces dénominations n'avaient pas été prises par le Général, on peut penser que le Tribun les aurait adoptées, sans hésiter un seul instant.

28 <https://blogs.mediapart.fr/robert-duguet/blog/031016/melenchon-une-candidature-bonapartiste-de-rupture-avec-le-mouvement-ouvrier>

La France insoumise, le 16 octobre, cesse d'être un simple label pour devenir une formation « politico-sociale ». Cette formation est dotée alors de son propre programme « L'Avenir en commun ». Désirs d'avenir, aurait dit Madame Royal.

Dès lors, sur simple « clic », il est possible d'y adhérer, même sans cotiser. Tapis dans l'ombre de la FI, le PG ne s'y dissout pas pour autant. Ceci étant, la FI n'est pas un « pseudopode » du PG. Et les militants du PG doivent s'aligner sur des décisions prises en dehors d'eux. Du PG, Robert Duguet avait écrit : « *Le PG, c'était comme le Canada Dry, cela avait le goût du parti, l'aspect du parti mais ce n'était pas un parti.* »²⁹

L'art des choix

La Convention Insoumise du 16 octobre 2016 aurait dû surprendre par l'art et la manière de servir la soupe.

« La première convention nationale de la France insoumise aura lieu à Lille les 15 et 16 octobre 2016.

Elle réunira plus d'un millier de personnes, représentatives du mouvement La France insoumise, qui s'est constitué depuis la proposition de candidature de Jean-Luc Mélenchon, le 10 février dernier.

Dans le prolongement du « Défilé des insoumis » du 5 juin 2016 à Paris, elle permettra de faire entendre celles et ceux qui incarnent la France insoumise : des syndicalistes, des lanceurs d'alerte, des militants pour la défense de l'environnement, des universitaires, des philosophes, des personnalités du monde de l'art et de la culture et des insoumis(es) qui témoigneront de leurs expériences du quotidien.

Elle constituera également une étape dans la construction du projet « l'Avenir en commun », titre du programme en cours d'adoption par les 130 000 insoumis. La convention permettra d'identifier les priorités programmatiques de la campagne et enclenchera une phase de construction de livrets thématiques et d'ateliers législatifs qui préciseront nos propositions sur près de 40 sujets.

Enfin, elle sera l'occasion pour les insoumis de toute la France de réfléchir collectivement aux méthodes et outils nécessaires pour faire progresser la France insoumise : élargissement du mouvement, collecte des 500 parrainages, financement de la campagne, premières réflexions sur la campagne des 577 candidats qui porteront les couleurs du mouvement aux élections législatives.

D'ores et déjà, 200 bénévoles s'organisent pour mettre en place cette première convention, événement inédit qui sera conclu le dimanche 16 octobre à 11h30 par Jean-Luc Mélenchon.

Manuel Bompard, directeur de campagne

Qui participe ?

Plus d'un millier de personnes participeront à la convention de la France insoumise.

650 insoumis tirés au sort parmi les plus de 130 000 signataires de la plateforme jlm2017.fr

250 acteurs des insoumissions sociales, écologiques ou démocratiques, des intellectuels et des représentants des groupes politiques qui soutiennent le mouvement.

L'ensemble des insoumis sera également invités à participer grâce à des méthodes interactives (réseaux sociaux, sms, vote en ligne).

Comment s'est déroulé le tirage au sort ?

Le tirage au sort s'est déroulé en plusieurs vagues successives :

29 Ibid.

Mi-septembre, invitation par mail au 130 000 insoumis à compléter les informations les concernant (adresse, âge, genre).

Les tirages au sort ont eu lieu les 19, 21 et 27 septembre. A chaque vague, les tirés au sort ont été contactés pour s'assurer de leur présence et valider leur inscription.

Début octobre : confirmation et validation des inscrits³⁰

Le hasard, lui, fera bien les choses. Le programme tiré de ce chapeau sera à l'image de l'Insoumis suprême.

Nous sommes fondés à dire que les participants ne sont pas des délégués mais un Jury populaire. Mais, tiré au sort par qui, par quelle « main invisible » ?

Pour rejoindre France insoumise, un clic sur internet suffit



Je rejoins la France Insoumise

Adresse email

Code Postal

Je rejoins

En remplissant ce formulaire, j'accepte que la France Insoumise utilise ces données pour m'envoyer des informations.

Si vous habitez à l'étranger, [cliquez ici](#).

Connexion à la plateforme d'action

FAIRE UN DON

Un cheval de Troie

Lorsque Mailly, chef de FO acquis à la concertation sur ordonnances de Macron, sera « taclé » par Mélenchon à l'automne 2017, celui-ci aura beau jeu de qualifier la FI d' « OPNI – objet politique non identifié ». Non identifié par lui. Nous, celles et ceux de La Commune, avons considéré d'emblée que cette chose était un cheval de Troie dans le mouvement ouvrier et contre le mouvement, guidé par une camarilla agglomérée autour du Tribun. La réalité a été, comme toujours, plus complexe que cette première approximation car la grande majorité des Insoumis reste attachée au mouvement ouvrier et son histoire et, nous pouvons le penser, une partie des députés, également. Le cheval de Troie se trouve en réalité au sein de la FI, dans ce qu'il reste du PG. La FI est une formation hybride, composite. Autrement dit, Mélenchon n'est pas parvenu à la modeler selon ses desseins.

³⁰ <https://campagne.jlm2017.fr/evenements/convention/informations.html>

Le programme n'ayant pas été discuté, ceux qui l'ont adopté n'ayant pas été mandatés pour l'adober, les adhérents de la FI ne l'ont pas décortiqué. Dans leur esprit, il s'agissait d'un programme de changement démocratique, de rupture avec les Traités « européens » et de retour au progrès social. Un bélier pour « les dégager tous ». Les déclarations acerbes contre la loi El Khomri lui donnait tout son cachet. Tant et si mal que ce cachet va donner prise à des analyses que nous ne partageons pas.

Le même Robert Duguet que nous avons cité - un des tout premiers à dire que la candidature de Mélenchon était « *une candidature bonapartiste de rupture avec... le mouvement ouvrier* » - finira par dire, au lendemain du premier tour des présidentielles : « *La percée de Mélenchon, effet politiquement différé du combat contre la loi El Khomri* ». Mais y'a-t-il eu réellement « percée » ? Mélenchon, c'est 15% des inscrits. 7 059 951 voix. En 2012, sa candidature en avait recueilli 3 984 822. Entretemps, le PS s'est effondré. Il est donc quasiment impossible de comparer le vote Mélenchon 2012 et le vote Mélenchon 2017. Cela est d'autant moins possible que ce n'est plus le même type de « candidature Mélenchon » comme l'a souligné Robert Duguet lui-même.

Le combat contre la loi El Khomri a eu comme effet quasi-immédiat le soudain déchaînement de la crise du régime et de tous les partis qui ont lié leur sort à la 5^{ème} République. Mélenchon a voulu capitaliser le combat anti-loi travail...Afin de « *reprendre le dossier à zéro* » comme nous l'avons vu plus haut, s'il est élu.

Hôpitaux et élections : Quid de l'intérêt général vital ?

De plus, Mélenchon a « surfé » sur la trêve sociale décrétée par les bureaucraties syndicales. Ainsi, à l'automne 2016, les appareils confédéraux et fédéraux CGT FO Solidaires se sont appliqués à endiguer la colère explosive dans les hôpitaux.³¹

Dans *La Commune*, nous écrivions alors : « *Le « séisme Trump » sert également à tenter d'escamoter la plus grande grève du secteur hospitalier depuis 1988, qu'ont rejoint les professions infirmières libérales. Si le parti communiste et le parti de gauche étaient véritablement plus à gauche, ils feraient campagne auprès de la population pour défendre les hôpitaux. Mais, ces partis n'ont qu'une obsession : la farce électorale ; au sacrifice des besoins urgents de la population et des salariés.* »

Nous le savons, les accords tacites entre appareils syndicaux et appareils politiques valent dix protocoles d'accord. Ces Modus vivendi sont plus forts que bien des traités. Tout doit être sacrifié à « la campagne », à commencer par celle du candidat #JLM2017.

Si les partis qui se disent communistes ou insoumis avaient mené campagne pour la défense des hôpitaux, cela aurait engagé les fédérations syndicales des hôpitaux. Si ces fédérations syndicales avaient fédéré le grève totale des hôpitaux, les partis et mouvements qui parlent au nom des salariés et des usagers auraient dû s'engager dans ce combat.

Là où il existe concrètement UN intérêt général humain en chair et en os, il faudrait dire un intérêt général vital, les mélenchonistes interviennent pour le noyer dans le fleuve de leurs formules « globales » à tiroirs.

31 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/archives/Services-publics/Hopitaux-Vers-le-Tous-ensemble-i1531.html>

Là où un Tribun pouvait apporter une vraie Tribune du peuple contre le gouvernement en place, ses réformes « hospitalières », nous avons droit aux poèmes de Victor Hugo. Nous avons droit à ce qu'Alain Krivine, autrefois, avait appelé LA FARCE ELECTORALE.

Seulement voilà : seul le mouvement ouvrier (les travailleurs et leurs organisations) peut prendre en charge jusqu'au bout la défense de cet intérêt général vital.

Si l'intérêt de classe n'est pas défendu, aucun acquis de la civilisation humaine ne peut être défendu.

Sans les effectifs nécessaires, sans conditions de travail décentes des travailleurs hospitaliers, sans arrêt total des suppressions de poste, aucun service au service du public ne peut être défendu.

Si la défense de l'intérêt de classe le plus immédiat n'est pas la base de défense des intérêts de toutes les couches qui subissent les réformes et la politique capitaliste quotidienne, la défense des intérêts de ces couches est suspendue dans le vide.

Ce point de vue de classe nous renvoie à la question de cette institution ouvrière arrachée en 1945 : la sécurité sociale. Un contrefort dans la société capitaliste que les gouvernements, à commencer par de Gaulle, ont cherché à contenir et à étouffer dès le lendemain de sa création.

C'est par là que commence notre rejet du programme FI

Cet avenir en commun n'est pas le nôtre

Le programme AEC, beaucoup en parlent, peu le lisent et rares cherchent à le décrypter. Nous nous y sommes employés au fil de la campagne, à partir de nos propres critères, au nombre desquels la défense de la sécurité sociale et de ses bases fondatrices, le refus du travail précaire sous toutes ses formes, l'anti-impérialisme antiguerre, la défense du syndicalisme libre de revendication et d'action collective.

Mélenchon dans les pas de Hollande, jusqu'au bout de la CSG

Nous avons déjà évoqué la CSG dans la première partie de cette brochure. Mélenchon avait soutenu la loi Rocard-Evin qui, en cette fin d'année 1990, lui a donné naissance. Que la CGT et FO s'y soient opposées n'entraîne pas en ligne de compte, pas plus que les raisons de ce refus de la Contribution Sociale Généralisée. Le programme AEC va faire plus qu'entériner la CSG.

Tours de passe-passe

Lorsque l'on lit le Programme « AEC » dans sa dernière version au chapitre sur la Révolution fiscale, nous lisons :

Refonder l'imposition sur les revenus grâce à un impôt citoyen garantissant les recettes de l'État et celles de la Sécurité sociale et en conservant leur affectation distincte³²

Si nous lisons sa version initiale, nous lisons :

U1 6 Refonder l'imposition sur les **revenus en transformant la CSG et l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'Etat**
- U5 Augmenter les droits de successions sur les gros patrimoines et créer un héritage maximum

Dans la dernière version du programme AEC, la mention CSG a été gommée. Ce qui était EXPLICITE devient IMPLICITE.

La version ORIGINALE du programme a posé un sérieux problème : la proposition de fondre la CSG et l'Impôt sur le revenu en un seul IMPOT CITOYEN était, à l'origine, un des 60 engagements de Hollande. S'inscrire ainsi dans les pas du Honni Hollande délivrait un mauvais message.

De plus, depuis la venue aux affaires de Macron, la CSG est devenue, de nouveau, synonyme de racket.

Nous ne doutons pas que de nombreux insoumis syndicalistes ont fait part de leur rejet de cette proposition d'aller jusqu'au bout de la CSG.

Une vraie « évolution » et « enrichissement du programme » eut consisté à dire tout simplement : SUPPRESSION DE LA CSG.

Pour tenter d'y voir plus clair, il faut aller dans le « livret Santé » où il est dit :

« La suppression de l'Objectif national de dépenses de l'assurance maladie

(ONDAM) et l'affectation à l'Assurance maladie de ressources propres indépendantes du budget de l'État, via une CSG progressive rénovée, la suppression de nombreuses niches sociales aujourd'hui compensées par l'État et, la transformation en cotisations sociales des primes aujourd'hui versées aux complémentaires santé. »³³

Alors, creusons :

Qui affecterait à l'Assurance maladie ses ressources propres ?

En réalité, IL N Y A RIEN A AFFECTER DU TOUT si l'on pense que L'ASSURANCE MALADIE DOIT ETRE FINANCEE PAR LES COTISATIONS ET NON PAR L'IMPOT et L'ETAT N'A PAS A INTERVENIR DANS SES DEPENSES ET SES PRESTATIONS.

Quelle serait donc cette CSG progressive et rénovée si étrange ?

Au groupe de travail animé par Frédéric Pierru, sociologue au CNRS, Riva Gherchanoc, attachée territoriale, et Noam Ambrourousi, haut fonctionnaire au ministère de la santé et des affaires sociales de répondre...S'il le peut.

Le 100% Sécu, promesse qui n'engage que ceux qui y croient

Rendons justice à la générosité affichée par les « programmeurs » de Mélenchon :

32 <https://laec.fr/section/36/faire-la-revolution-fiscale>

33 <https://avenirencommun.fr/le-livret-sante/>

« Instaurer le « 100 % Sécu » en remboursant à 100 % les soins de santé prescrits, dont les soins et appareils dentaires, optiques et auditifs et faire baisser

Les tarifs des lunettes et appareils auditifs. Cette prise en charge intégrale des dépenses de soins par l'Assurance maladie impliquera que les usagers n'auront plus un euro à sortir pour se soigner. »

Bravo ! Je vote pour des deux mains, tout de suite. Oui, à 1000% pour la prise en charge de toutes les dépenses de soins par l'Assurance Maladie. Oui, mais avec quel argent ? Celui des cotisations ou celui des impôts qui « socialiseront les pertes » ?

En augmentant les salaires, les cotisations sociales augmentent en proportion.

En augmentant les effectifs, les cotisations augmentent en masse. Mais, cela ne dépend d'aucun avenir-en-commun. Cela s'appelle la lutte de classes dans son plus simple appareil, sa plus simple expression. Et, cela veut dire : Restauration de la sécu-modèle 45 ! Cela veut dire : SUPPRESSION DE LA CSG. Qui veut la fin, veut les moyens nécessaires.

Jusqu'au bout de la CSG

La proposition qui est consignée dans le programme AEC est nébuleuse dans ses deux versions. Une fois décryptée, cela donne ceci :

L'Etat percevra dans une même tirelire CSG et Impôts et...reversera ce qu'il veut à l'Assurance Maladie qui sera « indépendante » pour gérer cette enveloppe, de façon à équilibrer les comptes. Actuellement, il n'existe pas de budget de la Sécurité sociale : les cotisations sont transformées en prestations, en « flux continu ».

Supposons que, grand seigneur, un gouvernement Mélenchon-Corbières attribue davantage à la Sécu que ce que lui rapporte la CSG, ce sera au détriment d'autres dépenses nécessaires de l'Etat. Le mal sera fait : l'assurance maladie sera financée par l'Etat, elle sera Etatisée. Quid des exonérations de cotisations en faveur des employeurs ? Quid du remboursement par l'Etat des milliards d'exonérations non compensées ? »³⁴

De plus, le peu que je connaisse de la chose fiscale me fait dire qu'on ne peut pas lier une recette à une dépense, le budget fond les recettes en un seul Tout et redistribue ce tout au gré de sa politique économique et sociale. On ne pourra donc jamais savoir comment sont ventilées les recettes de la CSG ; Nous savons que le but de la CSG est la suppression des cotisations sociales, l'Etatisation de l'assurance maladie, son rationnement étant propice à la privatisation via les transferts de prestations vers les mutuelles et assurances privées.

Cette question clé des cotisations nous renvoie alors aussi sec à la question des salaires, puisqu'aussi bien, les cotisations salariales et patronales sont cette fraction du salaire mises dans un pot commun, selon le principe UN POUR TOUS-TOUS POUR UN – les cotisations ouvrant droit aux prestations, selon le principe : chacun cotise selon ses moyens, chacun perçoit selon ses moyens.

BRUT DE SALAIRES

Dans la Commune, nous écrivions, à propos de la tranche Salaires du programme AEC

Ni « Libéralisme », ni Socialisme ?

Nous l'avons dit : ce programme pourrait se résumer à la formule : « ni libéralisme, ni socialisme ». Nous avons vu que la Sécurité sociale en pâtit. Avant d'aborder la question des salaires, précisons que nous nous

34 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Lettre-d-infos/Toujours-a-propos-de-la-FI-et-de-Melenchon-questions-de-programme-1-ere-partie-i1640.html>

concentrons sur le programme Avenir en Commun (AEC) ratifié par la Convention des insoumis du 16 octobre 2016. Nous ne pouvons pas étudier ici l'ensemble des livrets qui se sont greffés sur ce document. De même que nous ne demandons pas à nos éventuels détracteurs de lire tous les documents mis en ligne sur notre site.

SMIC 2012 - SMIC 2017

Il en va de la question des salaires, comme de la question de la Sécurité sociale. Le programme AEC traduit en « net » ce que le programme « l'Humain d'abord » du Front de gauche exprimait en brut en 2012 (1 700 euros).

De 2012 à aujourd'hui, l'eau a coulé sous les ponts et les salaires n'ont pas suivi l'inflation. A cet égard, un SMIC porté à 1350 euros ne permettra pas de boucler correctement les fins de mois. Ainsi, la CGT revendique, pour sa part, le SMIC à 1800 euros brut.

Ajoutons que le SMIC, de 2012 à 2017 a augmenté de 9,4%. Cela n'est pas non plus pris en compte par le programme AEC qui prend pour base la revendication d'il y a cinq ans

SMIC net ou brut et tours de passe-passe

La première question est : pourquoi proposer un SMIC en net et non en brut ?

Si on reconstitue le puzzle qu'est le programme AEC, nous avons un élément de réponse « à charge » Nous l'avons vu : JLM veut retirer la CSG de la feuille de paie et l'ajouter sur la feuille d'impôt.

Comment jongler avec la CSG

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur notre feuille de paie, on a une vue sur

- le salaire brut
- le salaire net

Le salaire brut est égal au salaire net + L'ensemble des cotisations (part salariale) + CSG et CRDS

La CSG, à l'heure actuelle, c'est 8% du salaire brut, soit 118 euros pour un Smicard

Si le programme FI s'applique, la CSG ne sera plus retranchée du salaire brut, Le salaire net sera donc augmenté automatiquement de 118 euros :

1.143 euros (smic net actuel) +118 = 1 261 euros.

Mais ce gain apparent sera ajouté à la feuille d'impôt.

En conséquence : le fameux Smic net à 1350 euros se décomposera comme suit :

1.143 euros (smic net actuel) + 118 euros (CSG retranchée de la paye) + 89 euros d'augmentation réelle.

Voilà ce que promet le programme AEC :

Une augmentation réelle du SMIC net de 89 euros. Soit une réévaluation tangible de 7% du SMIC

POUR LES SALAIRES !

Nous sommes donc bien en deçà des 1700 euros brut du programme Humain d'abord de 2012.

Nous avons donc tout intérêt à exprimer l'augmentation des salaires en chiffre brut pour être certains que l'augmentation du salaire net ne se soldera pas par une réduction des cotisations Sécu et chômage et autres tours de passe-passe.

Et, nous avons tout intérêt à exiger l'abrogation de la CSG, sa reconversion en cotisations pour la sécurité sociale

Sans oublier, bien sûr :

- **la ré-indexation des salaires sur les prix (et des pensions sur les salaires)**
- **l'augmentation immédiate en urgence de tous les salaires de 300 euros minimum**

A suivre

7 juin 2017³⁵

Dans un autre article, nous précisons :

Le salaire réel

La notion de salaire doit ici être pleinement rétablie :

Salaire réel = le salaire net+ la part salariale des cotisations+ la part patronale des cotisations, ou : salaire net + salaire différé – En comptabilité d'entreprise, c'est ce que l'on appelle le salaire « super brut » ou salaire « chargé ».

Salaire différé = part salariale des cotisations + part patronale des cotisations qui sont versées dans le pot commun qu'est la Sécu et Allocations familiales – (Cette partie du salaire versée à la Sécurité sociale est redistribuée en prestations de soins, en allocations familiales et en pensions invalidité, retraite, veuvage, indemnités partielles permanente à la suite d'accidents du travail. S'y ajoute la part dédiée aux allocations-chômage, aux retraites complémentaires).

Salaire brut = salaire net+ part salariale des cotisations

(NDLR : La question a été compliquée à partir de 1990 par la mise en place de la CSG qui est un impôt prélevé à la source mais pour l'heure, cet impôt est perçu par la Sécu – La Cour de cassation et le Conseil d'État considèrent pour leur part que la CSG est à la fois un impôt et une cotisation sociale. Cet impôt qu'est la CSG se substitue progressivement aux cotisations sociales, cotisations maladie en particulier)

Or la grande mode dans les promesses électorales consiste à parler d'augmentation des salaires net par... la réduction des cotisations sociales. C'est à cet exercice de style frauduleux que s'est livré Hamon lors du « grand débat ». Ainsi, lorsque Mélenchon parle d'une augmentation du SMIC **net**, il laisse planer un doute sérieux sur l'augmentation du salaire **réel**.³⁶

Un programme glissant

35 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/Lettre-d-infos/Encore-sur-JL-Melenchon-et-Programme-Avenir-en-commun-Brut-de-salaires-i1642.html>

36 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/archives/France/Brut-de-salaires-i1657.html>

Comme toujours, je m'efforce de prélever la « Substantifique moelle » du Mélenchonisme. Aussi sur cette conception de programme en évolution permanente, je cite les auteurs du programme adopté le 16 octobre 2016 par la convention en rien conventionnelle de la FI :

« Ce programme est le fruit d'une **élaboration collective animée par Charlotte Girard**, juriste, et **Jacques Généreux**, économiste. La démarche a commencé le 10 février 2016 dès la proposition de candidature de Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle de 2017.

Notre point de départ est *L'Humain d'abord*, le programme porté par Jean-Luc Mélenchon en 2012 qui a recueilli 4 millions de voix. Depuis des mois, nous travaillons à son actualisation et à son développement.

La première étape du processus a ouvert les portes à tous les soutiens : entre les mois de février et août, environ **3 000 contributions ont été déposées sur le site internet jlm2017.fr par les insoumis**. Elles ont été lues et synthétisées par une équipe d'une vingtaine de rapporteurs répartis par thème.

Pour la deuxième étape, nous avons organisé seize **auditions programmatiques** avec des chercheurs, des professionnels et des militants, afin de dessiner les axes majeurs du programme et de préciser les conditions de sa mise en œuvre.

Dans un troisième temps, **les forces politiques** appuyant la candidature de Jean-Luc Mélenchon ont aussi apporté leurs contributions. Ce document met donc en commun toutes ces idées, il est le fruit de toutes ces contributions.

Le 16 octobre 2016, la Convention nationale de la France insoumise a transmis ce document au peuple français en vue des élections présidentielles et législatives de 2017.

Mais le travail collaboratif ne s'arrête pas là. Ce texte ne clôt pas la réflexion, il lui donne un nouvel élan. Le programme de la France insoumise est un objet vivant. **Tout au long de la campagne, nous allons donc l'enrichir encore** et affiner les propositions.

Ce sera fait par l'élaboration tout aussi collective de *livrets thématiques*. Nous voulons également renforcer son caractère opérationnel en organisant des *ateliers législatifs* pour rédiger les premières propositions de loi que nous souhaitons faire adopter. Nous voulons enfin que la campagne soit instructive et qu'elle donne à penser. Les universités populaires de la France insoumise y contribueront. »³⁷

Eh oui, le programme est un objet vivant, dans la conception animiste qu'en livrent leurs demiurges. Il se réactualise tout seul, sans qu'il soit besoin d'en référer à des organismes. Ainsi, une convention adopte un programme, ce programme est édité en brochure et à peine vendue, elle est déjà périmée. Autour du programme gravitent des Livrets qui peuvent être modifiés sans que l'on sache par qui, à quelle date et sur quel point. Tenir ce document à jour est une gageure. Ainsi, la référence à la transformation de la CSG disparaît à l'insu de tous et de chacun, comme nous avons pu le constater. L'idée, elle, demeure, « en veille »

En langage cru, cela s'appelle LA MANIPULATION».

Ah, diront les beaux esprits en pleine insoumission transcendante, un programme ne doit pas être figé, plaqué, gravé dans le marbre. La discussion n'est même pas là : quand on modifie un programme sur un point, on dit sur quel point et on explique pourquoi. C'est une simple question de respect dû à toutes celles et ceux qui le diffusent, le vendent.

Notre école à nous est habituée à relever d'abord dans tout programme électoral et post-électoral ce qui n'y figure pas : suppression de la CSG, interdiction du travail précaire, abrogation de la Constitution de 1958-1962, fermeture de tous les camps de rétention, levée de l'Etat d'urgence, entre autres mesures d'urgence que prendrait un gouvernement vraiment insoumis. Cela nous donne alors un aperçu du sens de ce programme, de son orientation.

Ensuite, nous constatons ce qui est écrit sur les salaires, sur les licenciements, le chômage, le travail précaire car c'est ce qui nous préoccupe au premier chef. En effet, il ne suffit pas de dire « abroger la loi El Khomri » par exemple...

Le programme FI et le Code du travail

« *L'abrogation de la loi El Khomri et de toutes les dispositions des lois antérieures permettant aux accords d'entreprise, ainsi qu'aux accords de branche, de déroger aux règles plus favorables prévues par la loi, afin de rétablir le principe de faveur à tous les niveaux.* » Voilà ce que nous lisons dans le Livret « *Contre la loi El Khomri et son monde* »³⁸. On ne saurait mieux dire, en effet. Et c'est d'autant mieux affirmé que les auteurs de ce Livret³⁹ rappellent que « *Ce principe, hérité de la vision lucide d'après laquelle les salarié·e·s- ont de meilleures chances d'être protégé·e·s par la loi plutôt que par le résultat du rapport de force dans chaque entreprise, a été entamé plusieurs fois depuis 1982. En particulier, les accords d'entreprise ont pu déroger défavorablement aux accords de branche pour ce qui concerne la durée et l'aménagement du temps de travail.* » Pure vérité. Mais, hélas ! Lorsque Mélenchon se produit à l'émission politique face au Premier ministre Philippe, le 29 septembre, il raconte autre chose

E. Philippe : vous savez depuis quand on peut faire des accords dérogatoires à la loi ?

JL.Mélenchon : depuis toujours

E. Philippe : depuis 1982 - -c'est pas moi qui les ait fait, en 1982, vous étiez plus proches de ceux qui les ont fait que moi

JL.Mélenchon : c'est une grosse blague – nous pouvons déroger aux textes de la loi depuis toujours. Simplement, pour déroger aux textes de la loi, il faut que la dérogation soit meilleure que la loi – Ça s'appelle le principe de faveur.⁴⁰

Principe de faveur et dérogations

Il arrive que Mélenchon parvienne à nous faire douter du sens des mots. Alors, nous nous replongeons alors dans les dictionnaires appropriés

Définition Accord dérogatoire

Un **accord dérogatoire** est un accord collectif dérogeant à une ou plusieurs prescriptions légales ou réglementaires. Les différents cas de dérogation possibles sont détaillés par la réglementation.

Il est donc possible, par exception, de conclure des accords d'entreprise dérogeant dans un sens défavorable à la loi et aux règlements, dans les domaines suivants :

- CDD : limitation de l'indemnité de fin de contrat à 6 % au lieu de 10 % à condition de prévoir des actions de formation associées à cette limitation ;
- travail temporaire : fixation de la période d'essai, cas de suppression de l'indemnité de fin de mission, définition du champ des missions de travail temporaire (extension aux actions en lien avec l'activité professionnelle de ces salariés) ;
- travail à temps partiel : réduction du délai de prévenance pour modifier les horaires et contreparties à cette réduction ; décalage jusqu'au tiers des heures au-delà de la durée stipulée au contrat ; clauses obligatoires

38 <https://avenirencommun.fr/le-livret-travail/>

39 **Guillaume Etiévant** Expert auprès des comités d'entreprise et des organisations syndicales, Guillaume Etiévant est membre de la Fondation Copernic. Il a co-rédigé les ouvrages *Changer vraiment! Quelles politiques économiques de gauche?* (Syllepse), *Que faire de l'Europe?* (Les liens qui libèrent) et *Le code du travail en sursis?* (Syllepse). Amandine Langlois

Docteure en droit, **Amandine Langlois** a réalisé une thèse sur l'action syndicale et le contentieux transnational des droits des travailleurs. Elle est aujourd'hui chargée du suivi du dialogue social au sein d'une collectivité territoriale

40 <https://www.facebook.com/JLMelenchon/videos/10155816501618750/> (-10 :34)

- sur les garanties de droit du temps complet ; fixation d'une période minimale de travail continu et limitation du nombre d'interruptions d'activité ou interruption supérieure à 2 heures ;
- réduction du taux de majoration des heures supplémentaires avec un minimum de 10 % ; détermination des périodes de référence pour le décompte des heures supplémentaires et des repos compensateurs ;
- contingent d'heures supplémentaires ;
- dérogation à la durée du travail quotidienne et hebdomadaire ;
- dérogation au repos quotidien de 11 heures ;
- dérogation au repos hebdomadaire de 2 jours pour les jeunes travailleurs ;
- équipes de suppléance et repos par roulement ;
- hygiène, sécurité et conditions de travail : formation spécifique des membres du CHSCT ou du CSE, dans les établissements de moins de 300 salariés.⁴¹

« Classiste ! »

Au reste, il faut alors aller jusqu'au bout des choses : les accords d'entreprise n'existaient pas avant 1982. Existaient seulement les AVENANTS aux conventions collectives. La notion de « négociation annuelle obligatoire » d'entreprise elle-même est pernicieuse, tout comme l'a été avant elle la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise, permettant d'enfermer la négociation entre les quatre murs de la taule, à l'insu du syndicat de branche concerné. Là encore cet enfer était pavé des meilleures intentions du monde. A l'origine et à juste titre, F.O n'était pas partisan d'y entrer. La CGT s'y laissa embarquer par ...la CFDT. Jusqu'alors, les salariés pour se faire entendre dans leurs entreprises élistaient leurs délégués ouvriers en vue de faire valoir leurs conditions de travail, de sécurité, en s'appuyant sur le syndicat de la profession.

La reconnaissance des sections syndicales sur le terrain de la négociation semblait être un gage de démocratie ouvrière. Elle s'inscrivait en filigrane dans cette « démocratie sociale » et « citoyenneté dans l'Entreprise » avec ses « partenaires sociaux ». Or, entre exploités et exploités, il n'y a pas de démocratie qui tienne, il y'a le rapport de forces qui se « règle » par la négociation quand c'est possible, par l'action si c'est nécessaire.

Sans aller si loin dans la remise en question du processus qui depuis 1982 a fait glisser le centre de gravité de la négociation collective de la branche vers l'entreprise, là où le rapport de force est le moins favorable aux travailleurs, la position affirmée dans le livret FI est une position de départ claire et, comme disent nos camarades latino-américains, « Classiste ! ». Unité pour : **« L'abrogation de la loi El Khomri et de toutes les dispositions des lois antérieures permettant aux accords d'entreprise, ainsi qu'aux accords de branche, de déroger aux règles plus favorables prévues par la loi, afin de rétablir le principe de faveur à tous les niveaux. »** Hélas, Mélenchon a un point de vue autre. Lequel « primera » ?

Demeure un problème de fond : la trame dans laquelle est fondue la proposition du programme (hors « livret » donc- le programme AEC proprement dit) qui dit :

Abroger la loi El Khomri, rétablir la hiérarchie des normes sociales et le principe de faveur

Le mouvement social contre la loi El Khomri a montré combien les luttes sociale et républicaine sont liées. La loi El Khomri a mis fin à la hiérarchie des normes sociales. Désormais, un accord d'entreprise peut s'imposer même si un accord de branche ou la loi sont plus favorables aux salariés. Cela devra être supprimé. C'est la porte ouverte au dumping à l'intérieur d'une même branche entre entreprises et à la régression de tous les droits des salariés. L'accord d'entreprise ne doit primer que s'il est plus favorable aux salariés. Il en va de

l'égalité des salariés et de la justice entre les entreprises. L'accord d'entreprise ne doit primer que s'il est plus favorable aux salariés. Il en va de l'égalité des salariés et de la justice entre les entreprises »⁴²

Une trame dans laquelle le CDI n'est que « la norme » et non la loi d'airain.

La précarité institutionnelle, façon Mélenchon

Tout d'abord, la loi El Khomri est ici réduite au seul aspect qui touche aux accords d'entreprise et à la hiérarchie des normes-principe de faveur. Là n'est pas le plus sérieux. Tout se passe ici comme si le talisman « anti-loi travail » devait faire passer au second plan la question du travail précaire.

En mars 2017, notre camarade Pierre-Yves Chiron écrivait dans La Commune :

« Est-ce « trop revendiquer » que d'exiger, pour tous, un vrai travail- un vrai salaire et, par là même l'abolition du travail précaire ? Pour la FI (France insoumise), cette question ne se pose pas. Son programme se vante d'éradiquer le travail précaire. A la bonne heure ! Hélas, le produit qui est à l'intérieur de cet emballage ne correspond pas à cette belle étiquette. En effet, les mesures de la FI militent pour une « bonne » précarité, des « bonnes missions » et un « bon » service national obligatoire. Décryptage.

Le CDI doit être la « norme », assure la FI. Mais cette jolie « norme » n'empêche pas la FI de revendiquer un « *quota maximum de contrats précaires de 10% dans les PME et de 5% dans les grandes entreprises* ». Ce qui revient, non à éradiquer mais à pérenniser le travail précaire, sous toutes ses formes. Mais nous n'avons là qu'un avant-goût des idées mélenchoniennes en la matière.

Un vrai travail, pas des « missions » !

Avec l'art consommé de paver l'enfer des plus belles intentions insoumises du monde, la FI revendique un « droit opposable à l'emploi » pour les chômeurs de longue durée. Faut-il vous l'envelopper ? Développons : l'État devra, « *en dernier ressort, proposer un emploi au chômeur en lien avec sa qualification, sur une mission d'intérêt général... Si l'État ne peut pas garantir un tel emploi, l'indemnisation par l'allocation-chômage se poursuit jusqu'à ce qu'un tel emploi soit proposé.* ». Comment comprendre ? Un chômeur devra accepter une mission, par définition temporaire, dans la fonction publique, par exemple. Dans la vraie vie, nous savons de quoi il en retourne : lorsque des postes sont supprimés, des entreprises comme la SNCF ventilent les tâches de ces postes à des « alternants » taillables et corvéables à merci. C'est cela les « missions » : une machine à refouler les emplois réels et à générer du travail en miettes, polyvalent de préférence. Evidemment, la FI se garde bien de nous dire ce qu'il advient du chômeur qui aurait l'outrecuidance « insoumission » de refuser ce genre de mission. La radiation, bien sûr ! Eh oui, comme disait Aubry « *quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup* ».

Chassez le naturel ...

« *L'avenir en commun* » que la FI dessine pour la jeunesse est une galère infernale. La FI revendique : « Remplacer les « emplois d'avenir » par un « contrat jeune » d'une durée de cinq ans, dans le secteur non marchand et public, ouvrant droit à une formation qualifiante en alternance ou à une préparation aux concours de la fonction publique. ». Chassez le naturel, il revient au galop : JLM n'a en rien rompu avec son « exercice de l'Etat » quand il était ministre de Jospin : il avait alors poussé à fond les feux de l'alternance Ecole-Entreprise et ce fut tout bénéf pour le Medef. Le CDI n'est donc pas « la norme » pour les jeunes qui devront endosser à leur tour des missions éparées. Ce qui sera propice aux suppressions de postes statutaires puisqu'il existe les « missions » et les « contrats jeunes » qui y pallient ! Le droit à un vrai travail, en CDI pour les jeunes est piétiné sauvagement par la FI.

Des insoumis qui veulent embrigader

Mais, pour les jeunes, il y a aussi le volet embrigadement. La FI veut :

« Créer un service citoyen obligatoire (...) D'une durée totale de neuf mois, comprenant une formation militaire initiale incluant un droit à l'objection de conscience. Rémunéré au smic. Affecté à des tâches d'intérêt général: secours à la population, sapeurs-pompiers, sécurité publique, défense, sécurité civile, protection et réparation de l'environnement, appui à des associations labellisées d'intérêt général ; Comportant un bilan de santé, une évaluation des capacités d'écriture, lecture et calcul avec leur éventuelle mise à niveau, la formation gratuite à la conduite et l'examen du permis de conduire »

Neuf mois de servitude, donc. Avec là encore, des tâches d'intérêt général, telle la réparation de l'environnement qui va empiéter sur des métiers liés à l'architecture paysagiste, à l'entretien des espaces verts et forêts. Avec le bourrage de crâne militaire, en prime. Drôles d'insoumis, non ?

Remplacer la main d'œuvre stable par une main d'œuvre corvéable

Ainsi même, le programme « neuf » de la FI s'inscrit dans une vieille trame, tissée depuis 40 ans : remplacer la main d'œuvre qualifiée, dotée d'un métier, en fixe et à plein temps par un volant de main d'œuvre affecté à des missions, des « travaux d'intérêts généraux », privée de CDI, polyvalente à souhait ; taillable et corvéable à merci. Cela porte un nom, cela s'appelle : la régression sociale.

Entendons-nous bien : nous ne donnons pas de consigne de vote, nous ne contestons pas la candidature de JLM, nous ne lui supplions pas de s'unir avec Hamon, nous ne l'accusons pas de « faire le jeu de ». En revanche, nous militons contre la prétention de la FI de vouloir soumettre le mouvement ouvrier et démocratique à sa politique de collaboration de classe. Nous militons pour l'abolition du travail précaire et donc contre toute proposition ou mesure de travail précaire.

Une fausse interdiction des licenciements

D'autre part, en parcourant le Livret « l'emploi pour tous », notre œil rebondit sur ce passage :

« Lorsqu'elle rencontre des difficultés économiques ou que des menaces pèsent sur la sauvegarde de son activité productive, une entreprise peut procéder à des licenciements pour des motifs économiques. Mais on parle de licenciements boursiers lorsque ses dirigeants organisent la diminution de ses effectifs dans un seul objectif de rentabilité à court terme, pour accroître les bénéfices au profit des actionnaires, et au détriment de l'emploi des salarié·e·s. »⁴³

S'agissant des licenciements dits « boursiers », il sera toujours plus qu'ardu de démontrer devant un tribunal compétent que la diminution des effectifs ne poursuit qu'un but de « rentabilité à court terme ». Ainsi même, à défaut de pouvoir le démontrer, les licenciements seront validés au titre des « motifs économiques ».

Les licenciements, soit nous sommes CONTRE, soit nous sommes POUR. Il n'existe pas de « moyen terme » pour les salariés qui sont jetés dehors.

Face aux licenciements, et d'une certaine façon, le film « En guerre » en témoigne : la seule revendication qui puisse unir les salariés est « pas un seul licenciement sec ou déguisé – pas une seule fermeture d'usine, de service, de dépôt ». Le même film en faisant tenir à Jean Grosset quasiment son propre rôle montre par ses propos que l'Etat, constitutionnellement, ne peut pas entraver « la libre entreprise – la liberté d'entreprendre ». La seule faculté qu'il a est la réquisition, dans des limites très étroites. Mais la FI qui veut changer la Constitution ne parle pas dans son programme de Réquisition des entreprises qui licencient ou ferment.

Une nouvelle république ? Non, une nouvelle révision constitutionnelle !

43 Groupe de travail animé par Zoé Desroches, doctorante en sociologie et Liêm Hoang Ngoc, économiste. - <https://avenirencommun.fr/livret-emploi-rtt/>

Nous avons, dans notre seconde partie de cette brochure, dit ce que nous pensions de la Constituante, façon Front de gauche et de la supercherie « constitutionnelle » que recouvrait l'idée d'une Constituante qui se réunirait sans abrogation de la Constitution actuelle.

Depuis 2012, Mélenchon l'a encore remixée. En fait de Constituante, nous écoperions d'un jury populaire tiré au sort. Un comité des sages, mais « populaire » chargé de réviser la constitution et comme pour toute révision constitutionnelle, la possibilité de la conforter par un référendum.

Il s'agit ici d'un exercice de « démocratie participative », notion sur laquelle nous reviendrons plus loin. Notion dont le vrai nom est : MANAGEMENT PARTICIPATIF

Une chose est sûre : ce n'est pas parce que l'on change de numéro que l'on change de république.

Pour notre part, si JLM avait proposé une république démocratique, précédée d'une constituante souveraine, après abrogation par référendum de la 5^{ème} république, nous dirions Banco même si ce n'est pas notre programme, ni notre mot d'ordre. Nous irions jusqu'à proposer de reprendre la Constitution de 1793. En effet, la république démocratique facilite la lutte pour le socialisme, comme l'avait souligné Lénine dans l'Etat et la Révolution.

Mélenchon qui aime à se présenter à ses heures perdues comme le descendant spirituel de jacobins a « oublié » la constitution du 24 août 1793.

« Notre point de vue, c'est l'intérêt des Français et celui de la France »

Nous revenons ici quasiment au point de départ de cette troisième partie. L'intérêt général humain est l'enrobage de l'intérêt de la France. L'intérêt de la France est l'enrobage de l'intérêt de l'impérialisme français.

Le 16 décembre 2016 , sur You tube⁴⁴, Le candidat- tribun éprouve un irrépressible de se justifier. Parfois, « se justifier, c'est s'accuser ».

Le 16 décembre, sur sa chaîne You tube, Mélenchon se présente en victime :

*« on fait de moi l'ami des bombardements sur cette partie de la ville », « je suis indigné, blessé(...) de mon côté, tous les bombardements m'écœurent, pas certains seulement (...) ce qui est en cause, à Alep comme à Mossoul, comme au Yémen, comme aux frontières de la Turquie, c'est un plan d'ensemble qui font que **se confrontent des puissances régionales** qui, chacune, espèrent arracher un morceau du territoire de la Syrie ou se garantir le passage sur son territoire et l'accès aux richesses que représentent les gazoducs et les oléoducs. Rien d'autre. (...). C'est une guerre d'intérêt. Et, à mes yeux, tous ceux qui essaient de déséquilibrer le regard que l'on porte sur cette région ne rendent service à personne (...) car l'histoire finira par montrer quels menteurs, ils ont été »*

Voilà qui est bien pontifiant et « géopolitique » mais qui ne porte aucun jugement sur les auteurs des bombardements.

La suite fait froid dans le dos :

« Bien sûr, il y a des bombardements à Alep et ils sont terribles, ils opposent des armées et non pas une armée contre des civils. Ceux que l'on qualifie aimablement à intervalles réguliers de rebelles sont des combattants d'une armée qui se réclame de l'islamisme et chaque jour tire sur Alep Ouest qui se trouve sous contrôle gouvernemental. Encore une fois, je ne dis rien de tout cela pour émanciper l'un et l'autre de sa responsabilité »
Le tout pour conclure « **notre point de vue, c'est l'intérêt des Français et celui de la France ; l'intérêt de la France, c'est la paix. Pour arriver à la paix, il y a une méthode : la coalition universelle pour en finir avec Daesh (...) et pour moi, je ne fais pas différence entre Daesh et les autres branches de ce type et notamment les troupes d'Al-Qaida qui se trouve à Alep Est et qui sont directement responsables des assassinats et des meurtres qui ont eu lieu en France. Une coalition universelle et la mise autour de la table de tous ceux qui ont parti pris à cette guerre (...) »²**

Il précise ensuite que ni la Syrie, ni l'Irak ne doivent être démembrés. Puis, il se défend d'être l'ami ou le soutien politique de Poutine, prévient contre toute confrontation avec la Russie, se présente en champion de la paix et de la ...neutralité !

Nous avons pris la peine de citer de longs extraits de cette vidéo pour montrer comment Mélenchon enfume les choses. Ce qui lui permet de faire le silence tout à la fois sur Poutine et ... sur Obama (et Hollande !), en mettant la situation actuelle sur le dos des « puissances régionales ». Ce faisant, il continue à vouloir faire croire qu'à Alep s'est noué un combat militaire entre une armée régulière et des factions islamistes. Ce faisant, il ne manque pas de se prévaloir de « l'intérêt de la France », de son propre impérialisme. Il ne veut, dit-il, démembrer aucun pays mais prône une coalition universelle, c'est-à-dire l'intervention commune USA-Russie-France sous couvert d'éliminer Daesh, mais surtout de se partager les « zones d'influence » ! Or, il est censé savoir que tant qu'il y aura des troupes et des frappes impérialistes russes, étasuniennes et françaises, aucune paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient – et, a fortiori, dans le monde - n'est pensable puisqu'aussi bien Daesh et autres pillards se drapant de la religion tirent leur force des bombardements, frappes et interventions terrestres impérialistes.

Cet enfumage mélenchoneux vise tout autant à couvrir ses déclarations antérieures clamant que Poutine allait « régler le problème », se refusant à condamner les bombardements d'Alep. Mais comme on l'a vu, ce tribun n'a pas en vue l'intérêt des travailleurs et des peuples, il a en vue l'intérêt de la France, à telle enseigne qu'il a soutenu, en 2011, les frappes aériennes de Sarkozy en Libye. Pour la paix Mélenchon ? À d'autres !

Daniel Petri, 23-12-2016⁴⁵

« Le point de rupture »

Le « point de rupture »

Jeudi 26 janvier 2017, Mélenchon décide d'aller à la rencontre de cheminots du Technicentre industriel SNCF de Périgueux qui manifestent contre la fermeture programmée de leur établissement, un des plus vieux ateliers d'entretien, révision et réparation du matériel ferroviaire. Tous sont menacés d'écoper une mutation en région parisienne, en sachant qu'après trois refus de propositions de poste, un cheminot peut être congédié. Ce qui se profile devant, c'est la mise à sac de leur vie de famille, entre autres, le changement de métier et la déqualification.

Tout d'abord, sachons gré à monsieur Mélenchon d'avoir déclaré, à propos des ateliers de Périgueux : « *c'est absurde de les abandonner et de les démanteler. Qui va entretenir le matériel ? Qui va être responsable de la qualité, de la performance du matériel, si ce n'est pas les*

cheminots. Franchement, vous imaginez des trains dont on ne fait pas la maintenance... Pourquoi détruire ce qui existe, nous ne comprenons pas »⁴⁶

Pour autant, les cheminots en lutte ne voudraient que le train électoral de #JLM2017 leur roule dessus.

Un représentant CGT prévient : « *je ne souhaite pas que le mouvement cheminot soit politisé- même si les politiques sont importants, on n'a pas besoin des politiques – c'est notre mouvement ; on le maîtrise ...* »⁴⁷

A un autre moment et qui sait, un autre endroit, ce militant syndicaliste lui décrit la situation

« Ici, c'est Mont lieu, le trou du cul du monde, 1500 habitants. 8 habitants sur 10 sont issus du domaine public, donc SNCF. Nous, on veut rester ici, travailler ici, que nos enfants puissent travailler ici... Pas nous dire « partir en région parisienne, nous on veut rester ici » »⁴⁸

Puis, un cheminot interpelle le candidat :

« On vous attend au tournant, tous que vous soyez de droite, gauche, extrême droite, extrême gauche, on vous attend (...) Votre salaire, il va falloir le justifier. Quand on va péter les plombs, il va y avoir une révolution dans le pays », lui lance l'un des manifestants.

« Tant mieux ! » lui répond Jean-Luc Mélenchon. « Non. Parce qu'on ne sait pas qui c'est qu'on va assassiner », renchérit le cheminot. « On n'assassinera personne. Mais non, mais non... Soyez sérieux. Moi, je vous respecte », tente alors l'ancien ministre socialiste. Pas d'accord, le manifestant lui assène un : « Non, non, droite gauche mélangées, vous ne nous respectez pas. Faites bien attention, on arrive à un point de rupture ! »

« J'use ma vie ! »

Sur ce, Jean-Luc Mélenchon s'éloigne avant de revenir quelques secondes plus tard, furieux, vers le cheminot, qu'il se met à tutoyer. « Pendant deux heures, je vais rien te dire ? Pourquoi tu me parles comme ça ? Pourquoi on vous respecte pas ? J'use ma vie à vous défendre ! J'use ma vie ! » fulmine-t-il.

« Pourquoi personne vous filme quand vous vous énervez ? » demande le cheminot. « T'es mon ennemi, c'est ça ? C'est ça que tu veux ? Alors va voir les mecs de droite, c'est eux qui vous ont mis dans la merde ! C'est le PS qui vous a mis dans la merde ! », le tance Jean-Luc Mélenchon avant de s'éloigner à nouveau, sous les applaudissements de certains manifestants, alors que le cheminot interpellé lui lance : « Honte à vous ! »⁴⁹

Le journaliste de 20mn qui a écrit cet article a « loupé » le début de cet échange à vif et à chaud. Le cheminot avait commencé par attirer l'attention du candidat-tribun sur le fond politique : « *monsieur Pepy 28000 emplois jusqu'en 2020* ». Mélenchon avait répondu « *oui, oui* »⁵⁰.

46 <https://www.dailymotion.com/video/x59rbf4>

47 <https://www.dailymotion.com/video/x59rbf4>

48 <https://www.dailymotion.com/video/x59r4zq>

49 <https://www.20minutes.fr/bordeaux/2004483-20170128-video-echange-muscle-entre-jean-luc-melenchon-cheminot-perigueux>

50 <https://youtu.be/mvD5xvPyj9c>

Mélenchon aurait pu répondre tout de go : « *Si je suis élu, Pepy, je le vire et j'annule les 28000 suppressions d'emploi* ». Mais l'essentiel n'est pas là : ce cheminot anonyme, sans-grade (dont certains mélenchonistes, diront dans des discussions en réseau Facebook, qu'il était « bourré ») l'a culbuté en lui mettant sous le nez rien moins que la perspective d'une révolution, en disant haut et clair : ***nous arrivons au point de rupture***. Moins d'un mois plus tard, Mélenchon dira de la situation politique en France qu'elle est « pré-révolutionnaire ».

Lors de cette altercation, les choses ne se passent pas comme dans les autres prises de bec et de tête qu'ils l'ont opposé à des quidams ou des pigistes : JLM se trouve soudain à front renversé. A tel point que face à un salarié au bord de la détresse, il exprime soudain sa propre détresse. Nous ne doutons pas qu'il a usé sa vie dans son aventure politique. Nous le plaindrons quand il aura le temps. Bien des cheminots usent la leur, en trois-huit qui deviennent, pire encore, des alternances « jour-nuit » ou des roulements de service débricolés au jour le jour, sans parler des conditions de travail et de sécurité, d'hygiène, des tâches répétitives sans aucun attrait.

Cette fois-ci, ce n'est pas lui qui provoque, mais c'est l'inverse qui se produit. Il ne le sait pas mais beaucoup de cheminots sont taquins. Celui-là le vouvoie encore quand lui le tutoie car, à la SNCF, (où les cadres supérieurs cherchent à être à « tu » et « toi » à des fins managériales), le vouvoiement à l'égard de quelqu'un qui a un titre, un grade ou un nom est la « distance de sécurité » nécessaire pour éviter de lui rentrer dans le chou... sans frein.

Cette fois, la « stratégie de la conflictualité » a été retournée contre lui.

JLM n'en sort pas bredouille. En effet, le 28 février suivant, il expliquera donc

« " ***La situation est quasiment pré-révolutionnaire***". "C'est le moment où les gens ne croient plus à rien, ni aux journalistes, ni aux hommes politiques, ni aux juges, ni aux policiers", "Et un jour, vous ne savez pas pourquoi, il se produit ***l'événement fortuit*** et une immense clameur se lève : « *qu'ils s'en aillent tous* ». C'est ce qui s'est passé dans des tas de pays."⁵¹

Nous sommes, nous autres, en accord avec cette appréciation de la situation. Sans doute trottait-elle dans sa tête avant cette prise de bec avec le cheminot du Matériel de Périgueux. Sans doute s'est-elle fixée dans son esprit politique à la suite de cet échange à vif. (La réflexion : « *les gens ne croient plus aux hommes politiques* » ne fait -elle pas écho aux propos du cheminot qui « *attend au tournant* », tous les hommes politiques, « *gauche, droite, extrême droite, extrême gauche* » ?)

Le 8 juin, il dira :

« *Vous ne pouvez pas savoir quelle sera la petite chose qui allumera la mèche... mais elle brûle déjà* »

« *L'infâme drapeau tricolore* »

La procession du candidat-tribun du 18 mars 2017 fut, on s'en souvient, une marée tricolore. Nous n'ignorons pas que des résistants et des habitants au nazisme levèrent ce drapeau quand la

51 <http://dai.ly/x5digvb>

France était occupée, saignée, pillée et durement opprimée, pensant qu'il fallait l'arracher des mains du régime de Pétain et des fascistes français, façon Doriot-Déat. Il n'en était pas moins frappé d'infamie.

Au reste, abhorrer ce drapeau n'est pas un crime de « lèse-France ». Un homme comme Jean Zay, hanté par la Première guerre mondiale l'exécra lorsqu'il avait 19 ans. Après avoir été ministre du front populaire, ce membre du parti radical, fut emprisonné puis assassiné par la Milice. Nous reproduisons son poème ici dans son intégralité :

Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là.
Quinze cent mille dans mon pays, Quinze millions dans tous les pays.
Quinze cent mille morts, mon Dieu !
Quinze cent mille hommes morts pour cette saloperie tricolore...
Quinze cent mille dont chacun avait une mère, une maîtresse,
Des enfants, une maison, une vie un espoir, un cœur...
Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?
Quinze cent mille morts, mon Dieu !
Quinze cent mille morts pour cette saloperie.
Quinze cent mille éventrés, déchiquetés,
Anéantis dans le fumier d'un champ de bataille,
Quinze cent mille qui n'entendront plus JAMAIS,
Que leurs amours ne reverront plus JAMAIS.
Quinze cent mille pourris dans quelques cimetières
Sans planches et sans prières...
Est-ce que vous ne voyez pas comme ils étaient beaux, résolus, heureux
De vivre, comme leurs regards brillaient, comme leurs femmes les aimaient ?
Ils ne sont plus que des pourritures...
Pour cette immonde petite guenille !
Terrible morceau de drap coulé à ta hampe, je te hais féroce,
Oui, je te hais dans l'âme, je te hais pour toutes les misères que tu représentes
Pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres qui gicle sous tes plis
Je te hais au nom des squelettes... Ils étaient Quinze cent mille
Je te hais pour tous ceux qui te saluent,
Je te hais à cause des peigne-culs, des couillons, des putains,
Qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre,
Je hais en toi toute la vieille oppression séculaire, le dieu bestial,
Le défi aux hommes que nous ne savons pas être.
Je hais tes sales couleurs, le rouge de leur sang, le sang bleu que tu voles au ciel,
Le blanc livide de tes remords.

Laisse-moi, ignoble symbole, pleurer tout seul, pleurer à grand coup
Les quinze cent mille jeunes hommes qui sont morts.
Et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires,
Que tu es pour moi de la race vile des torche-culs.⁵²

Au moment où il a écrit ces lignes, Jean Zay n'était pas (et ne sera jamais) un socialiste, communiste ou anarchiste. Il avait (et aura) des tripes. Son poème le poursuivra jusqu'à la fin de sa vie. Les journaux collabos, fascistes, royalistes tenteront d'en faire leurs choux gras pour le « démasquer » comme un des agents de « l'Anti-France ». Avant que leurs miliciens ne l'abattent d'une balle dans le dos. Jamais, il ne reniera ce poème ou confessera une « erreur de jeunesse ». A la fois juif et franc-maçon, Zay avait pour personnage historique de référence, Etienne Dolet⁵³.

52 <http://dormirajamais.org/drapeau/>

53 Etienne Dolet, proche du protestantisme (mais condamné par Calvin), humaniste, étranglé puis brûlé le 3 août 1546 avec ses livres sur la place Maubert. Une statue en bronze d'Étienne Dolet fut érigée, place Maubert à Paris, Cette statue fut enlevée et fondue en 1942 et jamais remplacée.

Pour les mélenchonistes, quelqu'un qui rejette le drapeau tricolore est forcément un « gauchiste ».

Pour nous, un candidat qui se drape dans les plis de ce torchon « national » est forcément un chauvin.

Le comité national de notre organisation a réagi aussi sec à cette parade, pour ne pas dire : provocation.

La FI, mouvement créé par Mélenchon, avait choisi la date du 18 mars pour organiser sa grande procession « manifestive ». Des dizaines de milliers de personnes, venues de toute la France étaient présentes. Chacun a dû se frayer son chemin dans une forêt de drapeaux tricolores : les mêmes drapeaux que les « fillonistes » arboraient au Trocadéro, deux semaines auparavant.

La FI avait choisi pour montrer ses muscles la date de la commémoration de la Commune de Paris (mars-mai 1871) qui fut écrasée par les troupes versaillaises au drapeau bleu, blanc, rouge.

Le drapeau tricolore est le symbole, non de la « patrie en danger », mais des crimes commis contre les ouvriers parisiens en Juin 1848 et en mai 1871 : des dizaines de milliers de morts, souvent lynchés, des milliers de déportés et d'emprisonnés.

L'infâme drapeau tricolore

· Paul Brousse, combattant rescapé de la Commune de Paris, le nomma «L'infâme drapeau tricolore ».

· Le 9 juillet 1871, la majorité des députés royalistes, tout en exprimant sa " déférence " au comte de Chambord, le petit fils de Charles X, fit acte de fidélité au drapeau tricolore " devenu, par opposition à l'étendard sanglant de l'anarchie, le drapeau de l'ordre social " (cité dans " les débuts de la III ème République ". J-M Mayeur Page 17. Seuil - histoire. 1973). Le Blanc de ce torchon tricolore désignait, en effet, la Royauté

· Dans son adresse aux travailleurs français, du 18 mars 1892, pour marquer l'anniversaire de la Commune, Friedrich Engels écrivait : « *Il y a 21 ans aujourd'hui que le peuple de Paris arborait le drapeau rouge, en défi à la fois au drapeau tricolore français qui flottait à Versailles et au drapeau tricolore allemand qui flottait sur les forts occupés par les Prussiens. [...] Ce qui fait la grandeur historique de la Commune, c'est son caractère éminemment international. C'est ce défi hardiment jeté à tout sentiment de chauvinisme bourgeois. La classe ouvrière de tous les pays ne s'y est pas trompée. Que les bourgeois célèbrent leur 14 juillet ou leur 22 septembre. La fête de la classe ouvrière, partout et toujours, sera le 18 mars !* » (<http://mjcf.pevele-melantois.over-blog.fr/article-16020831.html>)

Tout cela, le Chef de la FI le sait fort bien. En se hissant sur une marée basse de drapeaux « BBR », dans une mise en scène préparée à l'avance, il a montré clairement que la FI se situe clairement, « festivement » et bruyamment en dehors du mouvement ouvrier.

La FI s'est montrée sous son vrai jour, celui du chauvinisme, celui de la « concorde nationale », c'est-à-dire de la collaboration des classes, c'est-à-dire la soumission des travailleurs et des syndicats au nom de l'insoumission, c'est-à-dire une politique réactionnaire sur toute la ligne.

Un bras d'honneur au mouvement ouvrier et à ses combats

Les syndicalistes, les militants ouvriers et les jeunes qui ont été « hameçonnés » par ce cheval de Troie qu'est la FI vont comprendre que cette enseigne n'a pas pour but de « rompre avec ce monde pourri », pas plus qu'elle n'a pour but « d'éradiquer le travail précaire » ou de combattre l'Union européenne. La seule lecture du programme de la FI, au-delà des boniments, permet en effet d'établir que ces gens-là veulent « changer quelque chose » pour que « tout reste pareil », sous le drapeau des Versaillais, sous la dictature des taux de profits capitalistes, sous le joug du travail précaire.

En faisant flotter le drapeau BBR le jour de la commémoration du 18 mars 1871, la FI a fait un bras d'honneur au mouvement ouvrier et à ses combats.

« L'avenir en commun », se vantent-ils ! L'avenir ? La FI n'en a aucun !

*Le 20 mars 2017*⁵⁴

54 <http://www.lacommune.org/Parti-des-travailleurs/La-commune/Declarations/Ou-va-la-FI-i1607.html>

Le rendez-vous manqué

Liste des candidats	Voix	% Inscrits	% Exprimés
M. Emmanuel MACRON	8 656 346	18,19	24,01
Mme Marine LE PEN	7 678 491	16,14	21,30
M. François FILLON	7 212 995	15,16	20,01
M. Jean-Luc MÉLENCHON	7 059 951	14,84	19,58
M. Benoît HAMON	2 291 288	4,82	6,36
M. Nicolas DUPONT-AIGNAN	1 695 000	3,56	4,70
M. Jean LASSALLE	435 301	0,91	1,21
M. Philippe POUTOU	394 505	0,83	1,09
M. François ASSELINEAU	332 547	0,70	0,92
Mme Nathalie ARTHAUD	232 384	0,49	0,64
M. Jacques CHEMINADE	65 586	0,14	0,18

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	47 582 183		
Abstentions	10 578 455	22,23	
Votants	37 003 728	77,77	
Blancs	659 997	1,39	1,78
Nuls	289 337	0,61	0,78
Exprimés	36 054 394	75,77	97,43

Que s'est-il donc passé, ce dimanche-là ? Tout d'abord, le plus fort taux d'abstentions enregistré aux élections présidentielles (premier tour), exception faite des élections de 2002. Des abstentions ouvrières et populaires, essentiellement. Dans les classes moyennes instruites, un vote Macron ayant souvent pour but de mettre Fillon hors-jeu.

A qui profite la trêve ?

Mélenchon se trouve donc en quatrième position. Il ne lui manquait que 450 000 voix pour passer devant Marine Le Pen et moins de 200 000 pour passer devant Fillon. Le Pen que les sondages avaient gonflé jusqu'à 27% des suffrages exprimés n'en récolte que 21,3 et 16% des inscrits. Mélenchon, c'est 15% des inscrits. Pas une révolution citoyenne dans les urnes, donc.

11 millions d'abstentions, blancs et nuls et 8 millions de voix pour Macron. A eux deux, Macron et Le Pen totalisent moins de 35% des inscrits.

Au second tour, Macron ne représentera que 43% des inscrits.

Plus de six mois de « trêve sociale » pour en arriver là. A qui profitait cette trêve ? Aux candidats du capital.

Comme l'écrivait Victor Serge : « *la politique se vérifie dans les faits* ». Ainsi, est-ce.

Mélenchon a été un agent actif de cette trêve, promettant qu'il était plus économique de voter pour lui que de faire grève. Or, la paix sociale artificielle décrétée au lendemain de la dernière manifestation contre la loi El Khomri n'était en rien un atout pour un candidat qui se voulait « El Khomri ». La campagne, on l'a vu, a été plombée d'une autre manière, en particulier par l'affaire-feuilleton Fillon qui faisait de l'ombre à tous les autres candidats

Certes dans cette curée pestilentielle où l'on ne se bat pas « à armes égales », où les gens sont appelés à noter la « compétence », le « coefficient de présidentialité » et l'art de duper l'autre, le résultat de Mélenchon est appréciable.

Le coup de pouce des porte-parole du NPA

Notons à la marge que, tout en étant un supporter de son camarade Philippe Poutou, Besancenot n'a pas moins donné, mine de rien, un coup de pouce à Mélenchon en déclarant « avec de si on coupe du bois, s'il est élu, en effet, c'est un changement radical de situation »⁵⁵ Ce n'est pas une clause de style, car le même jour, 19 avril, Christine Poupin également porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste dit « ... qui d'apprête à voter Mélenchon, c'est très bien » - « *si Mélenchon arrive au second tour, c'est une très, très bonne nouvelle* » « *Jean-Luc Mélenchon n'est pas notre adversaire* »⁵⁶... Donc, un type qui vous dit que les travailleurs détachés volent le pain de ceux qui sont sur place, ne doit pas, selon les critères de cette porte-parole, être considéré comme adversaire. Quelqu'un qui prône la CSG+ et ainsi de suite, le travail précaire et des assemblées tirées au sort ne doit pas être traité comme un « adversaire ». Tout le monde, il est beau...

Si nous procédons à un calcul arithmétique, nous dirons qu'il a manqué les voix de Poutou et Arthaud à Mélenchon pour être au second tour. En réalité, ce sont des voix qui se seraient abstenues, d'électeurs qui, pour rien au monde, n'auraient voté pour un candidat tricolore, vilipendant les travailleurs détachés, ou taclant « l'Europe allemande ». A la marge, certains électeurs de Poutou ou Arthaud apprenant de la bouche de Besancenot que Mélenchon ouvrait la possibilité d'un « changement radical » se seront dit : « à défaut de grives, on mange des merles » et auront, in extremis, émis un bulletin « Mélenchon », le mieux étant l'ennemi du bien.

N'étant expertologue en matière d'urnes et en aucune matière, je ne peux pousser plus loin cette explication partielle.

Entre deux tours

Au soir du premier tour, Macron sait qu'il sera élu, le tout étant de savoir dans quelle proportion. Il importe donc que face à l'épouvantail utile qu'est Marine Le Pen se réalise, autour de Macron, l'union sacrée. Il importe donc que Mélenchon appelle à voter Macron ou, à tout le moins, dise clairement qu'il votera pour lui. Le fait est : Mélenchon va refuser de se prêter à ce jeu. Il va s'attirer les foudres des médias, de nombreuses personnalités et politiciens, être accusé de commettre un crime de lèse-république. Il ne veut pas prendre le risque de se couper de sa base potentielle. Il la consulte. Le résultat est édifiant.

55 <https://youtu.be/SDrsveOcgI0> - 09 :29

56 <https://youtu.be/T9oaqvWuwaQ>

Résultats de la consultation sur le second tour de l'élection présidentielle

2 mai 2017 dans Actualités, Communiqués de presse

Comme Jean-Luc Mélenchon s'y était engagé dès le lancement de sa campagne, **la France insoumise a organisé ces derniers jours une consultation** à propos du second tour de l'élection présidentielle.

Il ne s'agissait pas de déterminer une consigne de vote mais d'organiser la prise de parole des insoumis.es au sujet de leurs choix de second tour. Étant donné l'attachement profond de la France insoumise aux principes d'égalité, de liberté et de fraternité, le vote Front National ne constituait pas une option de la consultation.

Close depuis ce mardi 2 mai à 12H00, **cette consultation a permis l'expression de 243128 insoumis.es et donne à voir des avis partagés :**

- 87818 insoumis.es, soit **36,12%**, **pour un vote blanc ou nul**;
- 84682 insoumis.es, soit **34,83%**, **pour un vote Emmanuel Macron**;
- 70628 insoumis.es, soit **29,05%**, **en faveur d'une abstention.**⁵⁷

Mais, avec les mélenchonistes, il y a toujours un Mais. Avant la consultation des insoumis, le Conseil national du Parti de gauche adopte la déclaration suivante :

Un conseil national du PG est convoqué AVANT le résultat de cette consultation et il tranche ainsi :

Nous combattons Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Nous sommes irréductiblement opposés aux politiques d'Emmanuel Macron du tout marché et du libre-échange mis au service du capitalisme financiarisé. Mais les particularités du FN et du courant historique dans lequel il s'inscrit en font un danger spécifique et immédiat pour les libertés et la démocratie. Avec Marine Le Pen élue dans le cadre des pouvoirs exorbitants donnés au Président par la 5^{ème} République, nul n'est certain de pouvoir compter à l'avenir sur le suffrage universel pour la battre. Sa vision raciste de l'organisation de la société est aussi un poison mortel, à commencer pour les plus discriminés et les plus fragiles de nos concitoyen-ne-s. Enfin il suffit de lire le programme du FN pour savoir que ce parti, une fois arrivé au pouvoir, serait l'adversaire résolu des organisations syndicales et plus largement des mouvements de revendication des salariés. C'est pourquoi nous serons toujours, nous, les adversaires les plus résolus du FN et sur sa route pour les empêcher de prendre le pouvoir. Marine Le Pen ne doit pas l'emporter. Nous combattons et combattons Emmanuel Macron avant comme après cette élection.

Le Parti de Gauche appelle à voter au 2^{ème} tour et à ne pas donner une seule voix au FN mais il dénonce les leçons morales hypocrites des pompiers pyromanes. En tant qu'Insoumis-e-s, ses militant-e-s participeront à la consultation ouverte par la France Insoumise jusqu'au 2 mai. Il appartiendra ensuite à chaque responsable et militant-e du PG de décider en toute conscience de son vote. Les un-e-s, jugeant que leur voix n'est pas nécessaire à la défaite de Marine Le Pen, voudront éviter toute récupération à travers un vote blanc ou nul ; les autres, analysant la campagne cynique et arrogante d'Emmanuel Macron comme un risque de laisser accéder Marine Le Pen au pouvoir, mettront le seul bulletin à leur disposition dans cette élection piège pour la battre. Quoi qu'il en soit Emmanuel Macron ne saurait se prévaloir d'un score élevé lié au rejet du Front National pour mener sa politique libérale. Le scrutin du 7 mai ne saurait être un plébiscite.

Au deuxième tour de la présidentielle Marine Le Pen doit être délogée, aux élections législatives dégageons le projet d'Emmanuel Macron !⁵⁸

En un mot comme en mille, cela s'appelle un APPEL A VOTER MACRON, en faisant croire que son « projet » pourrait être « délogé » aux élections législatives.

Au second tour, le vrai résultat est : 66% seulement s'expriment.

⁵⁷ <https://lafranceinsoumise.fr/2017/05/02/resultats-de-consultation-second-tour-de-lelection-presidentielle/>

⁵⁸ <https://www.lepartidegauche.fr/wp-content/uploads/2017/04/CN-D%C3%A9claration.pdf>

Macron obtient seulement : 43,61% des inscrits

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	47 568 693		
Abstentions	12 101 366	25,44	
Votants	35 467 327	74,56	
Blancs	3 021 499	6,35	8,52
Nuls	1 064 225	2,24	3,00
Exprimés	31 381 603	65,97	88,48

Liste des candidats	Voix	% Inscrits	% Exprimés
M. Emmanuel MACRON	20 743 128	43,61	66,10
Mme Marine LE PEN	10 638 475	22,36	33,90

Au sein de la FI s'est répercuté le mouvement profond de la population travailleuse qui tend vers la rupture avec l'ordre capitaliste, avec toutes les réformes.

Au second tour, 15 millions d'électeurs ont refusé de voter

Législatives : une campagne pour la cohabitation ...avec Macron

« *Ne donnez pas les pleins pouvoirs à Macron* » peut-on voir de nos jours encore sur une affiche dépolie de la France insoumise, face à un hôpital de Créteil. Vivre ses rêves est une bonne idée, rêver sa vie, une moins bonne idée, une pâle chimère.

Tenter de faire croire que des Législatives pouvait sortir une majorité Insoumise relève de l'alchimie. Mais, après tout, pourquoi ne pas partir gagnant, se dira-t-on, c'est de bonne guerre électorale, la chance ne sourit-elle pas aux audacieux ? Mais l'audace pour l'audace s'arrête où commence la mauvaise politique-fiction : cohabitation avec Macron.

Il reprenait aussitôt du service au profit de la prolongation de la trêve sociale pour cause d'élections, une trêve pendant laquelle Macron pouvait préparer son « *coup d'Etat social* ».

Il serait, à ce point de notre essai, ennuyeux de revenir longuement sur ces élections devenues subsidiaires, dans un système de quinquennat – voulu par Jospin – où l'élection présidentielle se produit immédiatement à la suite de la Présidentielle. De Gaulle lui-même avait confié à son confident Alain Peyrefitte qu'un tel système est une hérésie.

Eh bien non, il faut encore faire croire que le vil plomb peut se transformer en or !

Si ce n'était que cela : Mélenchon va plaider pour la cohabitation avec Macron.

Bien que le quinquennat a été conçu pour éviter la cohabitation.

Il eût plus vite fait de former un gouvernement de la France insoumise en exil, pendant que nous y sommes !

De plus, en admettant que ce miracle se produise, Mélenchon sait fort bien, pour avoir été ministre du gouvernement de cohabitation Chirac- Jospin que le chef d'Etat jouit d'une force de dissuasion constitutionnelle implacable. Face à celle-ci, seule la force de la rue, l'appel à la population pour dégager le chef de l'Etat pourrait venir à bout de cette force de dissuasion. Pure politique-fiction. En effet, si on est prêt à cohabiter, on se tient prêt à céder à la pression d'un président qui a le pouvoir de ne pas promulguer les lois, de dissoudre le parlement, de référendum, de s'octroyer sans vote des chambres les pleins pouvoirs (*article 16 de la Constitution*)...Dans la cohabitation, le Chef de l'Etat est le maître chanteur et le Premier ministre, son otage. Ni Chirac, ni Balladur, ni Jospin n'ont pu s'en tirer.

Aux législatives, moins de 40% des électeurs s'exprimeront, un record de refus de vote. Sur ces moins de 40 %, la France insoumise obtiendra 11% des suffrages exprimés, 5% des voix réelles contre 15% aux présidentielles.

Le 15 juin 2017, Mélenchon maugréait :

« Etre citoyen, ce n'est pas un passe-temps, c'est un honneur, d'autres sont morts pour qu'on puisse l'être, pour qu'on puisse voter. Si grande soit votre colère, utilisez votre bulletin de vote là où il y a des candidats de la France insoumise ».

Le 18 juin au soir, au moment des résultats des Législatives, il change de registre :

« L'abstention écrasante qui s'est exprimée aujourd'hui a une signification politique offensive : notre peuple est entré dans une forme de grève générale civique dans cette élection, faisant ainsi la démonstration de l'état d'épuisement d'institutions qui prétendent organiser la vie de la société avec un mode de scrutin où une minorité étriquée a tous les pouvoirs »⁶⁰

Mélenchon s'enterre

Plus d'une année s'est écoulée depuis les Législatives. La France insoumise avait alors obtenu 5% des suffrages réels et un groupe parlementaire de 17 membres. Un groupe qui aurait pu être un point d'appui pour la défense des libertés démocratiques, pour la Catalogne insoumise ou encore pour la défense du Statut des cheminots, des fonctionnaires. La France insoumise aurait pu devenir un mouvement démocratique, avec un fonctionnement démocratique, ce à quoi aspiraient probablement une grande partie de ses « bases » et de ses adhérents.

Comme nous l'avions pressenti, les choses se sont passées autrement, mais elles ne se sont passées non plus de la façon voulue par les mélenchonistes, c'est-à-dire, le petit Etat-major du Parti de gauche.

S'agissant de l'exercice de l'Opposition à Macron, ce statut a vite révélé ses failles, dès le mois de juillet 2017.

Comme ces prédécesseurs, Macron avait besoin d'une opposition « parlementaire », jusqu'à un certain point. Une façon de conjurer l'opposition de la rue, autant que faire se peut. De façon, toutefois, à ce que cette opposition ne puisse servir de point d'appui à l'exaspération des masses. Mélenchon s'est prêté à ce difficile exercice, de son mieux. En aboyant, bien sûr, pour ne pas avoir à mordre.

Du même coup, il s'enterre. Au moins pour un temps. Il sera, en cas de crevaison de Macron, la roue de secours « possible ». Les médias qu'il dit exécrer lui ont, de bonne grâce, accordé le statut de Premier opposant.

STX : Mélenchon applaudit Macron et patronne les patrons

Lorsqu'en juillet, le gouvernement décide de préempter les chantiers navals STX, Mélenchon s'élançait :

« Je pense que le gouvernement s'est rendu compte du désastre qui menaçait. C'est une bonne chose qu'il ait pris cette décision. Quand une bonne décision est prise, il faut savoir le dire. (...) C'est une bonne décision d'avoir nationalisé mais après qu'est-ce qu'on en fait – il est évident que ce n'est pas forcément à l'État de rester propriétaire...

Le patronat du cluster maritime a des responsabilités, il ne peut pas se contenter de venir pleurer à intervalle réguliers pour qu'on reconnaisse ceci ou cela et au moment où il faut mettre la main à la poche pour garder une pépite dans ce pays, il n'y a plus personne et c'est L'État qui doit s'en occuper ou tout doit être revendu. Je trouve que le capitalisme français a fait une fois de plus la démonstration d'une certaine pleutrerie, une incapacité à être présent comme acteur économique. Autrement dit, à part faire des dettes, on voit pas très bien ce qu'il sait faire »⁶¹

Eh oui, les patrons, réveillez-vous, engagez-vous, patronnez nom d'un chien ! L'antilibéralisme de JLM ne va pas jusqu'à nationaliser, tout de même. L'Etat doit être « stratège » mais, au bon vouloir des capitaines d'industrie...Et de leurs actionnaires. Car, si on a bien suivi, ces patrons timorés ne font donc pas partie de l'Oligarchie. Dans quoi investissent-ils donc ? Ils seraient en dehors des « bulles financières » ? L'important, pour Saint-Méluche, c'est d'éviter que les Italiens ou les Chinois fassent main basse sur les Chantiers navals.

Ce n'est pas très exactement le point de vue de la CGT sur place :

« Au vu des mesures antisociales que le gouvernement Macron souhaite mettre en place (casse du Code du travail, mise en place des CDI de Chantier), on peut craindre qu'il n'y ait rien à attendre de la préemption sur le contenu social de l'entreprise »⁶²

Mais, « l'intérêt général humain » d'abord ! Et dans « intérêt général » humain ou pas, il y a « intérêt de La France »...Et, dans « Intérêt de la France », il y a l'intérêt des patrons « industriels » qu'il faut secouer, que diable !

61

<https://youtu.be/LCATg-waExA>

62 http://lacgt44.fr/spip.php?page=imprime&id_article=1466

Mélenchon préempte la « résistance sociale »

Chez Mélenchon, l'imposture devient un art. Quelques semaines plus tôt, cet animal politique tweetait :



Folie des grandeurs ? Non pas. Provocation ? Sait-on jamais. Il n'y a pas d'échéance électorale avant 2019. Que faire, dans l'attente ? Une « campagne permanente » Ce n'est pas tout. La tradition de l'indépendance, même formelle, des syndicats vis-à-vis des partis et mouvements politiques, est un obstacle sur la voie sacrée des « fédérateurs du peuple ». Ils veulent engendrer un mouvement à la fois politique, syndical et associatif. Dans cette voie, JLM entend à la fois compléter et concurrencer le dispositif que mettent en place, chacun de leur côté, Mailly et Martinez, surfer sur la division entre CGT et FO. Division ? Non pas. Partage des rôles dans la marche aux Ordonnances qu'ils accompagnent.

« Je dis que la division entre le mouvement social, le mouvement associatif et le mouvement politique que nous incarnons nous condamne à la défaite. Il faut sortir par le haut, c'est-à-dire par le rassemblement »⁶³ soutient JLM lors de la convention insoumise du 16 octobre.

Le 30 octobre, il revient à la charge :

« « La « Charte d'Amiens » sans cesse invoquée une nouvelle fois aura eu bon dos. Il serait temps que nombre de ceux qui s'y réfèrent pour stigmatiser la présence des organisations politiques dans le combat social se demandent si ce document qui date de 1905 et résulte de la bataille entre marxistes et anarchistes au début du siècle précédent doit rester un dogme sans nuance 111 ans plus tard. Car ce texte fixe une stratégie d'unité ouvrière en tenant à distance les « sectes socialistes » (à l'époque, en 1905, il y a cinq partis socialistes) pour permettre le déclenchement de la « grève générale révolutionnaire »... Parmi les dirigeants du mouvement social actuel, qui a l'intention de préparer aujourd'hui une « grève générale révolutionnaire » comme cela est prévu dans la « charte d'Amiens »? Personne ! »⁶⁴

Ce socialiste défroqué semble méconnaître l'histoire du parti dans lequel il s'est pavané pendant 34 ans. En 1905 (avril) il n'y avait plus 5 partis socialistes mais un seul. La Charte d'Amiens a été adoptée au Congrès d'Amiens de la CGT le 13 octobre 1906.

63

http://www.regards.fr/IMG/pdf/la_france_insoumise_se_mobilise_pour_une_campagne_permanente.pdf

64 <https://melenchon.fr/2017/10/30/en-passant-par-athenes/>

Il ne résulte pas d'une bataille entre « anarchistes » et « marxistes ». Il y avait différentes positions dont celle qui prônait une entente systématique avec la direction du parti socialiste. Une bonne partie des anarchistes dans la CGT voulait une CGT libertaire. Les réformistes voulaient « *bannir toutes discussions et préoccupations politiques, philosophiques et religieuses du sein de l'organisme confédéral.* ». La Charte d'Amiens s'est imposée face à ces trois conceptions.

La Charte d'AMIENS est la Charte de l'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME à l'égard des partis politiques et des représentations parlementaires autant que vis-à-vis de tout gouvernement. La base du SYNDICALISME LIBRE DE REVENDICATIONS ET D'ACTION COLLECTIVE.

A l'encontre des mélenchoneries, citons, l'intervention de Louis Niel au congrès d'Amiens du 13 octobre 1906 :

« Parmi les réponses les plus marquantes à Renard, figure indiscutablement celle de Niel : "D'abord, qu'est-ce que le syndicalisme ? On peut dire que le syndicalisme est une forme d'action employée par des malades contre le mal, plus exactement par les ouvriers contre les patrons. Le mal, c'est les patrons, c'est-à-dire le patronat, le capitalisme et tout ce qui en découle. Les malades, ce sont les ouvriers. Or, comme on est ouvrier avant d'être citoyen, on trouve chez le salarié l'individu économique avant l'individu politique. Ce qui fait que si sur le terrain politique tous les citoyens politiques ne se ressemblent pas encore, sur le terrain économique tous les ouvriers se ressemblent déjà. Et cela explique que si l'union de tous les citoyens est encore très difficile, l'association de tous les ouvriers est très possible. Je m'excuse d'avoir l'air de faire un cours de syndicalisme à des militants qui en savent tous autant que moi. Mais l'occasion est trop belle pour que chacun ici, n'essaie pas de faire comprendre de quelle façon il conçoit le syndicalisme, avec sa forme particulière et ses arguments particuliers. **Le mal dont souffrent tous ces malades, c'est l'injustice sociale qui découle de l'exploitation de l'homme par l'homme, base du régime capitaliste. Ce mal frappe tous les ouvriers d'une façon égale. Quand un patron veut diminuer les salaires à ses ouvriers, il ne les diminue pas d'un sou à ses ouvriers réactionnaires, de deux sous aux républicains, de trois sous aux socialistes, de quatre sous aux anarchistes, de cinq sous aux croyants, de six sous aux athées, etc. Il les diminue d'une façon égale à tous ses ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, et c'est cette égalité dans le mal qui les atteint, qui leur fait un devoir de se solidariser sur un terrain où les différences politiques ou religieuses ne les empêcheront pas de se rencontrer.** Ce terrain, c'est tout simplement le syndicalisme, puisque aussi bien le syndicalisme a pour objet de s'occuper de la question des salaires. Une fois réunis sur ce terrain de neutralité absolue, les ouvriers lutteront ensemble pour résister à une baisse des salaires ou pour en obtenir une hausse ; pour résister à toute augmentation de la journée de travail ou pour en obtenir une diminution ; pour faire obtenir des règlements d'atelier ou des conditions de travail donnant plus de bien-être et plus de liberté ; pour faire respecter leur dignité toujours menacée par l'arrogance de ceux qui ont un coffre-fort dans la tête à la place du cerveau. **Enfin, comme cette lutte leur permettra de voir bientôt l'antagonisme irréductible qui sépare les exploités des exploités, l'impossibilité d'en finir jamais si ça ne change pas, ils orienteront leurs luttes vers une transformation sociale, ce qui leur permettra de mettre dans leurs statuts généraux : « Suppression du salariat et du patronat ».** L'action syndicale est donc celle qui s'exerce sur le terrain économique, par tous les ouvriers, contre le mal économique. Ce n'est pas autre chose que l'action directe sous toutes ses formes et tous ses caractères de calme ou de bruit ; de modération ou de violence ; c'est la pure lutte de classes."

Les rapports entre syndicats et partis diffèrent selon l'histoire des différents pays. Ainsi, en Angleterre, le parti travailliste est, à l'origine, une émanation des syndicats, les Trade-unions. En Allemagne, ce sont les socialistes qui ont donné vie aux syndicats. En France, les syndicats, compte tenu de la division des partis socialistes jusqu'en 1904, de l'affirmation de courants anarchistes puis syndicalistes révolutionnaires, le développement du syndicalisme s'est effectué parallèlement au développement du mouvement socialiste, avec la particularité de fédérer les syndicats à la fois à l'échelon de la profession et en même temps à l'échelon de la ville et du département. La Charte d'Amiens ne procède donc pas d'un dogme et attribue au syndicat un double rôle : défense des intérêts matériels et moraux et lutte pour la transformation sociale débouchant sur l'abolition du salariat et de la propriété capitaliste.

Les positions que prennent des députés comme Jaurès ne coïncident pas toujours avec les positions de la CGT . Ainsi, en 1911, alors que la CGT combat le système des retraites par capitalisation et intervient pour la retraite par répartition, Jaurès soutient la mise en place de la Retraite par capitalisation.

Que la Charte d'Amiens était été par la suite malmenée par les bureaucraties syndicales ne fait rien à l'affaire.

La fracture de 1914, lorsque Les dirigeants de la CGT décident de s'intégrer à l'Union sacrée, lui a porté un coup sérieux, elle s'est opérée en violation directe de la Charte. Les fondateurs du journal ***La Vie Ouvrière***, rejetant l'Union sacrée et la guerre, la défendront becs et ongles. Pour les générations suivantes de syndicalistes, la Charte restera un point de départ et un élément d'indépendance de la classe ouvrière.

Mélenchon a précisément pour fonction de brouiller et de faire sauter tout repère de classe. Dans son « peuple », nous l'avons vu, il est prêt à accueillir les patrons « industriels ». L'homme qui s'était posé vent debout pour l'abrogation de la loi El Khomri, le temps d'une campagne, remise cette exigence Dès la fin août, JLM fixe son rendez-vous, le 23 septembre à Paris.

En amont, dès le 18 juin, le PG, en la personne d'Éric Coquerel, a appuyé l'appel initié par Gérard Filoche (PS) Eric Coquerel (PG) André Chassaigne (PCF) et deux dirigeants Europe Ecolo-les verts. S'y ajoutent Philippe Poutou et Christine Poupin, porte-parole du NPA « *Nous refuserons une loi travail bis par ordonnance !* »⁶⁵

Cet appel entérine de fait la loi El Khomri.

Rares sont alors les organisations et groupes qui persistent à exiger l'abrogation de la loi El Khomri... Rarissimes sont les voix « organisées » qui s'élèvent contre le « dialogue social » sur ordonnances que Macron officie.

Mélenchon a trouvé la formule magique : « NON AU COUP D'ETAT SOCIAL », pendant que d'autres lancent « NON A LA LOI XXL ».

Quel « coup d'Etat social », celui qui consiste à légiférer par Ordonnances ? Et, si la réforme passe par la voie parlementaire classique, que doit-on dire ?

Dès la fin août, JLM fixe son rendez-vous, le 23 septembre à Paris. , avec le soutien du PC, du NPA et autres organisations de « la gauche de gauche ». Les dirigeants de la CGT et de FO déclinent l'invitation.

Au même moment, la Catalogne se révolte contre la Monarchie espagnole. Les masses se lèvent pour imposer leur référendum pour la République catalane. Mais dès que le 15 septembre, Mélenchon intervient contre ce référendum⁶⁶. Dans les jours qui suivent, à l'assemblée nationale où il plaide pour une médiation de la France – et par là même, une ingérence – Mélenchon lâche :

65 [1. https://www.change.org/p/appel-nous-refuserons.....](https://www.change.org/p/appel-nous-refuserons.....)

66 <http://melenchon.fr/2017/09/15/revue-de-semaine-39-irma-catalogne-12-23-septembre-loi-travail-reunion/> à partir de 09:59 : Référendum d'indépendance en Catalogne



Faut-il vraiment commenter ? Le Franquisme qui se survit sous une forme constitutionnelle et libérale, a « fédéré » un Etat qui n'est pas une nation, avec l'appui des divisions fascistes italiennes et nazie, dans le feu, le sang et les horreurs de la guerre civile contre la République. Le « parti médiatique » qui, paraît-il, traque Mélenchon, n'a pas « relevé » cette formule, ébruitée le moins possible « à gauche ». Si Valls avait tenu pareils propos, il eût été fustigé comme néo-franquiste (ce qu'il est, au demeurant). L'histoire retiendra l'essentiel : JLM, l'ami de Pablo Iglesias, a pris et fait et cause, comme ses amis de Podemos, contre la Catalogne insoumise.

Macron – Mélenchon, étoiles jumelles ?

Je n'aime pas l'expression « idiot utile de » attribuée à tort à Lénine. L'expression « faire le jeu de » est le plus souvent plaquée et ne rend pas compte des véritables rapports politiques.

Nous allons ici essayer de voir en quoi ces deux-là, Macron et Mélenchon peuvent être des étoiles jumelles. Selon Trotsky « : « *Des étoiles jumelles sont "optiques", c'est-à-dire apparentes, ou bien "physiques", c'est-à-dire véritablement jumelles, formant un couple dans lequel une étoile tourne autour de l'autre* ». ⁶⁷

Le 29 octobre 2017, feignant d'être objectif voire même arbitre, JLM juge que « *Macron a le point, pour l'instant* » ⁶⁸. A quoi cela peut-il bien rimer ? Les médias le moquent. Selon elles, JLM serait au bord de la dépression. Eh oui, les grands hommes, comme de Gaulle, ont connu des moments de découragement. La charge est lourde à porter. Moins d'un mois plus tard, JLM est reçu par Macron. A la suite, tombe une dépêche de l'agence Reuter :

« Le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, éprouve du "plaisir" à discuter avec Emmanuel Macron qui, a-t-il dit mardi, ne "fuit pas le débat", contrairement à son prédécesseur à l'Elysée.

"C'est le quatrième (président-NDLR) que je vois ici, il y a un certain effet de surprise qui s'est amorti", a dit l'ancien candidat à l'élection présidentielle à l'issue d'un entretien avec Emmanuel Macron à l'Elysée sur les élections européennes.

"Donc il y a peut-être davantage le plaisir de la conversation avec quelqu'un qui a bien des défauts mais qui a au moins la qualité de ne pas fuir le débat", a-t-il ajouté.

"Ce n'était pas les numéros qu'on a connus ici dans un passé proche où on avait l'impression de discuter avec une anguille, ce n'est pas le cas", a-t-il souligné, dans une allusion à François Hollande.

Depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon a endossé le costume de premier opposant à la politique menée par le couple exécutif.

Au-delà des divergences économiques, un bras de fer l'a opposé au chef de l'Etat sur la question du drapeau européen et sur sa présence au sein de l'assemblée nationale, dénoncée par La France insoumise.

Face à ces critiques, Emmanuel Macron a décidé mi-octobre de reconnaître officiellement le drapeau européen. ⁶⁹

Là encore, cela ne prête guère à commentaires.

Après avoir applaudi à la pseudo-nationalisation de STX, après avoir attribué un point à Macron, le voilà qu'il le dépeint comme un président qui ne fuit pas le débat ...Avec Lui. Ensuite, il applaudira à l'augmentation des dépenses militaires. Voilà un opposant sérieux, plus respectable fair-play qu'il n'y paraît. D'autres, qui le soutiennent mettront ces réactions sur le compte de la ruse, soufflant le chaud et le froid. L'interprétation est libre, mais là encore, rien ne peut dissiper le fait que, tout en mettant en cause la légitimité de sa politique, JLM considère que le Chef de l'Etat, même minoritaire, même élu sur une arnaque, est « légitime ». Reconnaître la légitimité de celui-là, c'est reconnaître la légitimité de ce régime formant ruine.

67 <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1939/12/lt04121939.htm>

68 »« http://www.lepoint.fr/politique/melenchon-juge-que-macron-a-le-point-pour-l-instant-29-10-2017-2168323_20.php

69 <https://www.mediapart.fr/journal/france/211117/melenchon-evoque-le-plaisir-de-la-conversation-avec-macron?onglet=full>

Débattre le point de savoir si Macron a « le point » ou non ne présente pas grand intérêt : les Ordonnances sont passées grâce à l'allégeance et aux fausses actions de Mailly-Martinez, et, du côté de Mailly, pas de simulacre de protestation. Cet homme est co-auteur des Ordonnances – travail, avec l'appui de tout le bureau confédéral FO, dont son successeur, Pascal Pavageau.

Dans ces conditions, Mélenchon occupe le ministère de la parole (« poste » que Giscard avait attribué à Mitterrand au cours de son règne), le ministère de la contestation et de la récupération.

Lorsque Blanquer, le ministre de l'Education nationale vitupère contre le stage « non-mixte » organisé par SUD-Education 93 en pour les « racisés », JLM et son Corbière se lèvent et applaudissent⁷⁰. Les autres députés insoumis semblent alors être pétrifiés et restent de marbre. Quelque position que l'on puisse avoir sur cette « non-mixité », on ne hurle pas avec les loups !

La « déconstruction » de l'insoumission

Revenons d'abord à cette insoumission qui, on l'aura compris, procède de cet « affect » qu'il affectionne. Cet « affect » qui permet de « rassembler ce qui est éparé », selon le vieux précepte franc-maçon.

En cette fin d'été 2017, Mélenchon se grime en philosophe.

Par essence, Mélenchon est ce que lui a conféré sa position sociale propre, qui n'est ni celle de l'intellectuel, ni celle du manuel mais celle du carriériste politique qui doit recourir à la démagogie pour ne pas végéter dans la camera obscura qu'est le Sénat, quand son parti se décompose...Il doit alors s'arracher à ce parti dont il pressent la déchéance complète, pour ne pas être emporté avec elle. Il a l'avantage vis-à-vis de ses pairs d'aimer l'Histoire, de s'instruire, de s'intéresser de plus près à ce que se passe en Amérique latine et un penchant pour l'éclectisme, prenant des idées chez les uns et les autres pour en faire une synthèse à sa sauce et de tenter d'élever cette synthèse mouvante à la hauteur de la Philosophie qui lui donnera son harmonie.

En toute harmonie, l'Insoumission sera ...Un nouvel humanisme. Pas moins !

Hélas, la texture philosophique sert de prétexte à un recadrage.

Cela commence ainsi :

« Pour des observateurs nonchalants, l'insoumis, femme ou homme, est une personne tentée par le refus de toute règle, en désaccord avec tout ordre social et avec toutes normes. L'insoumission est à leurs yeux dangereuse parce qu'elle est à la fois incontrôlable et surtout jamais satisfaite. Le décryptage des motivations de tels donneurs de leçons suggère bien des moqueries, non ? Mais j'y renonce. Je préfère aller tout droit au démenti.

Refuser une règle, une norme une loi ce n'est certainement pas refuser toute règle en général, ni toute loi ou toute norme. D'une certaine façon, c'est tout le contraire. On nous aura pris pour d'autres. Les libéraux, eux, pensent que la liberté naît dans le retrait des règles. Pour eux la liberté se constate quand les mécanismes spontanés qui animent la réalité ne sont plus déformés ou empêchés par des interférences extérieures. La main invisible du marché ne doit-elle pas être totalement libre de ses mouvements ? De fil en aiguille, cette vision du monde accorde à notre égoïsme individuel le rôle de bienfaiteur de l'humanité. Et à la fin, l'intérêt général est censé être la somme des intérêts particuliers. Et cela qu'il s'agisse de nos pulsions ou de la circulation des

70 <http://www.jeuxvideo.com/forums/42-69-54225986-1-0-1-0-stage-pour-racises-prise-de-bec-entre-jean-luc-melenchon-et-daniele-obono-a-l-assemblee.htm>

marchandises. À nos yeux, cette liberté ouvre directement la porte à la loi du plus fort. C'est le fameux renard libre dans le poulailler libre. Pour notre part, nous croyons au contraire que la liberté n'existe pas en dehors des règles qui organisent son exercice et la rendent donc possible. C'est pourquoi nous sommes si vigilants sur l'origine des règles et sur leur contenu. »

« *Les mots, nous leur mettons des masques, un bâillon sur la tronche* » clamait déjà Léo Ferré.⁷¹

Il n'est que d'écouter le Mélenchon

« Pour nous donc, la liberté pour évaluer la règle nous est chère entre toutes. **Elle est la base de notre consentement à la norme.** Le message de l'insoumission fonctionne comme une sorte d'adage : « Comment pourrais-je accepter ce que je n'aurai pas le droit de contredire ? » L'insoumis n'est donc nullement un nihiliste. Il ne refuse pas toute règle tout le temps. Il sait que la règle est la façon de rendre concrète une liberté. **Il est donc prêt à participer à son élaboration, à composer, et même à laisser s'exercer une règle si c'est la loi,** quand bien même il la désapprouve. Mais il y met deux conditions. D'abord que la décision soit prise collectivement après délibération contradictoire et non du fait d'un seul. Ensuite que la liberté de contester une décision ne soit jamais éteinte. »⁷²

« La liberté de désapprouver, le devoir de se conformer. » : C'est l'exact contraire de l'insoumission, terme qui, rappelons-le, vient du règlement de discipline des armées.

Comme toujours, le diable se planque dans le détail du propos : l'insoumis recadré doit se tenir prêt à participer à l'élaboration de la loi et à COMPOSER.
Tribun du peuple cherche insoumis domestiqués !

Si on veut creuser la notion d'insoumission que JLM tente de « conceptualiser », elle est à l'origine synonyme d'insubordination, de désobéissance civile ou forme de résistance passive. Elle ne peut pas être une fin en soi, mais un moyen parmi d'autres d'action ou de réaction face à l'Etat. Il n'y a aucune raison de la fétichiser, d'en faire la position à prendre par excellence. Un an avant, dans son « Choix de l'insoumission », il nous avait prévenu : « « *Je dois faire les choses en deux temps : construire un affect collectif et le déconstruire de l'autre côté pour ancrer des choix rationnels* ».

Voilà comment il cause, habillant de formules savantes, de vieilles combines politicardes consistant à susciter le principe de désir pour rassembler du monde derrière une écurie et ensuite ramener tout ce monde à un « choix rationnel » qui ne sera autre que l'acceptation du principe de réalité...capitaliste.

Mélenchon se tient dans le couloir de l'idéologie dominante que la France insoumise a pourtant principe de combattre, s'appliquant à la recycler....

71 <https://www.paroles.net/leo-ferre/paroles-il-n-y-a-plus-rien>

72 <https://melenchon.fr/2017/08/26/linsoumission-nouvel-humanisme/>

Quel avenir-en-commun pour La France insoumise ?

La deuxième convention insoumise, s'est tenue en cette triste fin du mois de novembre. Le déferlement promis du 23 septembre a tourné au vinaigre. Macron, paraît-il, « a le point ». Comme nous pouvions nous y attendre, les Ordonnances-travail sont passées, sans coup férir. Le moment est venu d'avoir « la patience de l'Histoire » dira Mélenchon. Au lendemain du semi-échec du « 23 », Mélenchon relève le défi : **« Le Césarisme de Macron ne peut pas tenir, il n'a pas de base sociale ; mon Césarisme l'emportera ! »**⁷³

La France ne s'ennuie pas, elle se morfond, nous chante l'air du temps. Lorsque l'on a une vue simplement aérienne des choses et aucune vue souterraine (ce qui est le cas de la gauche « radicale ») on ne sait plus vraiment où nous en sommes. Mais, heureusement, JLM a le titre de Premier opposant de France. Le PS et le PCF agonisent. Le NPA n'est plus que l'ombre de lui-même. Hamon qui s'est exfiltré du PS n'a pas la voix qui porte.

Sur l'autre « rive » du spectre de « l'opposition », le FN dévisse, LR se fracture

Il n'y a semble-t-il plus que deux camps, et même deux Césars ! LREM ou LFI. Il faut choisir. Macron ou Mélenchon. Ainsi, le *Parti ouvrier indépendant* a choisi d'appuyer LFI. La Gauche Révolutionnaire, aussi, c'est ici qu'est la rose ! Il faut donc appuyer la France Insoumise qui est, à tous le moins, le pôle de la résistance.

Comme de juste, il ne faut pas se tromper d'ennemi : « l'ennemi, c'est Macron et non Mélenchon. » Les porte-parole du NPA vous le confirmeront : Mélenchon est dans notre camp social. Certes, tempéreront-ils, dans le Mélenchon, tout n'est pas bon. Ce qui permet au NPA de se maintenir en retrait de LFI, par une sorte d'inconséquence. En effet, si nous pensions que les choses se ramènent à deux camps, un camp social et un camp antisocial, si nous pensions que LFI est dans le bon camp, nous y entrerions, tout en défendant ouvertement et publiquement notre point de vue internationaliste, anti-impérialiste, antibureaucratique et anticapitaliste, pour un parti des travailleurs, pour la 4^{ème} internationale.

Mais, nous dira-t-on, LFI n'est pas un mouvement figé. D'ailleurs, c'est écrit dessus :

« **La France insoumise est un mouvement évolutif.** Il cherche à inventer une nouvelle forme de rassemblement citoyen. Ces principes d'organisation sont donc précisés au fur et à mesure de son évolution, à partir des retours d'expérience, notamment au moment des conventions annuelles. »⁷⁴

Bien vu ! Le tout étant de savoir qui commande cette évolution, et comment elle se donne « libre cours ». Mais, surtout, dans quelle direction.

Mélenchon s'en est expliqué. Nous trouvons trace de cette explication dans un article de la chaîne LCP.

La France insoumise est un "mouvement", pas un parti, dont le but "n'est pas d'être démocratique mais collectif", explique Jean-Luc Mélenchon dans une interview à l'hebdomadaire Le Un à paraître mercredi.

73 <https://www.nouvelobs.com/politique/20170808.OBS3144/jean-luc-melenchon-une-certaine-idee-du-chaos.html>

74 <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/16/principes-de-la-france-insoumise/>

LFI "est un mouvement. Nous ne voulons pas être un parti. Le parti, c'est l'outil de classe. Le mouvement c'est la forme organisée du peuple (...) le but du mouvement de la France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif", affirme-t-il.

"Il refuse d'être clivant, il veut être inclusif. Ca n'a rien à voir avec la logique d'un parti. De plus il doit être un organe utile", où "les copains distribuent de la nourriture" ou "aident les gens à demander les prestations sociales auxquelles ils ont droit", développe-t-il.

"Et pour le reste, le mouvement ne fait que des campagnes. Donc quand on nous demande où est la direction, ça peut vous paraître étrange, mais il n'y en a pas", poursuit le chef de file de LFI.

Pour M. Mélenchon, le mouvement n'est "ni vertical ni horizontal, il est gazeux, c'est-à-dire que les points se connectent de façon transversale: on peut avoir un bout de sommet, un bout de base, un bout de base qui devient un sommet...".

Le mouvement de La France insoumise tiendra les 25 et 26 novembre une convention nationale destinée à définir ses objectifs et ses axes d'action. Parmi les sujets à l'ordre du jour, celui de l'organisation de LFI, dont certains adhérents jugent le fonctionnement trop peu démocratique -à l'instar de certains membres de La République en marche.

Interrogé sur ce qui différencie LFI et LREM, M. Mélenchon répond qu'"En Marche! ne construit pas un mouvement de masse transversal ni une contre-société".

"Il est fondamentalement jupitérien. J'admets que, dans notre façon de faire, il y a aussi une dimension verticale. Mais elle n'est ni unique ni centrale", assure le député des Bouches-du-Rhône, pour qui "le but numéro un du mouvement, c'est l'auto-organisation du peuple".⁷⁵

Là encore, cela se passe volontiers de commentaires. Il importe ici que l'Insoumis suprême donne le résultat des travaux de la Convention insoumise...Avant même sa tenue. Pour sûr, on peut disserter sur le point de savoir si « la démocratie » est un but et si un vrai fonctionnement collectif est dissociable d'une élaboration démocratique de « l'évolution » du « mouvement ». Mais, Mélenchon aime trop « divertir ». Voyons plutôt comment cela se goupille.

10) La France insoumise est un mouvement polycentrique. Il est doté :

- d'une équipe opérationnelle divisée en plusieurs pôles ouverts à la participation de toutes et tous pour mettre en œuvre les tâches nécessaires aux campagnes du mouvement;
- d'une équipe programmatique assurant la coordination du programme, l'animation et le suivi des livrets thématiques et des ateliers des lois qui sont ouverts à tous les insoumis.es;
- d'un groupe parlementaire réunissant ses député.e.s ;
- d'espaces nationaux de conseil et de propositions (notamment un espace politique et un espace des luttes) dont le fonctionnement est régi par un texte de définition;

Il met en place un comité électoral et une assemblée représentative réunissant des membres de ces différents espaces nationaux et des insoumis.e.s volontaires tiré.e.s au sort, notamment au sein des groupes d'action.⁷⁶

Ajoutons à ces déterminations : « **La France insoumise est un mouvement qui se prépare à gouverner** »

Tirage au sort, cloisonnement polyarchique entre les équipes, groupe parlementaire incontrôlé... moyennant quoi, ce mouvement « fédère des groupes d'action qui se constituent par la volonté des insoumis.es sur une base géographique, professionnelle, fonctionnelle ou thématique. Ces groupes s'organisent selon une charte définie collectivement et disposent d'une autonomie d'action dans le respect du programme « L'avenir en commun ». Eh bien non, il ne fédère rien du tout, si on prend ce mot au pied de la lettre, les décisions ne sont pas prises par des groupes fédérés. Mais alors, en dernière instance, par qui ?

75 <http://www.lcp.fr/afp/melenchon-le-de-lfi-nest-pas-detre-democratique-mais-collectif>

76 <https://lafranceinsoumise.fr/2017/11/16/principes-de-la-france-insoumise/>

Ainsi même, l'homme qui se fait fort de fédérer le peuple a pris soin de ne pas fonder une fédération.

Les groupes insoumis sont, dès lors, cloués au sol, invités à prendre en charge les tâches quotidiennes qu'assument les unions locales syndicales et les associations dédiées au droit au logement, aux droits des chômeurs et au secours populaire, en attendant d'organiser le « résistance sociale ».

Dans cette configuration insolite, le groupe parlementaire fait ce qu'il veut, son auguste Président fait ce qu'il veut et peut même rappeler à l'ordre des groupes insoumis, les désigner à la vindicte du « mouvement ».

Kuzmanovic, la figure de proue de militarisme chauvin et anti-immigration, peut s'épancher dans *Causeur* ou dans la presse d'Alain de Benoist, figure d'une extrême-droite posée et reposée, ouverte « soft ». Les amis allemands de Mélenchon peuvent reprendre à leur compte les arguments lepénistes contre « l'immigration de travail » qui « fait baisser les salaires ». Au même moment, « les principes insoumis » peuvent revendiquer leur combat contre l'idéologie dominante... Dont JLM est, sur son créneau, l'un des vecteurs.

LFI est à présent un Marais.

Post scriptum

Cette brochure s'interrompt à la fin de l'année 2017. Sur les six derniers mois écoulés, il y aurait sans doute long à dire à propos de ce personnage et ses acolytes. Il y aurait à dire sur ses tentations totalitaires qu'il peine à refouler (au sens politique du mot, s'entend). Nous pourrions évoquer son désir de mettre la presse sous surveillance d'une haute autorité, à l'instar du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) propice à la censure. En février, Edwy Plenel répondra à ses charges contre le « parti médiatique »

« Sans véritablement le citer, le journaliste a répondu aux attaques de Jean-Luc Mélenchon, qui avait estimé que *"la haine des médias est juste et saine"*. Une déclaration qui n'a pas du tout plu à Edwy Plenel : *"C'est légitime la critique de la presse, c'est légitime la critique des journalistes. Bien sûr! On n'a pas que des qualités. Mais nous mettre tous dans le même sac, parler de 'parti médiatique' comme certains disent, dire 'La haine du journalisme est légitime'... Attention : c'est ruiner une liberté fondamentale qui est au service des gens, qui est au service du droit de savoir des citoyens!"* a-t-il déclaré avant d'ajouter : *"Je l'ai dit : Mélenchon, en tant qu'ancien candidat à la présidence de la République, ne peut pas dire ça"*.⁷⁷

Ces charges assez ridicules sont aujourd'hui relayées par un Macron aux abois qui, ce 24 juillet, s'en est pris au « pouvoir médiatique ».

Le 22 mars dernier, alors que se profilait la grève à la SNCF, Mélenchon aura d'abord, en guise d'introduction, recouru à des propos sibyllins

77 <https://actu.orange.fr/societe/people/onpc-edwy-plenel-s-attaque-a-jean-luc-melenchon-magic-CNT0000010bjod.html>

« A partir de maintenant, avec ce mouvement qui démarre, on entre dans un moment de souffrance », les grévistes vont « perdre des journées de salaires », « la vie quotidienne de millions de gens va être perturbée par la grève »⁷⁸

Pures phrases !

N'allons pas plus loin. Le simulateur de « marées populaires » rame encore, comme on l'a vu le 26 mai dernier.

Nous aurions pu rêver que le groupe parlementaire insoumis prenne l'initiative d'une manifestation nationale contre la sanctuarisation de l'Etat d'urgence ou contre le projet de révision absolutiste de la constitution, ou pour en finir avec les violences policières de l'Etat et pour que justice soit rendue à toutes les victimes de ces violences. Eh bien non, les chefs de ce groupe parlementaires préfèrent faire leur nid dans celui des autres, dans le « mouvement social ». A les entendre, les violences policières sont l'œuvre de brebis galeuses, la Police « républicaine » étant un corps sain.

Ce tout récent entrefilet du Canard nous édifie :

Un mélenchoniste gendarme d'honneur

QUI EST ce personnage, casqué et équipé en gendarme de choc, armement compris ? Ce n'est pas, évidemment, Alexandre Benalla, dont tous les Français connaissent désormais le visage. Ces photos, datées du 15 mai, ont été diffusées sur Twitter par l'homme qui y figure : le député Ugo Bernalicis. Lequel les a agrémentées de ce commentaire :

« Pendant le service de nuit pour mieux comprendre les enjeux de sécurité et de prévention avec les gendarmes de la Gendarmerie du Nord. Merci pour leur accueil et leur disponibilité. »

Première précision pour mieux apprécier ces clichés :

Ugo Bernalicis, si fier de jouer aux gendarmes, est un élu de La France insoumise. Un parti dont les dirigeants, depuis quelques jours, ne cessent de dénoncer l'ambiguïté du rôle des « observateurs » auprès des forces de l'ordre...

Seconde précision : quand il ne joue pas les gendarmes, la nuit, Ugo Bernalicis, fonctionnaire du ministère de l'Intérieur avant d'être élu, siège à la commission des Lois, au Palais-Bourbon. Mais il s'est bien gardé de faire état de son expérience personnelle lors des auditions du ministre de l'Intérieur et du préfet de police.

Domage, il aurait pu en faire profiter ses collègues.



2 - « Le Canard enchaîné » - mercredi 25 juillet 2018

L'ami Ruffin, toujours haut perché, assure de son côté, à propos de l'affaire BENALLA :

« 15 jours de mise à pieds? On parle de quelqu'un qui s'est mis à porter un brassard de la police, **qui ne s'est pas pris pour la police car la police ne se comporte pas comme ça**, et qui s'est mis à frapper un manifestant à terre. Et la réponse qu'on nous donne c'est qu'il a été mis à pieds 15 jours! »⁷⁹

Nous l'avons vu, ce « populisme » dont il fait parfois mine de se défendre, n'est qu'une feuille de vigne : la feuille de vigne du Bonapartisme. Le Bonaparte du 21^{ème} siècle grimé en Tribun du Peuple, armure derrière laquelle doit percer l'Homme d'Etat. Car ce politicien est aussi un amant de l'Etat. Cet Etat que nous héritons de Louis XIV et de Napoléon qui, contrairement à la légende, n'est pas « jacobin » mais l'Etat qui a imposé au-dessus des départements et des communes qui s'administraient librement, le corps des Préfets nommés par le Pouvoir L'Etat et sa continuité, par-delà les régimes, les gouvernements. Cet Etat qui, en France comme ailleurs, est l'instrument de domination politique du Capital, machine à imposer l'obéissance au peuple, la « légalité » que vénère tant Mélenchon, puisque les lois expriment bien ou mal la « volonté générale », selon lui.

78 http://www.lepoint.fr/politique/greves-les-francais-entrent-dans-un-moment-de-souffrance-melenchon-22-03-2018-2204635_20.php

79 <https://www.bfmtv.com/politique/violence-d-alexandre-benalla-francois-ruffin-denonce-une-situation-inimaginable-1492448.html#xtor=AL-68>

Nous le voyons monter en première ligne, dans cette affaire Benalla, lorsque « l'autorité de l'Etat est engagée ».

L'Etat, c'est « l'ordre établi », l'expression achevée du « monde El Khomri » ou du « monde Macron » ou du « monde pourri » qu'il appelait à « rompre ».

L'Etat, c'est « l'argent-roi ».

Le journalisme ? Il le dénonce, pourquoi pas ? Le journalisme est une extension du Pouvoir. Il est le fait de « chanteurs », c'est-à-dire de « maîtres chanteurs » qui peuvent faire et défaire les carrières politiques voire artistiques. C'est l'œuvre des « faiseurs d'opinion » qui peuvent, par exemple, faire croire que le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots est un « bolchevik », un « léniniste ». Canular ou « *canard* » disait-on autrefois, bobard. Mais que ferait la censure sous couvert de déontologie, sinon attacher plus solidement encore le journalisme aux amarres de l'Etat ? Les medias, en elles-mêmes, n'ont aucun pouvoir, elles sont aussi, entre les mains de ceux qui paient, un moyen de pression sur le gouvernement en place, un moyen de pression entre les mains de ces mêmes classes possédantes lorsque le Pouvoir se place « au-dessus d'elles », lorsqu'elles sont divisées sur le court terme. Mélenchon sait trop bien tout cela. Il enfume ce qu'il sait.

Il existe en France comme dans maints pays une superstition de l'Etat, une identification de l'Etat à la nation et de la nation au peuple. Voilà qui agit comme un dogme, comme un axiome. A plus forte raison quand le néo-libéralisme semble se dresser comme l'ennemi de l'Etat, décochant des flèches « libertariennes » contre l'Etat-providence et « redistributeur » et « nivélateur ». Mélenchon est donc à l'aise pour chanter que l'Etat sera guidé par « l'intérêt général humain », dans lequel le « peuple urbain » devine son propre intérêt. Voilà qui tombe fort bien car Mélenchon entend représenter ce « peuple urbain ». Il n'a plus qu'à ennoblir les préjugés de ce peuple urbain et à y attacher les ouvriers, les chômeurs, les pauvres.

Ce peuple urbain, ne serait-ce pas cette petite bourgeoisie des villes, instruite, à la fois exploitée et participant par ses missions d'encadrement, de « management » ou d'ingénierie à l'exploitation des travailleurs directement productifs et des employés ?

Des préjugés, nous en avons toutes et tous. Nous passons notre vie à les confronter à notre expérience et aux expériences qu'apportent les événements, avec nos besoins et aspirations. Certains s'appliquent à les polir, à les « harmoniser » pour les ancrer comme autant de certitudes sacrées et d'éléments de cette pensée unique que tout le monde feint d'exécrer pour ensuite nous vendre les « fils des lumières », la « communauté nationale » mue par le « récit national »...Une des variantes de la pensée unique.

L'harmonie elle-même est souvent un prête-nom pour désigner sous une forme embellie l'Ordre, la Norme, les Valeurs communes.

Mélenchon ne s'y trompe pas, il ne va pas draguer le peuple urbain en partant de ses préjugés mais de son « *affect* », c'est-à-dire, ses rêves, son aspiration à briser l'aliénation sociale, la monotonie débilitante de la vie courante, ses frustrations...Pour mieux les ***Déconstruire*** et ***Ancrer des choix rationnels*** c'est-à-dire le retour aux vieux préjugés : ordre-nation-autorité. Comme Napoléon III !

Eh bien, cet **ordre**, c'est l'ordre social bourgeois, bâti pour protéger la propriété privée des moyens de production et d'échange entre un nombre toujours plus réduit de mains – cette **autorité**, c'est celle de l'Etat bourgeois, cette **nation**, c'est une vieille nation qui tient grâce au pillage et la destruction de l'Afrique, grâce à la spéculation financière et boursière sur le dos des

travailleurs de nombreux pays où le Capital s'est « délocalisé », grâce à ses ventes d'armes pour les guerres.

Mais, grand seigneur, Mélenchon ne veut pas du capitalisme **absolu**. Il nous expliquera un jour ce qu'est le capitalisme relatif, lors de l'une de ses conférences, si ce n'est pas déjà fait.

Et il a un atout mettre : le changement sans violence.

Car, bien entendu, tous ceux qui raillent le chauvinisme, le militarisme et pensent que la violence, étant déjà présente et plus que présente, est inévitable lors de tout changement, sont catalogué aussi sec comme « gauchistes » et, venant de Mélenchon, avec un fort taux de mauvaise foi.

Il se trouve que nous défendons les droits démocratiques et combattons d'abord la forme actuelle de l'Etat pour avoir la possibilité de défendre nos intérêts de classe dans les conditions les plus pacifiques possibles. C'est la raison pour laquelle nous combattons pour la suppression de toute la législation issue de l'Etat d'urgence, c'est la raison pour laquelle nous combattons la révision constitutionnelle qui renforcerait les traits despotiques, autoritaires du régime de la 5^{ème} république. C'est la raison pour laquelle nous soutiendrions un changement démocratique instaurant une république basée sur une Assemblée unique, élue à la proportionnelle intégrale, ayant le pouvoir législatif et exécutif entre ses mains, laquelle faciliterait la lutte pour le changement social, une république basée sur la constitution du 23 août 1793, jamais appliquée, reconnaissant « le droit à l'insurrection », ou l'éphémère Constitution finlandaise de 1918. Nous défendrions un tel changement comme un point de départ pour aller vers l'Etat-Commune selon les principes de la Commune de 1871.

Nous ne rejetons pas la légitime violence face à la violence de l'Etat et des bandes armées du capital, nous revendiquons le droit pour les classes populaires à la légitime défense face à la violence capitaliste. Cela va sans dire mais disons-le : cela n'a rien à voir avec les méthodes bureaucratiques des blacks-block et des casseurs dans les rangs desquels peuvent s'infiltrer des « Benalla », des provocateurs policiers ou nazillons, ni avec l'idée de s'en prendre aux forces de l'ordre lors d'une manifestation autorisée.

Nous avons parlé de la violence : plus tôt se produira l'explosion sociale, plus tôt Macron sera « démissionné », moins violente sera la révolte générale. Plus tard elle se produira, plus violente sera-t-elle. Ceux qui cultivent la « patience de l'Histoire », c'est-à-dire l'attentisme accroché aux échéances électorales « normales » ne concourent pas aux issues les plus pacifiques.

Au reste, Mélenchon oublie vite ses paroles de paix lorsqu'il est question des bombardements d'Alep qu'il couvre de ses bobards...De même qu'il oublie vite ses discours « verts » lorsqu'il s'agit de la bombe atomique française. Ou lorsqu'il s'agit de « nos » fabricants d'armes.

Sous ses dehors tribuniciens, antilibéraux, altermondialistes, protestataires, la politique mélenchoniste est réactionnaire sur toute la ligne. La démagogie mélenchoniste « harmonieuse » est la musique qui accompagne un discours militariste, impérialiste récurrent.

Les péripéties de ces derniers jours nous présentent un Premier opposant de France qui ne réclame pas la démission de Macron, un opposant velléitaire qui brandit le couteau sans lame de la « motion de censure », qui n'exige pas le retrait pur et simple de la révision constitutionnelle absolutiste.

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre les mélenchonistes, jusque dans les rangs de cette France insoumise. Nombre de ses électeurs sont déçus. Beaucoup d'insoumis

reconnaissent que sa marée populaire du 26 mai fut un bide. Mais le vide politique, la faillite de l'extrême gauche elle-même velléitaire voire complaisante avec les mélenchonistes, libère encore l'espace dans lequel Mélenchon peut faire illusion et faire briller son savoir.

Ses amis espagnols de **Podemos** soutiennent le gouvernement pro-Union européenne et pro-monarchie du PSOE, ses amis allemands de **Die Linke** combattent l'immigration, avec des arguments lepénistes « ouvriéristes ». Les mélenchonistes soutiennent Maduro au Venezuela qui a mis à bas la Constitution chaviste et les acquis sociaux de la révolution dite « bolivarienne », détruit la nature sur place. Voilà « l'internationale » des mélenchonistes !

Dans le brouillard que diffusent la décomposition des vieux partis et la prosternation « conflictuelle » des hautes directions syndicales, Mélenchon enfume pour brouiller à son tour les points de repères de classe, les références au socialisme des travailleurs, les données de la lutte des classes et de l'action syndicale. A sa façon retorse, il combat le socialisme ouvrier et populaire. Il ne combat pas concrètement Macron.

Voilà pourquoi nous sommes contre Mélenchon.

Les salariés, les femmes travailleuses, les jeunes, les pauvres sauront sortir du brouillard, en prenant appui sur leur expérience immédiate et sur leurs aspirations les plus simples, les plus directes. Dans leur majorité, ils rejettent toutes les formations politiques, refusent de voter et de se laisser embrigader. Les masses, dans leur majorité, regardent avec indifférence ceux qui voudraient nous faire prendre leurs vessies pour des lumières. Elles ne sont pas dupes de ceux qui dupent leur monde, jusqu'à se duper eux-mêmes.

Le mélenchonisme, quoi qu'il advienne, que Mélenchon parvienne ou non à gouverner un jour avec son équipe, est sans avenir digne de ce nom.

26 juillet 2018

Dernière minute

Nous bouclons au moment où se tient l'Université d'été de Mélenchon. Il y a invité des représentants de la droite anti-ouvrière, xénophobe, filloniste. Son groupe parlementaire a voté la motion de censure de cette droite. Dans un moment d'euphorie parlementaire, le député LFI Danièle Obono a pris la pose avec...madame Le Pen et la Droite⁸⁰. Puis, elle s'est vantée de défendre les institutions bourgeoises de la 5^{ème} république.⁸¹

La pente sur laquelle glissent les mélenchonistes devient de plus en plus fatale...

80 http://www.liberation.fr/direct/element/daniele-obono-na-pas-specifiquement-invite-marine-le-pen-a-la-rejoindre-devant-les-cameras_85366/

81 <http://www.europe1.fr/politique/affaire-benalla-la-revanche-du-senat-3723971>